

Cahiers du mouvement ouvrier

- **Nicole Perron : Jaurès... et Poincaré**
- **Pierre Roy : le mouvement ouvrier face à la guerre de 14-18**
- **Roland Corominas : le soulèvement militaire au Maroc "espagnol" en 1936**
- **Cermtri, conférence de Josep Pozo : "Pouvoir légal et pouvoir réel dans la Catalogne révolutionnaire de 1936"**
- **Rémy Janneau : un "Manuel critique"**



C.E.R.M.T.R.I.

Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie

Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin,
Marc Goloviznine, Frank La Brasca, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris
Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : www.trotsky.com.fr

E-mail : cermtri@wanadoo.fr.

Errata

Dans le numéro 63 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, la signature de Roger Revuz a été omise en bas des deux articles : « *24 juin 1916 : en France, premier vote historique contre les crédits de guerre* » (pp. 49-50) et « *Qu'en est-il de la Première Guerre mondiale dans les manuels des lycées généraux ?* » (pp. 51-52). Avec les excuses de la rédaction, il faut donc la rétablir.

Un article du numéro 59 affirme qu'en 1916 la Roumanie est entrée en guerre aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. Maurice Martin nous rappelle que la Roumanie était entrée en guerre aux côtés de la France, de l'Angleterre et de la Russie... Ne confondons pas la guerre de 14-18 et celle de 39-45 !

Sommaire

- **Présentation** p. 7
- **Nicole Perron : Jaurès, le combattant inlassable contre le danger de guerre** p. 9
- **Nicole Perron : “Poincaré-la-guerre”, une accusation calomnieuse ? A propos d’une biographie de Poincaré** p. 17
- **Pierre Roy : le mouvement ouvrier face à la guerre de 14-18** p. 25
- **Roland Corominas : le gouvernement de la République espagnole durant les sept premiers jours du soulèvement militaire au Maroc “espagnol”** p. 43
- **Michel Di Nocera : les anarchistes espagnols et la Résistance dans le Cantal** p. 71
- **Jean-Jacques Marie : préhistoire de la grève** p. 77
- **Pierre Roy : “Pierre Bourdieu ou l’héritage républicain récusé”, un livre de Michel Eliard** p. 89
- **Rémy Janneau : A propos du manuel d’histoire édité par *Le Monde diplomatique*. Un “manuel critique”... bien dans l’air du temps** p. 95
- **Conférence-débat du Cermtri, avec Josep Antoni Pozo González, historien et auteur du livre *Pouvoir légal et pouvoir réel dans la Catalogne révolutionnaire de 1936*** p. 105
- **Petits fragments d’histoire contemporaine** p. 115
- **Notes de lecture** p. 119
- **Chronique des falsifications** p. 123

CONSULTEZ LE SITE DU CERMTRI

www.trotsky.com.fr
<http://www.trotsky.com.fr>

Cahiers du mouvement ouvrier

Prix du numéro : **9 euros** (+ 1,50 euro de port)

Abonnement annuel (quatre numéros) :

— France : **32 euros** ;

— Etranger : Europe : **35 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **40 euros**.

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Chèques à l'ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Présentation

Ce numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier* est centré autour de deux questions :

- La guerre de 14-18, le combat de Jaurès contre elle, celui exactement inverse de Poincaré pour aider à la déclencher, et la réaction des adversaires de l'Union sacrée dans le mouvement ouvrier international au fil des années.
- La révolution espagnole, ou plus exactement les premières semaines de son déclenchement...

Ce numéro reproduit notamment le texte de la conférence prononcée le 22 novembre 2014 par Josep Antoni Pozo González, auteur du livre *Pouvoir légal et pouvoir réel dans la Catalogne révolutionnaire de 1936*.

Josep Antoni Pozo González attire en particulier l'attention sur l'émergence d'une pluie de comités révolutionnaires aux noms divers en Catalogne, dès le lendemain du soulèvement fasciste, et il analyse la politique des diverses organisations ouvrières face à ces comités dont l'existence et l'activité menacent de dislocation le pouvoir bourgeois « légal » et ouvrent la voie à un nouveau pouvoir. Il analyse aussi leur politique vis-à-vis du Comité central des milices, dissous avec l'accord de tous dès le début de septembre 1936 et dont la dissolution ouvre la voie à l'instauration d'un gouvernement bourgeois.

Ce gouvernement de la Généralité de Catalogne réunit provisoirement toutes les forces de la République, ouvrières et bourgeoises — sous la direction de ces dernières — jusques et y compris le POUM, dont le représentant, Andreu Nin, en sera chassé dès décembre 1936 après lui avoir ainsi donné la caution du POUM.

**Jaurès,
le combattant
inlassable
contre
le danger de guerre**



Buste de Jean Jaurès érigé à Chaudun (près de Soissons).

Jaurès, le combattant inlassable contre le danger de guerre

Pourquoi ont-ils tué Jaurès ?

La question posée par Jacques Brel affirme une responsabilité collective ; or les historiens ont établi que l'assassin, Raoul Villain, ne fut commandité par aucun groupe politique.

Et pourtant... Ce déséquilibré fut certainement moralement armé par la propagande nationaliste et catholique longtemps déversée contre Jaurès, « le traître », « le Prussien », propagande diffusée notamment par « Le Sillon » de Marc Sangnier, ce « catholique social » qui témoigna en faveur de Villain en 1919, ce qui contribua à son acquittement !

Haine si totale qu'elle rompit les liens noués à l'époque de l'affaire Dreyfus notamment entre les journalistes Jaurès et Péguy : ils avaient dénoncé l'état-major faussaire et antisémite, les ministres opportunistes qui refusaient obstinément de rouvrir le procès sous prétexte de préserver « l'honneur de l'armée » ! Puis la vague nationaliste avait déferlé et Péguy avait, pour finir, appelé au meurtre de Jaurès.

Message reçu par le tueur du 31 juillet au café « Le Croissant ». La dernière

digue contre le ralliement à l'Union sacrée en France venait de sauter.

Jaurès, un combattant pour la paix tout à fait original

Il a dénoncé inlassablement les dangers de guerre sans jamais séparer cet engagement pacifiste de son **combat pour le socialisme**, et il assignait à la classe ouvrière ainsi qu'à la II^e Internationale, « *seule force organisée centralement* », estimait-il, une responsabilité décisive dans la conduite de ce combat.

Il lutte au nom de tous les exploités, des ouvriers mais aussi des petits paysans, des postiers, des fonctionnaires privés du droit de grève ainsi que les instituteurs, au nom des intellectuels qui, contrairement à Péguy, auront su garder la tête froide face aux fureurs chauvines. En ce sens, il est un humaniste défenseur des acquis de la civilisation que menacent les états-majors, mais cet humanisme ne s'oppose pas au socialisme (comme l'insinue son récent biographe Gilles Candar), dans lequel il voit un « *dépassement* » de la République, celle de 1792-1793 : la République, selon lui, doit se « *hisser* » au socialisme.

Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée l'orage

Cette phrase que tous ici connaissent revient comme une locution proverbiale, de même que celle attribuée à Anatole France : « *On croit mourir pour la patrie on meurt pour des industriels.* »

Jaurès a en effet affirmé à plusieurs reprises ce lien consubstantiel selon lui entre le capitalisme et la guerre ; mais il vaut la peine de revenir au texte du discours retentissant qu'il a prononcé devant la Chambre des députés en 1895, alors que commençait la course aux armements, vingt ans avant le début de la grande boucherie de 1914.

« La guerre maudite de tous, redoutée de tous, réprouvée de tous peut à tout moment éclater sur tous (...). Les budgets de guerre s'enflent et montent partout d'année en année (...).

Tant que dans chaque nation, une classe restreinte d'hommes possédera les grands moyens de production et d'échange, tant qu'elle possédera ainsi et gouvernera les autres hommes, tant que cette classe pourra imposer aux sociétés qu'elle domine sa propre loi, qui est la concurrence illimitée, la lutte incessante pour la vie, le combat quotidien pour la fortune et le pouvoir (...), tant que cela sera, toujours cette guerre politique, économique et sociale des classes entre elles, des individus entre eux, dans chaque nation, suscitera les guerres armées entre les peuples (...).

Votre société violente et chaotique porte en elle la guerre, comme la nuée dormante porte l'orage. »

Combattre le danger de guerre, comment ?

Jaurès a mis sa plume et sa parole, qu'il avait fort éloquente, au service de ce qui fut sa dernière grande cause : pour analyser et combattre le danger, il multiplia les articles dans *L'Humanité* ou *La Petite République*, les discours à la Chambre où sa voix inspirée subjuguait jusqu'à ses adversaires, il se dépensa dans les meetings des grandes villes ouvrières

en France, mais également à Bruxelles, à Berlin, à Bâle où il s'exprima au nom de l'Internationale

Rappelez vous cette phrase magnifique prononcée un jour de remise des prix devant les lycéens d'Albi en 1903 : pour les dissuader de céder à « *l'illusion lyrique* » de la guerre héroïque il donna sa définition du courage :

« Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire ; c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe, et de ne pas faire écho de notre âme, de nos mains et de notre bouche aux applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques. »

Il s'est efforcé d'exercer honnêtement, courageusement, son métier de journaliste sans se laisser décourager par les clameurs fanatiques des nationalistes qui l'ont copieusement injurié.

Tanger et Agadir, premières confrontations avec l'impérialisme allemand

Il en analysa les ressorts coloniaux et il y eut d'autant plus de mérite qu'au départ, il s'affirma partisan de l'expansion de l'empire colonial français avec des arguments proches de ceux avancés par Jules Ferry pour justifier la conquête du Tonkin : s'approprier des marchés, des ports, des gisements de matières premières, conformément aux besoins d'un capitalisme en expansion. Ferry y avait ajouté des arguments au relent raciste fort commun à cette époque, exposant qu'il y avait un droit et même un devoir pour les civilisations supérieures à civiliser les peuples inférieurs.

Jaurès s'exprime en termes différents : en colonisant des pays restés à un stade arriéré de développement, la France devra leur apporter les bienfaits de l'école, de la médecine, les routes qui brisent l'isolement, les machines qui accroissent la production, etc.

Avec optimisme, il affirme possible de coloniser sans brutalité guerrière. Les expéditions en Afrique allaient lui ouvrir les yeux !

La crise de Tanger

Mars 1905, l'empereur Guillaume II affirme à Tanger les droits de l'Allemagne à intervenir au Maroc, dernière terre du Maghreb encore disponible, et d'autant plus ardemment convoitée que l'Allemagne est partie tard dans l'aventure coloniale et que le dynamisme de sa jeune industrie donne des ailes aux pangermanistes. Bien entendu, il déguise cette convoitise derrière un argument qu'on n'appelait pas encore humanitaire. Il entend « protéger » l'indépendance du sultan ! Comme l'a expliqué Rosmer, ce militant dont nous avons parlé dans notre brochure consacrée à notre « patron » Marcel Martinet, un gouvernement qui veut déclencher la guerre et sait que son peuple n'en veut pas, doit enrober ses vrais objectifs avec des arguments « moraux », « démocratiques ».

L'Allemagne rencontre l'opposition de la France, soutenue par la Grande-Bretagne : celle-ci observe avec inquiétude le dynamisme des commerçants allemands qui lui ravissent des marchés en Amérique du Sud, et, pis encore, le projet de l'amiral Von Tirpitz de bâtir une flotte de guerre (Von Tirpitz : « *Notre avenir est sur l'eau* ») alors que la Grande-Bretagne entend rester la maîtresse des mers incontestée et sans rivale.

Ce qu'on a appelé l'Entente cordiale s'est construit sur une négociation de maquignons : la France a renoncé à disputer l'Égypte à la Grande-Bretagne, bien que le canal de Suez, qui rapporte gros, ait été financé partiellement par des capitaux français, construit sur les plans de l'ingénieur français de Lesseps (et avec les muscles des fellahs égyptiens, mais ces derniers n'ont pas voix au chapitre !). En échange, le gouvernement anglais a promis son aide au gouvernement français dans l'affaire marocaine : la conférence d'Algésiras, en 1906, affirme hypocritement que l'indépendance du Maroc sera préservée ; mais la France se voit octroyer une place privilégiée dans la banque d'État marocaine et dans l'administration du pays, Paribas, banque française associée à des capitaux britanniques, va pouvoir gérer avec profit la dette du pays. Nous connaissons cela.

C'est un grave échec pour Guillaume II et pour la ligue pangermaniste ; seule maigre contrepartie, le renvoi du ministre Delcassé qui voulait, dès cette époque, déclarer la guerre à l'Allemagne ! L'armée se déclarant insuffisamment préparée, on échappa cette fois à la guerre franco-allemande.

Deuxième crise marocaine, Agadir 1911

Je reviens à Jaurès. Dès 1906, il dénonce pêle-mêle comme fauteurs de guerre les **colons** d'Algérie et leur puissant lobby dirigé par le député d'Oran Etienne, « *les généraux qui veulent monter plus haut, les capitaines devenir colonels, les banquiers avides* », les **journalistes** qui l'accusent, lui, Jaurès, de trahison et Delcassé, « *lilliputien halluciné qui veut conquérir à lui tout seul le Maroc* ». Il avait plaidé pour une conquête pacifique en quelque sorte, et voilà que la colonne d'Amade extermine, en 1908, tout un douar, laissant derrière elle cent cinquante cadavres, hommes, femmes, enfants.

Barbarie et mensonge : l'accord d'Algésiras excluait la conquête française. Or, dès 1909, Lyautey, sous prétexte de sécuriser la frontière algérienne, occupe les plateaux de l'Est marocain ; en 1911, 15 000 hommes marchent de Casablanca vers Fès. Dans le même temps, l'Espagne occupe le nord du Maroc (cette terre d'où partiront, contre la République espagnole, Franco et ses Maures en 1936), et l'Italie entreprend la conquête de la Tripolitaine, qui était alors possession turque.

Il s'ensuit une nouvelle gesticulation militaire de l'Allemagne : la canonnière *Panther* jette l'ancre à Agadir le 1^{er} juillet 1911. Le ministre Caillaux demande à Joffre, nommé chef d'état-major général le 28 juillet, s'il peut lui garantir à 70 % la victoire dans l'hypothèse d'une guerre franco-allemande. Non, répond Joffre. Caillaux va donc chercher un deuxième accord de maquignon (j'emprunte ce terme à Jaurès qui défendait la patrie mais qui fustigeait les « *maquignons de la patrie* », ceux qui exploitaient le patriotisme populaire au bénéfice de leurs intérêts privés). Caillaux négocie, dans le

dos de ses ministres, avec ses agents qui ont partie liée avec la banque allemande, et l'Allemagne obtient en compensation de son abstention au Maroc un grand bout du Congo (français), adjacent au Cameroun (alors allemand) ! Le Maroc deviendra donc un protectorat français, au mépris des engagements pris à Algésiras.

A-t-on écarté le danger de guerre franco-allemande ? On l'a simplement différé, car ce compromis a exaspéré les deux nationalismes qui s'estiment lésés et enragent dans les deux pays !

Jaurès et l'alliance franco-russe

L'alliance nouée en 1892 embarrassait les socialistes : la République risquait de se retrouver embarquée dans l'aventurisme de la diplomatie russe, pour qui une bonne petite guerre victorieuse dans les Balkans serait le meilleur antidote à la révolution sociale qui avait ébranlé, en 1905, l'Etat policier le plus arriéré d'Europe.

Les **clauses de l'alliance franco-russe étaient restées secrètes**, ce que dénonça Jaurès à plusieurs reprises, notamment à l'occasion des voyages de Poincaré à Saint-Pétersbourg, non pour une visite touristique, mais pour garantir au tsar que la France honorerait l'alliance.

Premier voyage en août 1912. Poincaré était alors président du Conseil (on dit Premier ministre aujourd'hui) et ministre des Affaires étrangères. Inutile de lire les Mémoires de Poincaré pour savoir ce qu'il a garanti au tsar ; des militants ouvriers l'avaient appelé « Poincaré-la-guerre ». Il s'est donc efforcé a posteriori de peaufiner une image de président sage et mesuré que l'agressivité allemande avait contraint à une guerre strictement défensive.

L'historien (lorrain, comme Poincaré) François Roth lui a consacré une biographie qui relève largement de l'hagiographie ; elle conforte donc cette image que Poincaré a voulu donner de lui-même. En revanche, deux historiens allemands affirment que Poincaré a donné au tsar Nicolas un « *chèque en blanc* » transformant une alliance jusque-là défensive en « *alliance offensive, ce qui*

rendait possible la première guerre balkanique », écrit Joachim W. Koch.

J'aborderai donc l'imbroglio balkanique, mais brièvement et uniquement par rapport au combat de Jaurès : les petites nations des Balkans veulent dépecer l'empire turc (ottoman) qui les a opprimées durant des siècles, mais elles ne s'entendent ni sur un projet de fédération balkanique indépendante des puissances ni sur le partage du butin.

De quelles puissances s'agit-il ? De la Russie, qui prétend défendre ses frères slaves, serbes et bulgares orthodoxes, contre le Turc musulman, alors qu'en réalité, ce qui la motive, c'est la conquête des détroits Bosphore et Dardanelles afin de pouvoir disposer d'une mer libre de glaces toute l'année. Deuxième puissance européenne intéressée : l'empire vermoulu d'Autriche-Hongrie, qui n'a pas su gérer la coexistence de ses nationalités diverses soumises à une bureaucratie archaïque, bornée et catholique (relisez le brave soldat Schweik). Le vieil empereur François-Joseph, et ses ministres, ses généraux ne s'intéressent qu'à la chose militaire, et l'assassinat de l'archiduc héritier à Sarajevo, en Bosnie, par un nationaliste serbe va leur donner l'occasion de régler son compte à la Serbie, qui, selon eux, menace le fragile équilibre de l'empire.

Or François-Joseph et Guillaume II sont liés par un traité d'alliance.

Et Jaurès ?

Jaurès et la II^e Internationale : s'opposer à la guerre par tous les moyens

C'est la promesse que l'Internationale avait formulée dès 1907 au congrès de **Stuttgart**, où Jaurès joua un rôle décisif pour faire adopter une motion de synthèse proposant aux « *ouvriers de tous les pays et à leurs représentants dans les parlements de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur semblent appropriés* ».

Promesse renouvelée en novembre 1912 à **Bâle**, un mois après qu'a éclaté la première guerre balkanique, celle qui a

jeté tous les Balkans contre le sultan avant que la seconde guerre balkanique, celle de 1913, oppose les vainqueurs entre eux. Jaurès prononça à Bâle un discours flamboyant devant 555 délégués inquiets. Il choisit de paraphraser le grand poète allemand Schiller : « *Vivos voco j'appelle les vivants pour qu'ils se défendent contre le monstre qui apparaît à l'horizon. Je pleure les morts innombrables couchés là-bas vers l'Orient et dont la puanteur arrive jusqu'à nous comme un remords. Je briserai les foudres de la guerre.* »

Aragon a su traduire l'atmosphère de Bâle dans son roman *Les cloches de Bâle*.

Dès cette date, Jaurès exprima publiquement son horreur de la boucherie qui ensanglantait les Balkans, mais c'est en privé, devant la direction belge de l'Internationale, qu'il exprima le fond de sa pensée. L'Internationale ne pourrait sans doute pas empêcher le déclenchement de la guerre cette fois à l'échelle européenne. En substance, il confia à Huysmans : « **Quoi qu'il arrive maintenez l'Internationale.** » C'était à ses yeux la seule force capable de s'opposer à la folie nationaliste, dont il était bien placé pour mesurer la puissance, en France comme en Allemagne. Il y faudrait un long travail d'explication et d'organisation. Il continua donc son combat

1913, la mobilisation populaire contre les trois ans

C'est Etienne, le chef du lobby colonial, qui dépose le premier projet de loi portant à trois ans la durée du service militaire. Poincaré est élu président de la République avec l'apport des voix nationalistes et catholiques. La grande presse, copieusement arrosée par les fonds secrets russes (ce qui sera révélé après guerre), multiplie les articles alarmistes sur la puissance démographique et militaire de l'Allemagne, où une nouvelle loi militaire a été votée qui lui permet d'aligner 850 000 hommes face aux 480 000 Français.

L'emprunt russe, qui a rencontré un grand succès auprès de la bourgeoisie française, soucieuse de placements sûrs (!),

doit servir à allonger le réseau ferroviaire de la Russie, dont on attend qu'elle déferle contre l'Allemagne comme un rouleau compresseur.

Jaurès a convaincu son parti de préparer les élections législatives en faisant campagne contre le **projet des trois ans**, et la SFIO va y gagner 300 000 voix supplémentaires, sa plus grande progression depuis sa fondation en 1905. Jaurès déploie toute son énergie : au Pré-Saint-Gervais, il enflamme 150 000 hommes et femmes, socialistes et syndicalistes, qui acceptent pour la première fois de faire front commun face à la guerre. Il intervient à la Chambre dans le long débat parlementaire qui va durer du 2 juin au 19 juillet 1913. En province, les meetings se multiplient : Montpellier, Dijon, Saint-Etienne, Lorient, Gérardmer. En mai, les soldats casernés à Toul et à Reuilly manifestent contre leur maintien sous les drapeaux, les conseils de guerre sévissent et dix-huit militants de la CGT sont traduits devant les tribunaux pour provocation à la désobéissance.

La loi est votée le 19 juillet, ce qui ne calme pas l'inquiétude de *L'Echo de Paris* qu'a effrayé le résultat électoral de la SFIO et sa progression en milieu rural.

Les derniers jours : de l'illusion au désespoir ? L'assassinat

Entre l'assassinat de l'archiduc autrichien, le 28 juin à Sarajevo, et l'ultimatum autrichien à la Serbie délibérément provocateur du 23 juillet, il s'écoule un mois, durant lequel les diplomates et les chefs d'Etat ont vérifié la solidité de leurs alliances : l'Autriche avec l'Allemagne et la Russie avec la France. Le second voyage de Poincaré à Saint-Petersbourg a si fort inquiété Jaurès que le groupe parlementaire a refusé de voter les crédits de ce voyage !

Au congrès socialiste de Paris, en juillet 1914, Jaurès a défendu l'amendement déposé par l'Ecosseais Keir Hardie et le Français Vaillant en faveur de la grève générale, contre la guerre, sans doute pour ne pas rompre l'unité avec les syndicalistes

qui y voient le meilleur moyen d'enrayer la marche à la guerre. Jaurès sait que les socialistes et les syndicalistes allemands sont hostiles à cette perspective ; il préfère l'arbitrage international entre les gouvernements ; il espérera jusqu'au bout l'arbitrage (tardivement proposé d'ailleurs) par le gouvernement britannique.

A Paris, le 27 juillet, des dizaines de milliers d'ouvriers ont manifesté contre la guerre, à l'appel de la CGT, et ont été violemment frappés par la police. D'autres meetings suivront en province et en Allemagne (132 le 28 juillet).

Le Bureau socialiste international convoque en urgence une réunion à Bruxelles le 29 juillet. **Jaurès paraît y oublier ce qu'il avait expliqué dans la banlieue ouvrière lyonnaise, à Vaise, le 25 juillet.** Le délai de vingt-quatre heures donné à la Serbie pour accepter l'ultimatum autrichien venait d'expirer, Jaurès avait alerté les militants sur le danger imminent de la guerre européenne et expliqué que **tous les gouvernements en avaient pris le risque et en portaient la responsabilité** ; il avait dénoncé « *la politique coloniale de la France, la politique sournoise de la Russie et la volonté brutale de l'Autriche (qui) ont contribué à l'état de choses horrible où nous sommes, l'Europe se débat comme dans un cauchemar (...). Quoi qu'il en soit citoyens, et je dis ces choses avec une sorte de désespoir, il n'y a plus, au moment où nous sommes menacés de meurtre et de sauvagerie, qu'une chance pour le maintien de la paix et le salut de la civilisation, c'est que le prolétariat rassemble toutes ses forces qui comptent un grand nombre de frères, Français, Anglais, Allemands, Italiens, Russes.* »

A Bruxelles, il formule un jugement tout différent ; il assure que son gouvernement, celui de la République, « *pratique une politique de paix* », à la différence des gouvernements autrichien et allemand. Il abandonnera cette illusion le jour même de son assassinat.

Le même jour, à Paris, le ministre de l'Intérieur, Messimy, a interdit le meeting de la CGT contre la guerre prévu le soir (« *Laissez-moi la guillotine et je garantis la victoire (...). Il faut qu'ils sachent que nous les enverrons aux premières lignes*

de feu »).

Après avoir hésité, le tsar ordonne, le 30 juillet, la mobilisation générale russe contre l'Autriche (qui ne mobilisera que le 31, mais elle a déjà bombardé Belgrade la veille). Rentré à Paris, Jaurès harcèle Viviani, le socialiste renégat, qui était du voyage à Saint-Pétersbourg, et qui lui ment sans vergogne : Viviani assure Jaurès de la volonté pacifique du gouvernement français. Il lui cache l'envoi d'un télégramme à l'ambassadeur français Paléologue lui prescrivant de renouveler au tsar la promesse de la fidélité à l'alliance.

31 juillet : Jaurès finit par avoir un entretien avec le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Abel Ferry. Il lui promet que les socialistes continueront leur campagne contre la guerre malgré Messimy ; il menace : « *Nous allons vous dénoncer, ministres à la tête légère, dussions-nous être fusillés.* » Il a compris que le gouvernement républicain s'est laissé embarquer dans la guerre par les intrigues des ambassadeurs, le Russe, Isvolsky, le Français, Paléologue, et il annonce qu'il va écrire son « *J'accuse* » le soir même. Il n'en aura pas le temps, l'assassin Villain fera taire cette grande voix courageuse, ce qui facilitera la formation du gouvernement d'Union sacrée dans lequel les socialistes serreront les rangs autour de Poincaré-la-guerre.

Jaurès n'aurait certainement pas pu empêcher la guerre, mais il est vraisemblable de supposer qu'il se serait opposé à l'entrée de ses camarades dans ce gouvernement, dont il avait tardivement compris que lui aussi voulait cette guerre, cette barbarie. Malgré ce que nous raconte l'historien socialiste Gilles Candar, qui lui découvre des qualités « *d'homme d'Etat* », digne de figurer aux côtés de De Gaulle et de... Clemenceau le fusilleur !

Nicole Perron
27 juillet 2014

**“Poincaré-la-guerre”,
une accusation
calomnieuse ?**

**A propos
d'une biographie
de Poincaré**

“Poincaré-la-guerre”, une accusation calomnieuse ?

De Madeleine Rebérioux à François Roth, une inflexion de la méthode historique inquiétante

François Roth, professeur d'histoire contemporaine à Nancy-II, a publié chez Fayard en 2000 une biographie de Raymond Poincaré qui invite à s'interroger sur les méthodes de la recherche historique et sur l'inflexion de l'historiographie depuis une quarantaine d'années.

On le mesure aisément en confrontant ce livre avec celui édité en 1975 au Seuil dans *l'Histoire de la France contemporaine*. Dans *La République radicale ? 1898-1914*, Madeleine Rebérioux s'interrogeait sur la pertinence de l'analyse marxiste qui analysait les transformations du capitalisme à l'âge de l'impérialisme. Elle exposait les divergences entre le capital industriel incarné en 1905 au Maroc par Schneider et le capital financier qu'illustrait Paribas lié à des intérêts britanniques et que soutenait le ministre des Affaires étrangères Théophile Delcassé. Elle reconnaissait que les historiens n'avaient pas la preuve que ces milieux d'affaires, d'ailleurs divisés, avaient pesé, lors de la crise diplomatique finale, dans le sens du bellicisme, mais qu'il ne fallait

pas oublier l'essentiel si l'on voulait définir les responsabilités : « *La concurrence n'est pas un mythe inventé par les marxistes et les liens d'homme à homme et de cabinet ministériel à conseil d'administration, les intérêts précis pris en charge politiquement, c'est aussi cela la République française* ». Elle replaçait donc la crise du bel été 1914 dans le contexte plus large des compétitions impérialistes qu'ignore superbement François Roth.

Un responsable politique responsable d'un cabinet d'affaires

Or Poincaré fut sinon un homme d'affaires du moins un avocat d'affaires pour qui la vie de son cabinet d'avocat comptait plus que la politique ; ce fut « *sa passion la plus durable* ». Il a bénéficié du parrainage d'Henri Germain (fondateur du Crédit lyonnais) et de Léon Say, figure éminente de ce centre gauche étudié par Jean Garrigues, qui se rallia à la forme républicaine du gouvernement par peur de la révolution sociale au lendemain de la Commune (1). On attend donc de l'historien nancéien une analyse précise des

(1) Jean Garrigues, *Les Hommes d'affaires et la République*.

jugements de Poincaré sur les conditions de l'emprunt russe, ou sur les clauses financières du traité d'Algésiras. Sur ce plan-là la déception est totale, ce qui ôte beaucoup de sa valeur à une biographie par ailleurs très documentée, qui fait appel notamment aux travaux étrangers trop souvent négligés par les historiens français, mais qui omet de poser les bonnes questions.

Des sources sélectives

L'auteur était souvent son jugement en citant abondamment les écrits de Poincaré, son *Journal* ainsi que ses plaidoyers pro domo tels que *Au service de la France* ; ils furent rédigés après la Grande Guerre en réplique aux dénonciations violentes, venues essentiellement du mouvement ouvrier, qui ont visé « Poincaré-la-guerre ». Sont cités aussi des historiens tels que le Britannique J. F. Keiger, l'Allemand Fritz Fisher (*Les Buts de guerre de l'Allemagne impériale*, traduction française en version abrégée de 1975, et *La Guerre des illusions* de 1969), et, pour l'historiographie française, Jean-Jacques Becker (*1914 : comment les Français sont entrés en guerre*), trois articles anciens « exceptionnels » de Pierre Renouvin. Mais la synthèse proposée par Jules Isaac semble ignorée, ainsi que l'étude fort documentée du militant syndicaliste révolutionnaire Alfred Rosmer (*Le Mouvement ouvrier pendant la guerre*). Mais François Roth n'accorde aucune attention au mouvement ouvrier, pas plus que Poincaré lui-même...

Historien ou avocat ? Deux métiers différents

L'historien nancéien veut prouver qu'au fond, la « légende dorée » n'a pas menti, que Poincaré fut un républicain strict défenseur d'un territoire national attaqué par un impérialisme allemand « barbare », un Lorrain qui jamais n'a rêvé d'une guerre de revanche mais qui prépara son pays agressé à mener une guerre uniquement « défensive ». Il ne respecte donc que partiellement cette exigence élémentaire du métier d'historien qui implique de croiser ses sources. Il

ne précise guère les arguments de ceux qui contrarient sa thèse, si bien que son étude frôle constamment l'hagiographie ! Plaidoirie d'un avocat habile assurément, mais l'histoire y trouve-t-elle son compte ?

De l'empathie à la complicité

Il est certes difficile d'évaluer honnêtement les responsabilités personnelles de l'homme d'Etat Poincaré dans l'inextricable chaos des décisions individuelles qui menèrent au déclenchement de la Première Guerre mondiale. Mais il est étrange de lire sous la plume d'un historien cette recommandation : « *Sa biographie exige la discrétion, la retenue, la nuance.* » N'entre-t-on pas ici dans le domaine de la complicité ? Ces qualités conviennent à un avocat professionnellement chargé de sauver la tête de son client, mais conviennent-elles à l'historien qui prétend exposer tous les éléments d'une controverse ?

Les conflits impérialistes escamotés

C'est le droit de tout historien de formuler un jugement politique, favorable ou non, sur le personnage dont il a entrepris l'étude, à condition de ne pas escamoter du dossier des pièces essentielles : dans le cas qui nous occupe, les enjeux coloniaux, financiers, commerciaux du conflit.

Poincaré fut ministre des Finances dans le cabinet Dupuy en mai 1894 et dans le cabinet Sarrien en 1905 ; à ce titre, il examina les conditions de placement de l'emprunt russe, qui était la contrepartie d'Algésiras, cet accord qui permit à la France d'établir son protectorat au Maroc avec le soutien des gouvernements britannique et russe. François Roth relève simplement que Poincaré jugea alors excessive « *l'avidité* » des banques françaises. C'est un peu court ! Et c'est insuffisant.

Ici est quasiment absent ce qu'il faut bien appeler l'impérialisme anglais, qui observa d'abord une espèce de neutralité

dans la crise diplomatique ouverte par l’attentat de Sarajevo, en raison des divergences qui traversaient la classe politique britannique : les uns voulaient régler par la guerre le problème posé par la concurrence allemande, les autres redoutaient que soit ébranlé un certain équilibre entre l’impérialisme allemand et l’impérialisme français, le rival en Afrique longtemps privilégié avant que ne soient négociés les échanges de territoires restant à partager (Entente cordiale en 1904 et accord d’Algésiras (cf. *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 59).

Egalement absent l’impérialisme russe, mortellement affaibli par la guerre russo-japonaise et par la révolution de 1905 qui s’ensuivit, et qui croit pouvoir écarter le danger révolutionnaire en pariant sur une bonne guerre victorieuse.

Débats sur le voyage de Poincaré en août 1912

Poincaré est président du Conseil et ministre des Affaires étrangères quand il entreprend ce premier voyage en Russie, que François Roth estime « *pas facile à interpréter* ». Il récuse l’affirmation de l’historien allemand Joachim W. Koch, selon qui Poincaré aurait donné « *un chèque en blanc* » à la diplomatie russe et « *(transformé) de fait l’alliance franco-russe de 1894 purement défensive en une alliance offensive ce qui rendait pour le moins la première guerre balkanique possible* ». Aucun document n’était cette interprétation, précise Roth, car les papiers personnels de Poincaré et les archives du ministère des Affaires étrangères sont muettes sur la question ! Certes, et il faudra expliquer ce silence des sources diplomatiques dont le président du Conseil Poincaré avait alors pris la responsabilité, ce en quoi il innovait.

L’historien français René Girault estime que Poincaré s’est alors placé résolument dans une politique de bloc « *à la tête de la Triple-Entente* ». Rappelons qu’à cette date, la France et la Grande-Bretagne ont liquidé leur contentieux en Afrique du Nord, que la Grande-Bretagne et la Russie ont prévu de se partager

l’Iran, et que le gisement de Mossoul est connu. François Roth commente : « *Cette orientation pouvait comporter un risque, celui d’inquiéter l’Allemagne et d’aller dans le sens d’une politique de guerre (...). Mais elle pouvait aussi signifier que la paix reposerait sur l’équilibre des forces.* » Et pour conforter cette affirmation qui peaufine l’image d’un Poincaré pacifique, il cite une recommandation de Poincaré au ministre des Affaires étrangères russe Sazonof, « *le priant d’agir* (auprès de son homologue autrichien) *avec l’Angleterre et avec nous dans l’intérêt de la paix* », ce qui suffit, selon lui, à écarter l’hypothèse d’un chèque en blanc donné à la Russie.

René Girault évoque l’atmosphère « *morne* » du dîner d’adieu comme la preuve que l’intervention modératrice de Poincaré auprès de Sazonof fut un échec, ce que Roth juge trop « *pessimiste* » ! Pour lui, c’est « *clair* », « *Poincaré a été loin de soutenir ses interlocuteurs* ».

L’historien allemand Fritz Fisher (*La Guerre des illusions*) replace cette entrevue dans la perspective propre à Sazonof, qui a besoin d’une assurance du côté français avant de s’aventurer dans ce qui sera la première guerre balkanique ; il estime que Poincaré lui a donné satisfaction en envisageant « *une pratique plus large de l’alliance* » franco-russe : « *Il (Poincaré) modifia sa position précédente et assura que la France interviendrait au cas où l’Allemagne, à la suite d’une attaque russe contre l’Autriche-Hongrie, attaquerait la Russie en application du traité de la Triple-Alliance (...). Dans ses Mémoires, Poincaré a nié avoir accordé au gouvernement russe cet élargissement* » (souligné par moi).

Mais peut-on croire Poincaré sur parole ?

Décidé à prendre pour argent comptant les affirmations de ces Mémoires, François Roth écarte les conclusions de l’historien allemand, ce scénario qui dessine deux ans à l’avance ce qui sera le fatal engrenage de l’été 1914. Quant aux responsabilités des diplomates dans le mécanisme qui a conduit à la première guerre balkanique, génératrice de tant de passions nationalistes, il écrit : « *La diplomatie française n’avait pas les*

moyens d'empêcher la Russie et ses alliés balkaniques d'engager une politique menaçant la paix dans les Balkans. »

Pourtant, en 1909, lors d'une première crise bosniaque, la diplomatie française avait clairement dit à la Russie qu'elle ne la soutiendrait pas dans cette aventure, ce qui avait suffi à paralyser son alliée. Ce qui était possible en 1909 ne l'était plus en 1912, pourquoi ? La question n'est même pas posée !

Des secrets diplomatiques partiellement dévoilés

L'auteur relève que sur les points controversés — notamment celui de la teneur des promesses que Poincaré a pu faire à l'ambassadeur russe Isvolsky en juillet 1912, au ministre des Affaires étrangères Sazonof et au tsar en août 1912, puis en juillet 1914, la preuve décisive manque et manquera toujours, car Poincaré a tu ce qui pouvait nuire au souvenir qu'il souhaitait laisser d'un président pacifique, confronté à l'agression des seules puissances centrales, Autriche-Hongrie et Allemagne. La diplomatie, on le sait, a toujours préféré l'ombre à la lumière, elle a toujours effacé ses traces ! Mais dans l'après-guerre, des sources diplomatiques ont été publiées, notamment « le livre noir » de la diplomatie française, partiellement accessible sur Internet, mais que François Roth a négligées. Elles éclairent les relations étroites de Poincaré et d'Isvolsky, fournissent des informations qui mettent à mal les certitudes de François Roth.

Coup d'œil sur les négociations secrètes d'août 1912

L'accord franco-russe de 1892 ne prévoyait qu'une alliance aux clauses floues, d'ailleurs secrètes ; il fut complété à Paris par un accord plus précis concernant les forces terrestres et par une convention navale du 16 juillet 1912 négociée par le prince Liven, du côté

russe, et l'amiral Aubert, du côté français ; elle sera ratifiée à Saint-Pétersbourg par Delcassé, alors ministre de la Marine dans le cabinet Poincaré, et par son homologue russe. L'ambassadeur russe Isvolski suit de près cette négociation, il en discute avec Maurice Paléologue (le directeur politique des affaires étrangères mis en place par Poincaré et qui assure une présence « officieuse »), ainsi qu'avec Poincaré. Voici en quels termes, le 16 juillet, Isvolsky en présente les résultats à son correspondant russe : « *Dieu veuille que l'échange de vues si heureusement inauguré par le prince Liven avec la France serve pour le bien et pour la gloire de notre flotte renaissante, dont la force combative apparaît comme un nouveau gage de l'accomplissement des tâches.* » Nouvelle lettre enthousiaste du 18 juillet : à l'en croire, et selon le prince Liven, « *les résultats sont très avantageux pour nous, (Aubert) avait tout à fait bien compris la nécessité, dans l'intérêt réciproque des deux pays alliés, de faciliter notre tâche d'hégémonie navale dans la mer Noire en exerçant une pression appropriée sur les flottes de nos ennemis éventuels, c'est-à-dire de l'Autriche-Hongrie et peut-être de l'Allemagne et de l'Italie.* »

La France se déclarait prête à transférer la concentration de ses forces navales plus vers l'est en Méditerranée, c'est-à-dire à Bizerte, « *gros succès pour nous* ».

Qu'Isvolsky soit un mégalomane fabulateur ou mystifié ne fait aucun doute : le déploiement au large de Bizerte dont il fut (verbalement ?) question, visait davantage à mater le protectorat tunisien qu'agitent les « jeunes Tunisiens » du Destour qu'à aider l'ambitieuse Russie à mettre la main sur les Détroits. Il reste que ces ambitions ont été exprimées, que Poincaré les connaissait, et que le contenu de cette dangereuse alliance a transpiré (le télégramme secret du 2 août évoque un article du *Temps*), au grand déplaisir de Poincaré, soucieux d'apparaître comme le simple gérant d'une situation antérieurement acquise : l'alliance floue de 1892. Restait à peaufiner un communiqué commun rassurant : « *Les relations publiées par la presse (...) ont convaincu les*

ministres français que cette entrevue augmente les garanties du maintien de la paix européenne et ne modifie en aucune manière les relations des puissances entre elles. »

C'est la fable de la paix européenne dont les puissances (notamment Poincaré !) se portent garantes, fable colportée par une presse complaisante et bien contrôlée, comme le précise Isvolsky dans sa lettre du 18 juillet : « *On a réussi à mettre en garde le public français contre une fausse compréhension des événements. Ce résultat a été obtenu par mon intervention personnelle énergique sur les principaux journaux français, en même temps, Poincaré faisait des démarches analogues et naturellement encore plus efficaces.* »

Comment fabriquer du consensus en faveur de la guerre dans une république pacifique ?

Poincaré est élu président de la République en janvier 1913 avec l'appui de la droite catholique et nationaliste ; il a des contacts réguliers et mystérieux avec le comte Albert de Mun.

Ce dernier se vanta, selon Barrès, d'avoir conclu avec Poincaré « *le pacte de janvier* », ce qui entraîna une polémique sur cet apport de « *voix impures* » venues d'un clérical militant !

Poincaré-le-prudent n'y fait aucune allusion dans ses notes journalières, mais il est assez facile de deviner le contenu de ce pacte qui lui a permis d'accéder à la plus haute fonction de l'Etat. A la même date, Albert de Mun suppliait Poincaré : « *N'abandonnez ni les affaires étrangères ni la guerre.* »

Mais l'accès à la présidence de la République, ce succès laborieusement acquis, ne résout pas tous les problèmes qui se posent à Poincaré ; il doit ruser face à une majorité parlementaire qui ne lui est pas favorable : la SFIO est contre l'aventure guerrière en Europe, et les radicaux divisés, incertains, viennent de se donner un chef de file, Caillaux, l'homme du compromis avec l'Allemagne.

Une presse cajolée et vénale

Poincaré a toujours cultivé de bonnes relations avec la presse ; celle-ci se mit à son service, lui dressa une stature de grand homme d'Etat (*Le Temps*, *Le Matin*) et dénonça le « *traître* » Jaurès qui menait une vive campagne contre le retour aux trois ans, la grande affaire de l'année 1913. Cette loi, votée le 7 août 1913, prétendait combattre le déficit démographique de la France face à l'Allemagne, plus dynamique, en allongeant à trois ans la durée du service militaire.

Outre les injures contre « *Jaurès le Boche* », la grande presse développa le thème du « *rouleau compresseur russe* » : cet allié fort de ses réserves d'hommes permettait d'espérer une guerre victorieuse face aux puissances centrales. Ce qui, du même coup, facilita le placement des fameux emprunts russes !

La progression de la SFIO

Mais la campagne conduite par Jaurès contre la loi des trois ans et les progrès enregistrés par la SFIO en 1914 (elle passe de 63 000 adhérents en 1912 à 90 000 en juillet 1914, elle comptabilise 1,4 million de voix en mai et 103 députés, soit 30 de plus) prouvent que le pays, dans ses profondeurs, n'était nullement acquis à la perspective d'une guerre de revanche, ce qui explique les prudences de Poincaré et le silence des sources qui pourraient l'accuser.

Grâce à la presse domestiquée, il réussit à apparaître comme un président à qui fut imposée la guerre par le Kaiser d'une part, et par les roueries de la diplomatie russe, d'autre part, qu'incaruaient l'ambassadeur Isvolski à Paris et le ministre des Affaires étrangères Sazonof.

Alliance franco-russe et dérive monarchique

La pratique constitutionnelle attestée depuis l'échec de Mac Mahon en 1877 ne réservait au président de la République qu'une fonction décorative, sans grande

initiative politique. Or Poincaré exploita au maximum le flou constitutionnel en matière de politique extérieure. Il prit plusieurs décisions qui allaient toutes dans le sens du renforcement de la dangereuse alliance franco-russe et qui alertèrent Jaurès : il le mit en garde contre ces conseillers « *chauvins brouillons et stupides* » qui l'incitaient à « *donner à sa présidence quelque chose de monarchique* » et à la politique étrangère une orientation belliciste en contradiction avec la volonté du pays qui « *veut profondément et sincèrement la paix* ».

Silencieux durant l'affaire Dreyfus

Poincaré-le-juriste avait observé un silence remarqué en 1897-1898 quand la vérité se faisait jour sur les violations du droit qui avaient permis d'expédier le capitaine Dreyfus à l'île du Diable. Lors du banquet de Limoges en janvier 1898, il avait qualifié d'« *agitation superficielle* » l'émotion suscitée par le célèbre « *J'accuse* » de Zola. La découverte du faux commis par Henry puis le suicide de ce dernier le contraignirent à reconnaître que des « *abus intolérables* » avaient été commis « *dans certains* (souligné par moi) *bureaux du ministère de la Guerre* ». Pour finir, il s'abstint lors du vote sur la mise en accusation du général Mercier.

Dans sa lettre à Méline du 20 mai 1899, Poincaré s'était exprimé à cœur ouvert : il lui reprochait de s'être laissé piéger dans une alliance compromettante avec Esterhazy, dont la culpabilité ne pouvait plus être niée. Or il fallait protéger l'armée, la défendre **contre les cléricaux et contre les antimilitaristes**, « *reconstituer un parti républicain* (le groupe progressiste ayant volé en éclats) *dépouillé de toute compromission réactionnaire et abrité de toute influence collectiviste* ».

La peur de la subversion sociale plus encore qu'un souvenir d'enfance (la maison familiale de Bar-le-Duc fut occupée durant un an et demi par les Prussiens en 1870-1871) a nourri une volonté de guerre toujours cachée, longtemps préparée, et habilement déguisée en guerre « défensive ».

Pour conclure ?

L'homme qui comptait parmi ses relations amicales ou intéressées le futur cardinal Baudrillart, le réactionnaire catholique Cochin, le nationaliste Barrès, qui nomma ambassadeur auprès de la dangereuse Russie son ami Maurice Paléologue qui frayaient avec les monarchistes et les catholiques, celui qui songea à rédiger une biographie du massacreur de la Commune, Thiers, cet homme justifia l'union sacrée en sollicitant le souvenir de Valmy. Ce que l'historien de Nancy ne discute pas.

Valmy ou le congrès de Vienne ?

Selon lui, en lançant le 4 août 1914 la formule « *union sacrée* », Poincaré retrouvait le langage inspiré et révolutionnaire de l'Assemblée législative quand elle déclara, en juillet 1792, « *la patrie en danger* », ce qui galvanisa les volontaires et leur permit d'arracher la victoire de Valmy.

Analogie trompeuse : les soldats de Valmy défendaient un nouvel ordre social et politique fondé sur la liberté et l'égalité en droits. Ce n'était pas le cas des mobilisés de l'été 1914, enrôlés sans le savoir pour défendre l'antique notion chère aux diplomates d'Ancien Régime (adaptée à la nouvelle donne créée par le capitalisme dans sa phase impérialiste) : celle de l'équilibre européen entre les puissances, qui justifiait les alliances contre-nature. François I^{er} s'était allié au sultan de Constantinople pour contenir la puissance des Habsbourg, Richelieu s'était allié aux princes protestants d'Allemagne pour combattre l'empereur catholique, la République s'était alliée avec le chef d'Etat le plus réactionnaire d'Europe, le tsar Nicolas II. Cette alliance vénéneuse que Poincaré défendit sans état d'âme donnait ses fruits empoisonnés : la guerre et la réaction.

Nicole Perron

**Le mouvement ouvrier
face à
la guerre de 14-18**

L'équipement théorique international des socialistes à la veille de 14-18

Des matériaux bien réels pour la résistance à la guerre impérialiste, mais non mis en pratique...

Il ne faudrait pas croire que la guerre impérialiste a pris de court les partis socialistes de la II^e Internationale et, de ce fait, en quelque sorte, excuser l'attitude des plus importants d'entre eux qui se soumièrent à leurs gouvernements respectifs. Au niveau international, ils s'y étaient depuis longtemps préparés. Sans remonter plus avant, en 1907, date du congrès de l'Internationale socialiste à Stuttgart, la question du militarisme et de la guerre était au cœur des travaux du socialisme international. C'est lors du congrès de Stuttgart qu'une résolution fut adoptée unanimement où figurait un amendement préparé par Rosa Luxemburg, Lénine et Martov qui précisait, après un passage où l'accent était mis sur les moyens à mettre en œuvre pour empêcher l'éclatement de la guerre : « *Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils (les socialistes) ont le devoir de s'entre-mettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste.* »

Au congrès suivant, qui se réunit en 1910 à Copenhague, cette position fut renouvelée, assortie d'un constat alarmant de l'accélération de la course aux armements et d'un mandat donné aux parlementaires socialistes « *de refuser pour cette destination (les armements) toute dépense financière.* »

Il serait fastidieux de citer toutes les résolutions adoptées dans les congrès des partis socialistes (1), mais il suffira de

citer ce passage de la résolution du congrès extraordinaire qui s'est tenu à Bâle à la fin du mois de novembre 1912 : « *Les menaces de guerre qui reviennent périodiquement sont de plus en plus révoltantes ; les grands peuples européens sont constamment sur le point d'être jetés les uns contre les autres sans qu'on puisse couvrir ces attentats contre l'humanité et contre la raison, du moindre prétexte d'intérêt national.* »

On ne saurait mieux dire.

Ce qui frappe en effet, avec le recul, c'est la totale *futilité* des prétextes invoqués par les grandes puissances pour se livrer, par millions d'hommes innocents interposés, à la plus grande boucherie que l'humanité avait jusqu'alors connue. Pas la moindre base objective d'intérêt national, en effet, s'agissant des grandes puissances (2), dans cet affrontement inouï, d'où ce déchaînement de textes d'un chau-

(1) Le débat sur la grève générale préventive et/ou concomitante lors d'une déclaration de guerre se mena à la SFIO dans une certaine confusion, confusion que les rodomontades verbeuses de Gustave Hervé alimentèrent abondamment. mais le mandat international résumé dans l'amendement Lénine-Luxemburg-Martov cité plus haut avait été voté à l'unanimité avec la résolution où il avait été intégré, et pour la SFIO tout comme pour le SPD (parti socialiste allemand) cette position était commune

(2) Il ne s'agit en effet que des grandes puissances, car les peuples sans nation constituée à l'époque posent un tout autre problème. « *Dans la lutte entre la monarchie danubienne et les Serbes, le droit au développement de la nation est du côté de ceux-ci, comme il l'était du côté de l'Italie en 1859. Ce duel entre les canailles policières autrichiennes et les terroristes de Belgrade (auteurs de l'attentat de Sarajevo) masque une profonde réalité, à savoir qu'il existe, d'un côté un Etat impérialiste indigne de subsister, et de l'autre, l'effort de la Serbie pour arriver à une union vitale !* » (Léon Trotsky).

vinisme ahurissant, dans les journaux et sous la plume de grands écrivains, de paroles patriotiques proférées partout, sur un ton d'hystérie complète, de prêches non moins patriotiques dans les églises (la guerre rédemptrice), de cette débauche d'imbécillités stupéfiantes, etc. Moins cette guerre avait de justifications, plus elle dut s'en fabriquer et, une fois qu'elle fut déclenchée, elle trouva cerveaux et plumes pour y pourvoir avec abondance (3).

Une faillite hautement tragique des partis socialistes dans la plupart des pays

Force est bien de constater que les textes des congrès socialistes internationaux — et les déclinaisons nationales (4) qui peu ou prou en procédaient ou les avaient préparés —, étaient des textes remarquables de lucidité sur la guerre à venir, et qu'ils auraient fourni un authentique point d'appui à la résistance des masses pour peu que les engagements qui y avaient été pris eussent été respectés par les dirigeants. Il y avait là des matériaux pour aider très sérieusement les travailleurs à s'opposer au déclenchement de la guerre et — au cas où elle aurait été déclenchée tout de même — à mettre tout en œuvre pour y mettre promptement un terme. Il y avait, en relation avec l'hypothèse probable de l'éclatement du conflit malgré tout, sinon une recette, du moins une direction générale pour agir.

Sa mise en application supposait de se tourner vers les couches les plus exploitées pour les aider à se débarrasser des régimes qu'elles subissaient. Aussi la résolution de Bâle attirait-elle leur attention sur le lien entre la guerre totale et le capitalisme impérialiste, et donc sur la nécessité de s'employer à défaire ce dernier. Cette politique aurait sans doute rencontré bien des difficultés, il serait naïf de le nier, mais, dans l'hypothèse de sa mise en œuvre, ce ne sont pas les ressources en dévouement et en esprit de sacrifice qui auraient fait défaut à la classe ouvrière, on peut en être certain. A peine quarante ans plus tôt, s'agissant du prolétariat français, la Commune de Paris en avait apporté une

preuve éclatante, et cette fois-ci, avec un parti ouvrier bien implanté à sa disposition et avec les répercussions immédiates qui en auraient résulté dans le monde, des dirigeants socialistes dignes de ce nom devaient tout miser sur une victoire à plus ou moins long terme des processus révolutionnaires qui se seraient alors engagés. On sait ce qu'il en est advenu, mais la réflexion politique féconde de la gauche social-démocrate, allemande notamment, nous l'avons déjà noté, autorise à imaginer l'issue possible en cas de résistance socialiste à la guerre.

(3) Précisons toutefois que certains de ces cerveaux et certaines de ces plumes s'étaient entraînés bien avant, comme Charles Péguy par exemple, qui inspira aux socialistes de l'Union sacrée comme Vaillant ou Guesde la rhétorique « révolutionnaire » dont ils habillèrent leur honteuse capitulation devant l'impérialisme. Quelques semaines avant le déclenchement des hostilités, Charles Péguy, l'ex-socialiste converti au catholicisme, se déchaîna contre Jaurès qualifié d'agent du pangermanisme parce qu'il luttait sans relâche pour le maintien de la paix. Péguy écrivait, osant prendre la posture d'un homme de 1793 : « La politique de la Convention nationale, c'est Jaurès dans une charrette et un roulement de tambour pour couvrir cette grande voix ».

(4) A noter cependant que la SFIO avait éprouvé le besoin de proclamer (c'est bien d'une « proclamation », ou plutôt d'une *inflation verbale* qu'il s'agissait) une sorte de position *maximaliste*, demandant le déclenchement « de la grève générale ouvrière, simultanément et internationalement organisée dans les pays intéressés » en cas de déclaration de guerre. Bref un objectif tellement insaisissable — si bien, qu'avec le recul, on peut se demander s'il n'était pas une sorte d'alibi inconsciemment préventif à sa non-exécution — qu'il est resté à l'état de vœu totalement pieux.

Les résolutions de l'Internationale appelant à l'initiative des masses et tenant compte des deux grands cas de figure : d'abord mettre tout en œuvre pour s'opposer à la guerre — et donc voter au Parlement contre les crédits —, et en même temps en appeler aux masses, et si, malgré tout, la guerre était déclenchée, mettre tout en œuvre, par un travail en profondeur, mûrement réfléchi et en grande partie clandestin par la force des choses, tant parmi les travailleurs civils qu'auprès des soldats mobilisés, pour hâter la fin des hostilités, étaient parfaitement réalistes.

Mais une *fausse* gauche (fausse en effet, si on la compare à la gauche de la social-démocratie allemande) avait voulu en rajouter avec un amendement Vaillant-Keir Hardie, non voté par l'internationale mais resté dans ses cartons. Jaurès s'était finalement rallié à cet amendement de papier, probablement par souci unitaire et dans une perspective d'arbitrage international, mais il est clair (*à mon avis* — P. R.) que celui-ci ne correspondait pas à la pensée jauressiste.

L'Independent Labour Party

Un parti qui, au prix de lourdes pertes en élus, maintient une attitude de résistance en Grande-Bretagne

Le 11 avril 1914, le Parti ouvrier indépendant (ILP) célébrait son vingt-et-unième anniversaire au congrès de Bradford.

Le parti s'était bien développé durant la décennie précédente, atteignant le nombre d'environ 30 000 adhérents. La base du parti comme sa direction étaient pacifistes, à ce moment-là comme hier, ayant considéré depuis le début, que la guerre était une « honte ».

Le coup de semonce d'août 1914 bouleversa toutes les organisations de gauche en Grande-Bretagne. Un observateur, plus tard, le nota : « *Hyndmann et Graham Cunningham, Thorne et Clyne avaient recherché la paix tant que celle-ci perdurait, mais maintenant que la guerre était venue, alors ces socialistes, ces syndicalistes, et d'autres avec eux, s'y rallièrent comme un seul homme.* »

En ce qui concerne le Labour Party, la plupart des membres de son exécutif et de ses quarante députés au Parlement apportèrent leur soutien à la campagne de recrutement de soldats pour la Grande Guerre. Une seule des composantes du Labour se tint à l'écart, le Parti ouvrier indépendant (ILP).

L'insistance du Parti ouvrier indépendant (ILP) à rester fidèle à son refus du militarisme et de la guerre, refus depuis longtemps ancré dans son éthique, s'avéra coûteuse, tant vis-à-vis de l'opinion publique en général qu'en ce qui concerne sa capacité à influencer les hommes politiques regroupés sous son drapeau. Un courant constitué par ses députés au Parlement quitta le parti devant le refus de l'ILP de soutenir l'effort de guerre anglais. Parmi ces dissidents, il y avait George Nicoll Barnes, J. R. Clynes, James Parker, Georges Wardle et G. H. Roberts.

D'autres restèrent fidèles au parti (Parti ouvrier indépendant) et à ses principes. Ramsay Mac Donald, un pacifiste convaincu, démissionna de son poste de président du Labour Party à la Chambre des communes. Keir Hardie, Philippe Snowden, W. C. Anderson et un petit groupe de pacifistes résolu, ayant la même vision des choses, se maintinrent dans une opposition sans faille au gouvernement et à ses alliés bellicistes.

Traduction d'un texte anglais trouvé sur Internet (1)

(1) On peut consulter sur Internet, à l'entrée, ILP un article signé Ian Bullock qui donne plus de détails sur la résistance des membres de l'ILP à la guerre. Cet article évoque la répression dont l'objection de conscience fut la cible.

<http://www.independentlabour.org.uk/main/2014/02/03/wwi-the-ilp-and-the-%E2%80%98great%E2%80%99-war/>

Pour bien cerner les caractéristiques de ce courant, citons Fenner Brockway : « *Nous n'étions pas des socialistes révolutionnaires. Nous étions des pacifistes démocrates* » (« We were not revolutionary socialists. We were democratic pacifists »).



Rosa Luxemburg.

La gauche social-démocrate allemande, avant et après la faillite de la direction socialiste majoritaire

La guerre de 14-18, quelques îlots de résistance socialiste parlementaire en Europe

L'action antimilitariste de la gauche social-démocrate allemande

Avant la Première Guerre mondiale, l'action antimilitariste de la gauche social-démocrate allemande fut très importante. C'est notamment sous l'impulsion de Karl Liebknecht que ce travail occupa une place de plus en plus grande, notamment dans la jeunesse. Il s'en fit le propagandiste passionné au cours des nombreuses réunions publiques qu'il anima et dans les multiples textes d'agitation et de propagande qu'il écrivit.

Dans l'Internationale socialiste, c'est surtout Rosa Luxemburg qui se mobilisa sur le sujet, d'un point de vue théorique et dans le cadre de ses articles et conférences. Elle considérait la production démentielle des armements comme constituant en soi une menace de guerre, et son traité d'économie politique (1) aborde cet aspect de la production capitaliste jusqu'alors peu mis en lumière.

Le VII^e Congrès de la II^e Internationale de Stuttgart, en 1907, fut celui où fut mise en discussion la question de l'attitude qu'auraient à avoir les différentes sections contre le déclenchement de la guerre et pour que, si par malheur elle éclatait tout de même, il y soit mis un terme rapidement. La résolution adoptée alors fut confirmée par le congrès de Copenhague, en 1910, et le congrès extraordinaire de Bâle, en 1912.

La résolution disait : « *Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans tous les pays concernés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les Parlements, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissent les mieux appropriés, et qui varient naturellement selon l'acuité de la lutte des classes et la situation politique générale.*

Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste. »

Ce dernier paragraphe avait été le fruit de l'élaboration conjointe de Rosa Luxemburg et de deux socialistes russes, l'un de la fraction bolchevique, Lénine, et l'autre de la fraction menchevique, Martov. Elaboré comme amendement au projet de résolution contre la guerre, il fut intégré au texte qui fut voté à l'unanimité.

L'ensemble du texte (dont nous ne donnons ici que les principaux passages)

(1) *L'accumulation du Capital. Contribution à l'explication économique de l'impérialisme*, Librairie du travail, 1935, deux tomes, traduction Marcel Ollivier.

fut désormais la référence permanente du travail socialiste. Citons ce passage d'une lettre que Liebknecht adressait à Jules Guesde en 1912 : « *Tous les conflits internationaux sont portés au dernier point d'intensité. L'impérialisme, pareil à un cyclone, tourbillonne sur le globe, le militarisme écrase les peuples et en suce le sang comme un vampire. Les cavaliers de l'Apocalypse, Famine et Massacre, chevauchent à travers le monde.* »

Toutes les conjurations de la diplomatie ont été vaines ; ce n'étaient que charlatanisme et mirage. La guerre et la paix sont pour le capitalisme une affaire et rien qu'une affaire. La vie et le bien-être des millions d'hommes qui sont le prolétariat de toutes les contrées sont pour lui un objet d'exploitation et rien que cela.

Seul, le prolétariat international peut écarter cet épouvantable danger ; car seuls les intérêts des prolétaires sont les mêmes dans tous les Etats capitalistes. Solidarité internationale du prolétariat, sans accepter de frontières ! Lutte commune contre les ennemis communs, nationaux et internationaux, du prolétariat, les profiteurs de la pression politique, les stipendiés de l'exploitation économique et de la misère des masses ! »

Ainsi la gauche de la social-démocratie allemande mettait-elle l'accent en permanence sur la guerre qui menaçait, car depuis 1905, ce cauchemar devenait de plus en plus prégnant. Ce serait une contre-vérité totale que de considérer le socialisme comme ayant été pris au dépourvu en août 1914. Il avait tous les éléments pour décider une politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière en s'opposant au déclenchement de la guerre, à la fois en votant contre les crédits de guerre au Parlement et en poursuivant une politique de mobilisation de la classe ouvrière qui avait commencé à se déployer à la toute fin du mois de juillet 1914 puis fut abandonnée du jour au lendemain.

Ce qui se serait passé si... la social-démocratie allemande avait résisté...

En ce qui concerne le prolétariat allemand (2), dans les *Lettres de Spar-*

tacus (« Spartakusbriefe »), dont le député social-démocrate allemand Karl Liebknecht et ses amis de la gauche du parti (notamment Rosa Luxemburg, Franz Mehring, Paul Frölich, etc.) assurèrent la rédaction, l'édition et la diffusion clandestine durant la guerre, on trouve un texte de décembre 1914 (3) dont quelques passages imaginent ce qu'aurait pu être la situation dans le cas où les sociaux-démocrates auraient voté contre les crédits de guerre.

L'auteur entendait ainsi répondre à un article paru dans un journal de Hambourg qui, quant à lui, brossait une anticipation en forme de catastrophe de ce qui se serait passé si les députés du SPD avaient voté contre les crédits de guerre : l'invasion des barbares russes et leurs horreurs auraient déferlé sur l'Allemagne, la civilisation aurait terriblement reculé, etc. L'article des *Spartakusbriefe* répond : « *Si la fraction (parlementaire) social-démocrate avait fait son devoir le 4 août 1914, sans doute la forme extérieure de l'organisation aurait-elle été détruite, mais ce qui serait resté, c'eût été son esprit, cet esprit qui animait le parti à l'époque des lois antisocialistes (4) et qui permit de surmonter toutes les difficultés ; alors, la classe ouvrière, nous en sommes certains, aurait accompli sa mission historique.* »

Puis, répondant à l'objection de savoir ce qui se serait passé si les autres partis socialistes n'avaient alors pas refusé pour leur part de voter les crédits de guerre, l'article des *Spartakusbriefe* précise : « *Le fait d'une importance historique mondiale que la social-démocratie allemande, consciente de sa tâche, se serait dressée*

(2) On ne trouve pas d'équivalent en France, à ma connaissance, à la conception de ce scénario historiquement possible du déroulement des événements ; la « résistance » en France fut individuelle ; il n'y avait aucun cadre politiquement organisé pour qu'elle s'exprime ; il faut attendre le 24 juin 1916 pour voir trois députés socialistes, Alexandre Blanc, Pierre Brizon, Jean-Pierre Raffin-Dugens, voter contre les crédits de guerre, appuyés d'ailleurs sur l'exemple de Liebknecht, après qu'ils eurent participé à la conférence de Kienthal en avril 1916.

(3) Cet article faisait partie du matériel de formation que les dirigeants de la gauche socialiste allemande utilisaient pour une école politique se déroulant à Niederbarnim, ville de la banlieue de Berlin.

(4) Lois initiées par Bismarck ayant rendu illégale pendant douze ans l'activité du SPD, ainsi contraint à la clandestinité, en dehors des périodes électorales.

contre la guerre, aurait eu un effet moral extraordinaire. Nulle part les masses n'ont voulu la guerre. Il s'agissait de donner à cet état d'esprit une formulation claire et nette, pour que le monde entier l'entende. Pour ce faire, la tribune du Reichstag allemand aurait été l'endroit le plus approprié, à partir duquel les représentants du prolétariat, lui qui s'est montré prêt aux plus grands sacrifices pour avoir droit à la parole et une place dans ce Reichstag, se seraient fait un devoir de donner une issue. Le mot d'ordre ? "Inconditionnellement et par tous les moyens contre la guerre !" C'est le prolétariat du monde entier qui aurait été électrisé et, contre la volonté exprimée des masses populaires, une guerre aujourd'hui ne peut pas durer plus d'un mois. Ainsi, au cas où le déclenchement de la guerre n'aurait pas pu être empêché, c'est la tournure que les événements auraient prise. »

En effet, et cet article des *Spartakusbriefe* permet de le comprendre, la situation serait vite (5) devenue explosive, en un mot, révolutionnaire. Et c'est ainsi que l'on peut affirmer sans forcer le trait que c'est la peur de la révolution prolétarienne comme perspective politique inéluctable qui a dicté leur conduite honteuse aux dirigeants socialistes (6) de la grande majorité des pays concernés par la guerre (7).

Des îlots de résistance fondés sur l'attachement aux résolutions des congrès internationaux

Toutefois, il y eut de notables exceptions qui permettent d'imaginer la situation qui aurait été créée aux impérialismes rivaux si tous les grands partis socialistes n'avaient pas trahi leur mandat. Seuls trois partis restèrent sur des positions internationalistes : les Serbes, les Bulgares et les Russes. Les deux députés socialistes serbes Liaptchevich et Katzlerovitch, alors que la Serbie était dans son droit pour conquérir son indépendance, votèrent contre les crédits de guerre, car le mouvement socialiste ne pouvait lier son sort à celui de l'armée serbe. Courageuse attitude et méritoire. Ce qui n'ôte rien, non plus, au courage des députés socialistes de la Douma russe qui

votèrent, eux aussi, contre les crédits, dans un contexte sans doute plus « simple » que celui de la Serbie puisqu'il s'agissait de la Russie tsariste, immense prison des peuples. Mais les autres pays impérialistes, France, Allemagne, Autriche-Hongrie, Grande-Bretagne (à l'exception de quelques députés de l'Independent Labour Party (9), les parlementaires du Labour votèrent pour la guerre) (10), avaient, eux aussi, fait des pays où des peuples africains et asiatiques avaient été colonisés, de véritables prisons. Et les « grands » partis socialistes n'en votèrent pas moins les crédits pour la guerre. On notera aussi que les socialistes bulgares, en 1915, refusèrent les crédits de guerre au gouvernement qui avait décidé de s'impliquer dans le conflit.

Tous ceux qui refusèrent les crédits le firent en s'appuyant sur les résolutions successives des congrès de la II^e Internationale.

C'est bien la preuve que ces résolutions fournissaient aux dirigeants ouvriers les éléments politiques pour résister au chauvinisme délirant déchaîné dans les deux camps impérialistes rivaux. Le choix fait par les socialistes français et allemands de soutenir, chacun pour leur propre compte, leurs gouvernements respectifs, ce choix était donc une véritable trahison (quel autre terme

(5) Les délais auraient-ils été plus longs que ceux évoqués par l'article des *Spartakusbriefe* ? C'est possible. Mais il est sûr que la saignée gigantesque des peuples aurait été moindre, et c'était bien là qu'était l'essentiel.

(6) Peur de perdre des positions sociales acquises que Lénine caractérisera comme celles d'une « aristocratie ouvrière ».

(7) Reprenant une formule du journal *Le Temps*, Alfred Rosmer écrit, dans *Le Mouvement ouvrier pendant la guerre* : « *Le Temps avait raison. Gouverner n'était pas facile en 1914, mais non pas seulement en France, dans chacun des pays d'Europe. C'est un régime, partout le même quoique avec des variantes, qui menaçait de s'écrouler. Quand la situation intérieure est si grave, la guerre peut apparaître comme un dérivatif. Elle comporte des risques mais aussi une chance. Il y a là sûrement un facteur qui joua son rôle en 1914, dans le déclenchement de la guerre. Rapport à rappelé de vieilles paroles de Thucydide : "Si nous ne voulons pas avoir la guerre civile, il faut chercher à provoquer la guerre extérieure."* »

(8) Quatre, si on y ajoute l'ILP.

(9) Voir plus haut.

(10) Il faut rappeler que les socialistes italiens n'eurent pas — à ce stade — à se positionner au Parlement puisque le gouvernement italien adopta, le 2 août 1914, une attitude de neutralité à l'égard des deux blocs dressés l'un contre l'autre. L'Entente contre les Empires centraux. Sur toute cette période lire *Les Cahiers du Cermtri*, n° 152 (France), n° 153 (Allemagne), n° 154 (Italie).

employer ?) des engagements souscrits par eux lors des congrès internationaux.

Sans cet appui apporté par eux à la guerre, il est clair que le déroulement des événements eût été tout autre. Le scénario imaginé par la gauche socialiste allemande et cité plus haut aurait été la trame hautement probable d'un développement de la

situation européenne vers un processus révolutionnaire qui aurait concerné tous les pays belligérants.

Pourquoi les socialistes des principaux pays impérialistes agissent à l'inverse, c'est une question très importante à comprendre, mais qui déborde le cadre du présent article.

La conférence socialiste internationale de Zimmerwald

Brève histoire de sa mise en œuvre

Le compte rendu du secrétariat de la conférence présente ainsi les choses : « *Du 5 au 8 septembre 1915 a eu lieu à Zimmerwald (Suisse) une Conférence socialiste internationale, la première réunion générale des socialistes internationaux depuis le commencement de la guerre.*

La guerre a détruit subitement les relations internationales du prolétariat. Ce ne fut pas seulement une interruption superficielle des relations anciennes. Les partis socialistes et les organisations ouvrières des divers pays abandonnèrent non seulement le terrain de la lutte de classe mais aussi celui de la solidarité internationale. Aujourd'hui encore, les tendances nationalistes prévalent. Les antagonismes nationaux qui déterminaient, avant la guerre, la politique des gouvernements bourgeois et qui, toujours, étaient combattus par le prolétariat, se sont emparés de la classe ouvrière dès le commencement de la guerre. Cet antagonisme nouveau s'accroît encore par l'attitude de la presse ouvrière qui, dans divers pays, se mit au service des gouvernants. En défendant leur politique de guerre, souvent même leurs buts de guerre et leurs intentions de conquête, elle prêchait, comme un nouvel évangile social, la solidarité nationale des ouvriers et de leurs oppresseurs en remplacement de la solidarité internationale du prolétariat. »

Signification et portée de la conférence

Les dates montrent bien le temps qu'il a fallu pour parvenir à mettre sur pied une conférence internationale. Le compte rendu

officiel (1) relate par le menu toutes les tentatives de parvenir à réunir les partis socialistes des pays belligérants : toutes furent vouées à l'échec. On doit à l'obstination des socialistes italiens et suisses la réalisation de la conférence de Zimmerwald qui marque, sinon la première (une conférence internationale des femmes socialistes l'a précédée, ainsi qu'une conférence internationale de la jeunesse socialiste), du moins la première rencontre de militants socialistes parlant au nom du mouvement ouvrier dans son ensemble.

A ce titre, c'est véritablement une date d'une extrême importance. Certes, sur le moment, il fallait une belle confiance dans les ressources de la lutte des classes pour l'apprécier comme un jalon de la reconstruction du mouvement ouvrier, brisé littéralement par le passage des grands partis socialistes des pays en guerre du côté des intérêts de leur propre classe dominante.

En pleine guerre mondiale, à deux ou trois heures de voyage en train, se déchaînait un enfer de feu et de fer sans précédent dans l'histoire de l'humanité, et dont rien ne permettait d'espérer la fin, il fallait une belle confiance en effet pour estimer qu'une quarantaine de délégués du mouvement ouvrier international, tenant dans quatre voitures attelées pour se rendre dans le village de Zimmerwald, au-dessus de Berne, pourraient tenir une conférence se fixant de jeter les bases de la reconstruction de l'internationalisme et de participer ainsi, de façon quasi invisible mais bien réelle, à la fin de la boucherie. Conjointement, la conférence contribuait à la préparation d'une issue socialiste, dans

(1) file:///C:/Documents%20and%20Settings/Pierre/Mes%20documents/Guerre%2014%2018/Carcat%C3%A8re%20international/La%20conf%C3%A9rence%20de%20Zimmerwald.htm

un processus sans doute diversifié d'un pays à l'autre, mais appelé à devenir de plus en plus révolutionnaire. Sans doute la maturation d'une solution révolutionnaire était-elle consciente pour les uns, et inconsciente ou semi-consciente pour d'autres. Mais dans le moment, l'unité s'était réalisée qui portait plus loin vers l'avenir le « noyau dur » du mouvement ouvrier.

Il est indiscutable que le nouvel axe à choisir pour reconstruire la conscience internationaliste organisée était encore l'objet d'une formulation hésitante. Les résolutions adoptées et le manifeste adressé aux peuples en guerre n'évoquent pas l'idée d'une nouvelle Internationale qui serait à proclamer, après avoir pris acte de la mort politique (2) de la II^e Internationale. Rien de tel, car il y avait entre les délégués des appréciations divergentes sur ce point. Schématiquement, on peut dire que les uns, les plus nombreux — et avec des nuances entre eux —, pensaient qu'il s'agissait de redonner un nouveau souffle à la II^e Internationale, en s'efforçant pour ainsi dire d'en recoller les morceaux, tandis que d'autres estimaient qu'il fallait s'engager dans la voie d'une troisième Internationale. De surcroît, parmi ces derniers, certains considéraient que le mot d'ordre de paix n'était pas un mot d'ordre prolétarien (3), qu'il était de connotation religieuse, plus morale que politique, et donc sans portée pratique. Ainsi un problème s'est trouvé posé aux militants de la catégorie qu'on vient de citer : camper sur leur position ou

consentir à une position de compromis, sachant que dans cette situation d'une extrême difficulté, tout pas en avant, même modeste, constituait un élément précieux, dès lors qu'on se plaçait dans la perspective d'une aide politique à apporter aux peuples, écrasés par l'enfer de la guerre (4).

Le manifeste dénonçait certes le vote de crédits de guerre mais n'évoquait que de cette façon, en creux en quelque sorte, l'attitude que devrait avoir désormais un parlementaire zimmerwaldien.

Finalement, c'est à l'unanimité que les documents furent adoptés.

(2) Mort politique d'une organisation qui avait trahi sa fonction comme outil d'émancipation du prolétariat mondial, ce qui ne veut pas dire disparition en tant qu'appareil international pouvant servir l'inverse des buts ayant présidé à sa fondation. La II^e Internationale a survécu dans ce rôle jusqu'à nos jours.

(3) C'était la position de Lénine et de son courant.

(4) « Le Comité directeur du Parti italien, réuni le 15 mai 1915, à Bologne, d'accord avec des socialistes d'autres pays et sur le rapport du citoyen Morgari, qui avait conféré avec des camarades des pays belligérants et neutres, décida de prendre l'initiative de la convocation d'une Conférence internationale. Des invitations furent adressées à tous les partis, organisations ouvrières ou groupes qu'on savait restés fidèles aux anciens principes et résolutions de l'Internationale ouvrière. Des délibérations entre socialistes suisses et italiens eurent lieu, aboutissant tout d'abord à une réunion préliminaire, le 11 juillet 1915, à Berne. A cette réunion, on fixa le but et le caractère de la Conférence projetée. On tomba d'accord que la Conférence à convoquer n'aurait nullement comme but la création d'une nouvelle Internationale, mais que sa tâche serait plutôt d'appeler le prolétariat à une action commune pour la paix, de créer un centre d'action et d'essayer de ramener la classe ouvrière à sa mission historique » (compte rendu de la conférence).

Les documents adoptés à Zimmerwald

Extraits du *Manifeste*, rédigé par Léon Trotsky

« Prolétaires d'Europe !

(...) Quels que soient les responsables immédiats du déchaînement de cette guerre, une chose est certaine : la guerre qui a provoqué tout ce chaos est le produit de l'impérialisme. Elle est issue de la volonté des classes capitalistes de chaque nation de vivre de l'exploitation du travail

humain et des richesses naturelles de l'univers. De telle sorte que les nations économiquement arriérées ou politiquement faibles tombent sous le joug des grandes puissances, lesquelles essaient, dans cette guerre, de remanier la carte du monde par le fer et par le sang, selon leurs intérêts.

(...) Les capitalistes de tous les pays, qui frappent dans le sang des peuples la monnaie rouge des profits de guerre, affirment que la guerre servira à la défense de la patrie, de la démocratie, à la

libération des peuples opprimés. Ils mentent. *La vérité est qu'en fait, ils ensevelissent, sous les foyers détruits, la liberté de leurs propres peuples en même temps que l'indépendance des autres nations.* De nouvelles chaînes, de nouvelles charges, voilà ce qui résultera de cette guerre, et c'est le prolétariat de tous les pays, vainqueurs et vaincus, qui devra les porter.

Accroissement du bien-être, disait-on, lors du déchaînement de la guerre.

Misère et privations, chômage et renchérissement de la vie, maladies, épidémies, tels en sont les vrais résultats. Pour des dizaines d'années, les dépenses de la guerre absorberont le meilleur des forces des peuples, compromettront la conquête des améliorations sociales et empêcheront tout progrès.

Faillite de la civilisation, dépression économique, réaction politique, voilà les bienfaits de cette terrible lutte des peuples.

La guerre révèle ainsi le caractère véritable du capitalisme moderne qui est incompatible, non seulement avec les intérêts des classes ouvrières et les exigences de l'évolution historique, mais aussi avec les conditions élémentaires d'existence de la communauté humaine.

(...) Pendant de longues années, le prolétariat socialiste a mené la lutte contre le militarisme ; avec une appréhension croissante, ses représentants se préoccupaient dans leurs congrès nationaux et internationaux des dangers de guerre que l'impérialisme faisait surgir, de plus en plus menaçants. A Stuttgart, à Copenhague, à Bâle, les congrès socialistes internationaux ont tracé la voie que doit suivre le prolétariat.

Mais, partis socialistes et organisations ouvrières de certains pays, tout en ayant contribué à l'élaboration de ces décisions, ont méconnu, dès le commencement de la guerre, les obligations qu'elles leur imposaient. Leurs représentants ont entraîné les travailleurs à abandonner la lutte de classe, seul moyen efficace de l'émancipation prolétarienne. Ils ont accordé aux classes dirigeantes les crédits de guerre ; ils se sont mis au service des gouvernements pour des besognes diverses ; ils ont essayé, par leur presse et

par des émissaires, de gagner les neutres à la politique gouvernementale de leurs pays respectifs ; ils ont fourni aux gouvernements des ministres socialistes comme otages de l'"Union sacrée". Par cela même, ils ont accepté, devant la classe ouvrière, de partager avec les classes dirigeantes les responsabilités actuelles et futures de cette guerre, de ses buts et de ses méthodes. Et de même que chaque parti, séparément, manquait à sa tâche, le représentant le plus haut des organisations socialistes de tous les pays, le Bureau socialiste international manquait à la sienne.

C'est à cause de ces faits que la classe ouvrière, qui n'avait pas cédé à l'affolement général ou qui avait su, depuis, s'en libérer, n'a pas encore trouvé, dans la seconde année du carnage des peuples, les moyens d'entreprendre, dans tous les pays, une lutte active et simultanée pour la paix. Dans cette situation intolérable, nous, représentants de partis socialistes, de syndicats, ou de minorités de ces organisations, Allemands, Français, Italiens, Russes, Polonais, Lettons, Roumains, Bulgares, Suédois, Norvégiens, Hollandais et Suisses, nous qui ne nous plaçons pas sur le terrain de la solidarité nationale avec nos exploiters mais qui sommes restés fidèles à la solidarité internationale du prolétariat et à la lutte de classe, nous nous sommes réunis pour renouer les liens brisés des relations internationales, pour appeler la classe ouvrière à reprendre conscience d'elle-même et l'entraîner dans la lutte pour la paix.

Cette lutte est la lutte pour la liberté, pour la fraternité des peuples, pour le socialisme. Il faut entreprendre cette lutte pour la paix, pour la paix sans annexions ni indemnités de guerre. Mais une telle paix n'est possible qu'à condition de condamner toute pensée de violation des droits et des libertés des peuples. Elle ne doit conduire ni à l'occupation de pays entiers ni à des annexions partielles. Pas d'annexions, ni avouées ni masquées, pas plus qu'un assujettissement économique qui, en raison de la perte de l'autonomie politique qu'il entraîne, devient encore plus intolérable. Le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes doit être le

fondement inébranlable dans l'ordre des rapports de nation à nation. »

Extraits du texte commun des délégués français et allemands qui fut acclamé par les participants

Déclaration franco-allemande commune aux socialistes et syndi- calistes français et allemands

« Après un an de massacre, le caractère nettement impérialiste de la guerre s'est de plus en plus affirmé ; c'est la preuve qu'elle a ses causes dans la politique impérialiste et coloniale de tous les gouvernements, qui resteront responsables du déchaînement de ce carnage.

(...) Aujourd'hui, les chauvins de chaque nation assignent à cette guerre un but de conquête par l'annexion de provinces ou de territoires ; ces prétentions, si elles se réalisaient, seraient des causes de guerre future.

En opposition à ces ambitions, des minorités résolues se sont dressées dans toutes les nations, s'efforçant de remplir les devoirs affirmés dans les résolutions des Congrès socialistes internationaux de Stuttgart, Copenhague et Bâle. Il leur appartient, aujourd'hui plus que jamais, de s'opposer à ces prétentions annexionnistes et de hâter la fin de cette guerre, qui a déjà causé la perte de tant de millions de vies humaines, fait tant de mutilés et provoqué des misères si intenses parmi les travailleurs de tous les pays.

C'est pourquoi nous, socialistes et syndicalistes allemands et français, nous affirmons que cette guerre n'est pas notre guerre !

(...) Nous déclarons que nous voulons la fin de cette guerre par une paix prochaine, établie sur des conditions qui n'oppriment aucun peuple, aucune nation.

Que nous ne consentirons jamais à ce que nos gouvernements respectifs se prévalent de conquêtes qui porteraient

fatalement dans leur sein les germes d'une nouvelle guerre.

Que nous œuvrerons, dans nos pays respectifs, pour une paix qui dissipera les haines entre nations, en donnant aux peuples des possibilités de travailler en commun. »

Un texte d'hommage

« Adresse de sympathie

La Conférence socialiste internationale envoie l'expression de son ardente sympathie aux victimes innombrables de la guerre, au peuple polonais, au peuple belge, au peuple juif, au peuple arménien, aux millions d'êtres humains se débattant dans d'atroces souffrances, victimes d'horreurs sans précédent dans l'histoire, immolés à l'esprit de conquête et à la rapacité impérialiste.

La Conférence salue la mémoire du grand socialiste Jean Jaurès, première victime de la guerre, tombé en martyr de la lutte contre le chauvinisme et pour la paix, et des militants socialistes Toutsévitch et Catanesi, morts sur les sanglants champs de bataille.

La Conférence envoie l'expression de son ardente et fraternelle sympathie aux membres de la Douma, exilés en Sibérie, qui continuent la glorieuse tradition révolutionnaire russe ; aux camarades Liebknecht et Monatte qui, en Allemagne et en France, ont mené courageusement la lutte contre la trêve nationale ; à Clara Zetkin et Rosa Luxemburg, emprisonnées pour leur propagande socialiste ; aux camarades de toutes nationalités poursuivis ou emprisonnés pour avoir lutté contre la guerre.

La Conférence s'engage solennellement à honorer les vivants et les morts en suivant l'exemple de ces courageux camarades, en travaillant sans trêve à réveiller l'esprit révolutionnaire dans les masses du prolétariat international et à les unir dans la lutte contre la guerre fratricide et contre la société capitaliste. »

La conférence internationale de Kienthal (20-30 avril 1916)

Portée de Kienthal

L'un des organisateurs de la conférence, le socialiste suisse Robert Grimm, appréciait ainsi la conférence :

« Afin de prévenir les malentendus, les fausses interprétations et les critiques sans fondement, les solutions proposées en septembre dans les résolutions de Zimmerwald devaient être approfondies et éclaircies. Une exacte délimitation était d'autant plus nécessaire, aussi bien du côté des pacifistes bourgeois que de celui des social-patriotes, afin que l'action gagnât en clarté. Il s'agissait surtout de l'action pour la paix, centre de tout le débat (...). Les travailleurs doivent savoir dans quelle direction, avec quels moyens et dans quelles conditions ils doivent mener la lutte pour la paix. »

Une résolution prise à l'unanimité cherche à répondre brièvement à cette question.

Les buts de la guerre se dégagent des causes de la guerre. Ces buts sont subordonnés aux intérêts capitalistes ; en se réalisant, ils ne peuvent supprimer les causes de guerre, ni par suite établir une paix durable. La paix durable ne peut non plus être atteinte tant qu'à côté des moyens qu'on préconise contre la guerre subsistera le régime capitaliste. C'est pourquoi la résolution repousse les solutions proposées par les pacifistes bourgeois, parce que ces solutions sont purement illusoire, apportant la confusion au lieu de la clarté, et qu'elles détournent les ouvriers de la seule arme efficace pour la conquête de la paix, la lutte de classe.

(...) Développant la pensée du manifeste de Zimmerwald, la résolution ne dit pas seulement aux ouvriers qu'ils doivent combattre, elle cherche également à leur expliquer pourquoi ils doivent le

faire : non pas pour laisser le monde tel qu'il était avant la guerre, mais pour le transformer dans le sens du socialisme ; non pas pour fortifier la position des ennemis du socialisme, comme le font inconsciemment et par défaut de volonté les socialistes de gouvernement »

La conférence résolut de ne pas quémander pour la énième fois une réunion du Bureau socialiste international de la II^e Internationale (BSI aux mains des alliés), mais de considérer, explique Grimm, que *« l'action internationale doit naître directement des masses de chaque pays, et d'elle-même. C'est seulement après qu'un centre international peut exercer une action efficace. C'est pour cette raison que la Conférence renonça à exiger la convocation immédiate du Bureau. Une fois le mouvement commencé dans chaque parti national, l'action centrale de coordination se fera d'elle-même. Mais ce ne pourra plus être pour le socialisme patriote, ce sera pour une œuvre vraiment socialiste, qui ne sera dirigée ni par un Scheidemann ni par un Vandervelde (1). »*

Ainsi était dégagée la voie pour une troisième Internationale, ce qui était un sérieux pas en avant par rapport à Zimmerwald qui n'avait pas pu encore abordé, sinon dans les discussions internes, du moins dans les textes adoptés, ce problème décisif. La conférence de Kienthal vota aussi à l'unanimité un manifeste préparé par le député français Pierre Brizon (2), *« Aux peuples qu'on ruine et qu'on tue »*, qui, écrit Grimm, *« fit*

(1) Scheidemann, social-démocrate allemand, incarnant le côté « empires centraux » (Allemagne, Autriche-Hongrie) de la II^e Internationale, et Vandervelde, incarnant le côté des alliés (France, Grande-Bretagne, Russie).

(2) Trois députés français participèrent à titre personnel à la conférence de Kienthal, Alexandre Blanc, député du Vaucluse, Pierre Brizon, député de l'Allier, Jean-Pierre Raffin-Dugens, député de l'Isère.

retentir à nouveau le cri de : guerre à la guerre !, après avoir dit ce qui est, jusqu'à aujourd'hui, sorti de la guerre, et avoir rappelé les devoirs que la situation présente impose. Cet appel s'en est remis aux deux résolutions pour exprimer le nécessaire sur le caractère historique de la guerre ; il va sensiblement plus loin que le premier manifeste de Zimmerwald. Il exige en effet un armistice immédiat, le refus de tout crédit de guerre (3), la lutte ouverte contre les conséquences sociales et économiques de la guerre. »

A l'époque de Zimmerwald, il n'y avait encore de scission ouverte dans aucun des pays « dirigeants ». Au moment de Kienthal, la scission était un fait en Italie, en Russie, en Bulgarie. La scission était accomplie ou en voie d'accomplissement en Allemagne, en Grande-Bretagne. Certes, les effectifs concernés étaient souvent faibles, mais toujours prometteurs, comme en Allemagne. Dans ce contexte, on comprend que la gauche zimmerwaldienne (dont le chef de file était Lénine) ait jugé indispensable de voter avec les autres courants partie prenante de Kienthal des positions qu'elle considérait comme très insuffisantes, mais non contradictoires avec les principes qui l'animaient en tant que gauche révolutionnaire. C'est pourquoi elle se rallia au texte préparé par le député socialiste de l'Allier, Pierre Brizon, texte d'un appel aux peuples dont des extraits figurent ci-dessous. Ce texte sera publié en France par les soins du Comité pour la reprise des relations internationales (CRRRI) et traduit dans les principales langues européennes. Il sera diffusé vaillamment dans les pays belligérants, « par les moyens du bord », vu les conditions faites alors à la liberté d'expression de part et d'autre de la ligne de front...

“Aux peuples qu'on ruine et qu'on tue” (extraits)

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Deux ans de guerre mondiale ! Deux ans de ruines ! Deux ans de massacres ! Deux ans de réaction !

(...) Après avoir couché dans la tombe des millions d'hommes, désolé des millions de familles, fait des millions de veuves et d'orphelins, après avoir accumulé ruines sur ruines et détruit irrémédiablement une partie de la civilisation, *cette guerre criminelle s'est immobilisée.*

(...) **Ni vainqueurs, ni vaincus**, ou plutôt **tous vaincus**, c'est-à-dire tous saignés, épuisés : tel sera le bilan de cette folie guerrière. Les classes dirigeantes peuvent ainsi constater la vanité de leurs rêves de domination impérialiste.

Travailleurs des villes et des champs !

(...) Vos gouvernements, les cliques impérialistes et leurs journaux vous disent qu'il faut « tenir jusqu'au bout » pour libérer les peuples opprimés. C'est une des plus grandes fourberies imaginées par nos maîtres, pour la guerre. Le but de cette boucherie mondiale est, pour les uns, de *s'assurer la possession du butin* qu'ils ont rassemblé pendant des siècles et au cours d'autres guerres ; pour les autres d'aboutir à *un nouveau partage du monde*, afin d'augmenter leur lot en annexant des territoires, en écartelant des peuples, en les rabaissant au niveau des parias.

Vos gouvernements et vos journaux vous disent qu'il faut continuer la guerre pour tuer le militarisme.

Ils vous trompent. *Le militarisme d'un peuple ne peut être ruiné que par ce peuple lui-même.* Et le militarisme devra être ruiné dans tous les pays.

Vos gouvernements et vos journaux vous disent encore qu'il faut prolonger la guerre pour qu'elle soit la “dernière guerre”.

Ils vous trompent toujours. *Jamais la guerre n'a tué la guerre.* Au contraire, en excitant les sentiments et les intérêts de “revanche”, la guerre prépare la guerre, la violence appelle la violence.

(...) *Il n'y a qu'un moyen définitif d'empêcher les guerres futures !*

C'est la conquête du gouvernement et de la propriété capitaliste par les peuples eux-mêmes.

La “paix durable” sera le fruit du socialisme triomphant.

(3) Les trois députés français cités dans la note (2), de retour de Kienthal, votèrent contre les crédits de guerre et exigèrent le départ du gouvernement des ministres socialistes.

(...) L'injustice sociale et le système des classes sont encore plus visibles dans la guerre que dans la paix.

Dans la paix, le régime capitaliste ne dérobe au travailleur que son bien-être ; dans la guerre, il lui prend tout puisqu'il lui prend la vie.

Assez de morts ! Assez de souffrances !

(...) Aujourd'hui, des centaines de milliards sont jetés au gouffre de la guerre et perdus ainsi pour le bien-être des peuples, pour les œuvres de civilisation, pour les réformes sociales, qui auraient amélioré votre sort, favorisé l'instruction et atténué la misère.

(...) Que dans tous les pays belligérants, les femmes et les hommes des usines et des champs, se dressent contre la guerre et ses conséquences, contre la misère et les privations, contre le chômage et la cherté de la vie ! Qu'ils élèvent la voix pour le rétablissement des libertés confisquées, pour les lois ouvrières et pour les revendications agraires des travailleurs des champs.

(...) **Exercez, contre la guerre, le maximum de pression possible sur vos élus, sur vos parlements, sur vos gouvernements.**

Exigez la fin immédiate de la collaboration socialiste aux gouvernements capitalistes de guerre ! Exigez des parlementaires socialistes qu'ils votent désormais contre les crédits demandés pour prolonger la guerre.

Par tous les moyens en votre pouvoir, amenez la fin de la boucherie mondiale.

**Réclamez un armistice immédiat !
Peuples qu'on ruine et qu'on tue, debout contre la guerre !**

(...) **A bas la guerre !**

Vive la paix ! — la paix immédiate et sans annexions.

Vive le socialisme international !

1^{er} mai 1916 »

Éléments pour un bilan

La conférence de Kienthal réalisa donc un pas en avant dans le regroupement des forces conscientes du but à atteindre : aider les travailleurs dans chaque moment des luttes des classes existantes ou à venir. Les plus avancés des militants ayant participé à Kienthal eurent là un point d'appui pour décupler leurs efforts en vue de favoriser la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Dix mois plus tard, un premier coup de tonnerre politique et social éclatait avec le renversement par les masses du régime tsariste. La guerre continuait certes, mais, en profondeur, se construisait une autre combinaison politique des forces sociales que grèves, manifestations parmi les civils, mutineries parmi les soldats, devaient exprimer avec force.

S'ouvrait alors une nouvelle page de l'histoire.

Pierre Roy



Liesse populaire lors de la proclamation de la République en 1931.

**Le gouvernement
de la République
espagnole
durant les sept premiers
jours du
soulèvement militaire
au Maroc “espagnol”**



L'Espagne et le Maroc « espagnol » en 1936.

Chronologie

1934

14 janvier : victoire de Companys aux élections municipales en Catalogne.

Février : fusion de la Phalange espagnole avec les Juntas d'offensive national-syndicaliste (JONS).

11 février : abrogation de la loi autorisant l'occupation des terres non cultivées en Estrémadure.

Mars : décret d'amnistie pour les militaires insurgés d'août 1932.

21 mars : la Généralité de Catalogne adopte une loi de réforme agraire comportant une loi relative aux contrats de culture, favorable aux fermiers, aux métayers et aux petits viticulteurs ; cette loi sera déclarée inconstitutionnelle par le Tribunal des garanties constitutionnelles de la République en juin.

31 mars : accord secret entre Mussolini et les monarchistes espagnols.

1^{er} octobre : gouvernement Lerroux avec trois ministres de la CEDA (extrême droite).

4-5 octobre : grèves à Barcelone et Madrid ; insurrection ouvrière aux Asturies : les mineurs occupent le bassin minier et s'emparent d'Oviedo. La violente répression menée par la Légion et Les *Regulares*, outre les morts, provoquent l'emprisonnement de 30 000 personnes dans toute l'Espagne.

6 octobre 1934 : le président de la Généralité, Lluís Companys, proclame l'Etat catalan, qui va durer dix heures.

7 octobre : capitulation des insurgés catalans à Barcelone face à l'armée.

8-28 octobre : emprisonnement de Manuel Azaña.

19 octobre : les troupes du général Franco mettent fin à l'insurrection dans les Asturies.

1935

Janvier : suspension *sine die* du Statut de la Catalogne. La répression bat son plein dans toute l'Espagne.

Février : Franco est nommé commandant en chef de l'armée du Maroc.

13 mai : le général Franco est nommé chef d'état-major du ministère de la Guerre.

Mai : grand meeting autorisé à Madrid pour l'amnistie.

Juillet : les Cortes approuvent la loi de contre-réforme agraire.

1936

15 janvier : constitution de l'alliance électorale des divers partis de gauche par le moyen d'un Front populaire et du « Front des Gauches » en Catalogne : « *La République que conçoivent les républicains n'est pas une République animée par des intentions sociales et économiques de classe, mais un régime de liberté démocratique mû par des raisons d'intérêt public et de progrès social.* »

Fin janvier : premières tractations militaires (Général Orgaz) en vue d'un soulèvement si le Front populaire gagne les élections.

16 février : victoire électorale de la gauche. Companys et les conseillers de la Généralité sortent de prison et reprennent leur poste. Résultats : 52,1 % pour les partis de gauche et 45,6 % pour les partis de droite regroupés sous la bannière « Front national contre-révolutionnaire » et 5,3 % pour le « Centre ».

Des mouvements populaires contre sièges et journaux de droite et dans les prisons (Carthagène et Valence).

17-18 février : autorisation de réouverture des maisons du peuple (PSOE), fermées depuis 1934. Intense campagne de Gil-Robles pour que soit déclaré l'état

de guerre, et de Franco, avec Goded et Fanjul, chef de l'état-major de l'armée, afin que soit imposée la loi martiale. Le gouvernement déclare l'état d'alarme pour huit jours.

19 février : Manuel Azaña forme un nouveau gouvernement en excluant les socialistes.

22 février : loi d'amnistie pour les délits politico-sociaux (mouvements de 1934).

23 février : le général instigateur de la répression d'octobre 1934 est arrêté.

26 février : rétablissement de la Généralité de Catalogne. Lluís Companys réélu président. La République relance sa modeste réforme agraire. Franco, « exilé » aux Canaries en 1933, est nommé au Commandement général des Canaries (l'équivalent de commandant d'une région militaire). Le général Mola, autre conspirateur, « destitué » comme chef de l'Armée d'Afrique se voit affecté en Navarre ; Goded, lui, est « exilé » aux Baléares.

Mars : début d'une série ininterrompue d'attentats fascistes et d'ententes quasi publiques de militaires favorables à un coup d'Etat en cas de menace grave contre l'« unité de la patrie ».

Préparatifs pour élaborer un Statut d'autonomie de l'Aragon.

10 mars : attentat contre le vice-président socialiste des Cortes.

13 mars : le siège du journal de Calvo Sotelo est incendié à Madrid.

14 mars : la Phalange espagnole est déclarée illégale, et son fondateur, José Antonio Primo de Rivera, est arrêté ; sera emprisonné quelques jours plus tard.

16 mars : décret au terme duquel sont confisqués les latifundia rendus à leurs propriétaires en Andalousie.

25 mars : quelque 60 000 « journaliers » occupent 23 500 hectares de latifundia en Estrémadure. En quatre mois, de février à juillet, 72 000 paysans ont occupé 232 000 hectares. Même les terres d'Alcalá Zamora sont occupées.

7 avril : démission du président Alcalá-Zamora, à la suite d'une motion de censure ; remplacé provisoirement par Diego Martínez Barrio.

13 avril : des phalangistes assassinent le magistrat qui avait condamné les auteurs de l'attentat contre le vice-président socialiste des Cortes.

14 avril : proclamation de la République et affrontements mortels ; les militaires conjurés conduits par le général Mola fixent la date du coup d'Etat au 20 avril ; échec de la tentative de soulèvement militaire à Madrid. Manuel Azaña élu président de la République le 3 mai.

4 mai : Primo de Rivera, dans une lettre semi-publique, invite ouvertement les officiers à se rebeller.

12 mai : Santiago Casares Quiroga forme le gouvernement.

20 mai : début de rédaction d'un Statut d'autonomie pour Castille et León ; fin mai, Pays basque et Galice.

Le gouvernement promulgue un décret afin de remplacer rapidement les enseignants religieux par du personnel laïque et ferme les centres religieux, rétablit la co-éducation religieuse et laïque dans les centres d'enseignement, et enfin met 5 300 postes d'instituteurs au concours.

29 mai : début des conversations entre militaires et phalangistes pour le prochain soulèvement.

2 juin : grève quasi totale du bâtiment qui se terminera le 4 juillet sur un arbitrage gouvernemental plutôt à l'avantage des grévistes. Les préparatifs du soulèvement se poursuivent au sein des officiers d'état-major.

13 juin : réunion secrète de sous-officiers de la Flotte pour définir une position en cas de rébellion des officiers.

16 juin : aux Cortes, on s'affronte sur la question de l'ordre public. Plus de soixante officiers de la Garde civile, soupçonnés de conspirer contre la République, sont déplacés.

23 juin : Franco, qui n'a pas participé directement à la conception de tous les préparatifs du soulèvement, envoie une lettre à Casares Quiroga, chef du gouvernement, pour l'informer de l'inexistence de la préparation d'un coup d'Etat et offre ses services au gouvernement pour rétablir l'ordre.

1^{er}-16 juillet : intense activité quasi publique de préparation et mise au point du soulèvement qui bénéficie d'un soutien financier considérable. Quelques dirigeants phalangistes en vue sont arrêtés.

12-13 juillet : assassinat d'un lieutenant des Gardes d'assaut. Le lendemain, Calvo Sotelo, inspirateur des attentats fascistes, est assassiné. Franco décide de se joindre définitivement au coup d'Etat. Le leader socialiste, Indalecio Prieto, demande à Casares Quiroga de distribuer des armes aux travailleurs ; celui-ci s'y refuse.

14 juillet : le gouvernement de la République ferme des locaux anarchistes, monarchistes et phalangistes. L'enterrement de Calvo Sotelo donne lieu à une grande manifestation de la droite insurrectionnelle. Le gouvernement fait fermer deux journaux de droite.

15 juillet : La session parlementaire est suspendue pour huit jours.

17 juillet : soulèvement militaire

Le soulèvement militaire au Maroc : l'état de guerre est déclaré à 17 heures, au nom du général Franco « général en chef des forces du Maroc ».

18 juillet : soulèvement dans la péninsule ; se prétendant sûr de la loyauté des principaux officiers, le gouvernement Casares Quiroga minimise le soulèvement franquiste. Hésitations dont on verra les conséquences par exemple à Saragosse où préventivement les militaires factieux déclarent l'état de guerre, arrêtent le gouverneur civil ainsi que 300 dirigeants syndicaux et politiques, défaite sans combat qui sera une épine au pied de la CNT dans un de ses fiefs. Le chef du gouvernement démissionne. Le soulèvement militaire a lieu dans toute la péninsule. A Barcelone, le soir, CNT et UGT lancent l'ordre de grève générale pendant que les ouvriers s'emparent de toutes les armes qu'ils trouvent.

19 juillet : après une brève tentative de constituer un gouvernement de compromis avec les généraux rebelles, un nouveau gouvernement (José Giral) est formé à Madrid où les premières armes commenceront à être distribuées dans la matinée du 19, ce qui a permis de mettre en déroute les officiers insurgés réfugiés dans la caserne de la Montagne (*Cuartel*

de la Montaña) au bout d'un jour d'un véritable assaut donné par la population qui ne fit pas de quartier. Cette défaite des insurgés dans la capitale montre bien que le mouvement révolutionnaire n'était pas une exception catalane comme on l'a si souvent prétendu.

Exemple contraire : les insurgés se sont emparés rapidement de Valladolid parce que les militaires classés à gauche ne disposaient pas d'armes, et du coup, à Valladolid, vont s'ajouter rapidement les provinces de Ségovie, Ávila, Zamora, Salamanque et Cáceres qui font partie du territoire de la division de Valladolid.

20 juillet : le soulèvement généralisé à toute la péninsule est un échec. L'Espagne est coupée en deux, en gros selon une ligne sud-ouest/nord-est qui, partant de Badajoz, rejoindra la Catalogne en passant par Madrid et en contournant l'Aragon.

20-22 juillet : constitution à Madrid du premier gouvernement Giral, exclusivement « républicain », dont chaque ministère est surveillé par les comités qui s'y constituent immédiatement.

21 juillet : à Barcelone, la CNT décide de soutenir la continuité de Companys à la tête du gouvernement de la Généralité et donne son accord à la formation du Comité central des milices antifascistes (CCMA) ; celui-ci se constitue, avec Josep Tarradellas comme représentant du gouvernement de la Généralité, sous l'autorité duquel sera signé le décret de constitution. De fait, mais sans le dire, le CCMA assumera la plus grande partie des tâches du nouveau pouvoir qu'il est réellement.

De son côté, Queipo de Llano déclare au journal *ABC* de Séville que le mouvement factieux est « *nettement républicain, d'une loyauté absolue et décidée au régime issu des élections générales de 1931* ».

23 juillet : « *Ir a por todo* » (« aller jusqu'au bout »), formule ambiguë de García Oliver dans le premier plenum régional de la CNT, où se discute la possibilité d'adopter la ligne « radicale » que suggère la formule en espagnol, mais qui n'affirmera pas sa volonté d'aller vers la prise du pouvoir ; cette position sera rejetée.

Fin juillet : Hitler reçoit à Bayreuth les envoyés de Franco. Mussolini s'engage à envoyer aux insurgés 12 bombardiers SM 81. Alphonse XIII va intervenir pour qu'ils arrivent le plus vite possible.

Conférence internationale du Mouvement pour la IV^e Internationale. A l'issue de la conférence, une délégation se rend au Maroc et en Catalogne, puis à Madrid, afin d'aider les patriotes marocains dans leurs démarches auprès du CCMA et de la Généralité. García Olivier, représentant de la CNT au CCMA est reçu à Barcelone par Julio Álvarez del Vayo, ministre d'Etat à qui il remet un message à transmettre à Largo Caballero ; ce dernier doit faire pression sur le gouvernement espagnol pour proclamer l'indépendance du protectorat espagnol au Maroc et fournir des armes au Comité d'action marocain qui déclenchera les hostilités à l'arrière des redoutables troupes marocaines de Franco.

Arrivée en Espagne du premier escadron d'avions envoyé par Mussolini ; arrivent également les premiers avions allemands. A cette date, sont parvenus jusqu'à Séville 2 073 hommes de l'armée d'Afrique, surtout par la voie des airs.

1^{er} août : Léon Blum propose la non-intervention en Espagne. Juan de Bourbon, héritier du trône espagnol, tente un retour en Espagne auprès des insurgés, mais il en sera vite chassé.

4 août : un plenum national de la CNT approuve la participation au gouvernement de Madrid. Après quelques succès dans sa bataille de reconquête de l'Aragon, Durruti, insuffisamment armé, s'arrête devant Saragosse.

5 août : une partie de l'armée d'Afrique parvient à franchir le détroit de

Gibraltar au cours d'une opération aéronavale.

6 août : formation d'un nouveau gouvernement de la Généralité exclusivement « républicain ».

7 août : commencent les bombardements de Madrid qui se poursuivront régulièrement jusqu'à sa chute.

9 août : la France ferme ses frontières avec l'Espagne.

10 août : réorganisation des patrouilles de contrôle catalanes avec participation de toutes les organisations participant au CCMA. A ce jour, sont parvenues jusqu'à la péninsule huit bataillons, dont trois de la Légion et un escadron de « Regulares » (armée régulière du Maroc). Confiscation des propriétés terriennes abandonnées par leurs propriétaires.

11 août : la première tentative officielle de mettre un frein au pouvoir des Comités révolutionnaires au sein du gouvernement de Madrid sera de créer un « Conseil » (ministère) en charge de l'Economie, sous la forme d'un projet de collectivisations et de nationalisations avec « contrôle ouvrier » ouvrant la voie à une « Nouvelle économie ». Les institutions religieuses sont fermées.

14 août : chute de Badajoz ; la répression qui suivra, demandée par les propriétaires des latifundia occupés en mars, provoquera la mort de 2 000 à 4 000 personnes. La chute de Badajoz et Mérida permet à Franco d'opérer la jonction entre les forces du Nord et du Sud.

15 août : Franco et Queipo de Llano hissent le drapeau de la monarchie au balcon de la mairie de Séville.

Le gouvernement de la République espagnole durant les sept premiers jours du soulèvement militaire au Maroc "espagnol"

Concernant ce qu'il est convenu d'appeler la guerre civile d'Espagne, on s'est le plus souvent contenté de considérer ces événements comme un tout, fixé à l'avance, dont le sort était scellé par les diverses circonstances de l'époque et dont l'essentiel semble bien connu et ne demande qu'à être précisé : d'un côté, une armée espagnole putschiste et revancharde, essentiellement dirigée par un Franco tout-puissant soutenu et armé par Hitler et Mussolini ; de l'autre côté, des masses prolétariennes, ouvriers et paysans sans terre en effervescence, des dirigeants républicains qui, au mieux, promettaient pour après la victoire des réformes progressives, un syndicat présenté souvent comme révolutionnaire, la CNT, avec ses jusqu'au-boutistes anarchistes, la prétendue non-intervention des « démocraties » (France, Grande-Bretagne), un Parti communiste soumis à Staline, un Parti socialiste ouvrier espagnol qui, assez vite, plierait devant les républicains bourgeois. Bien évidemment, selon le cas et les consciences, tous ces événements sont mélangés à des degrés divers pour aboutir au même résultat : la victoire de Franco était assurée.

Sans vouloir refaire l'histoire, il est cependant très intéressant d'étudier la manière dont ces événements se sont déroulés, et en particulier leur point de

départ. Il ne s'agit pas ici de faire la liste des conditions qui auraient pu faire que les choses ne soient pas ce qu'elles ont été, mais de voir dans quelles conditions s'est passé le soulèvement, comment et pourquoi il a grandi jusqu'à déclencher une véritable guerre d'extermination des forces vives du peuple, des peuples de la péninsule (ouvriers, paysans sans terre, petits paysans et petits artisans, employés, instituteurs appelés « maîtres d'école »), démocrates...

A cet égard, un livre, écrit par quelqu'un qui a vécu de près les événements ici décrits et sur des postes de responsabilité, présente des éléments importants pour l'étude de la guerre et de la révolution en Espagne. Il s'agit d'un livre non traduit en français qui porte comme titre *Le Maroc dans la guerre civile espagnole* et comme sous-titre : *Les sept premiers jours du soulèvement et ses conséquences*. L'auteur, Ignacio Alcaraz Cánovas, né en 1923, a grandi dans la ville de Tétouan, où ses parents tenaient une librairie. A dix-sept ans, il entre dans l'administration des Impôts à des postes successifs. En 1952, il entre dans l'administration internationale de Tanger et plus tard, après l'indépendance officielle du Maroc en 1954, il est nommé par le gouvernement marocain comme superviseur des dépenses publiques. Il revient, en 1957, dans l'administration espagnole et occupe

diverses responsabilités à la télévision et à l'Agence spatiale européenne. Observateur impartial et démocrate, il a écrit plusieurs ouvrages, dont celui-ci, qu'il a consacrés à cette période.

L'auteur, dans ce livre, se considère lui-même comme une source par rapport aux événements peu pris en considération dont il veut laisser témoignage. D'ailleurs est remarquable à cet égard sa bibliographie dans laquelle ne figure quasiment aucun des « best-sellers » de l'historiographie mais toute une série de livres et de documents, peut-être partiels, mais dont la lecture apporte des éléments précis, documentés et différents de ce qu'on peut lire, hélas, trop souvent. Certes, il n'a que treize ans au moment de l'insurrection, mais il n'est déjà plus un enfant, d'autant que le milieu dans lequel il évolue, une librairie, avec son kiosque à journaux comme la grande majorité des librairies de la péninsule, se prête bien à la connaissance des gens et des événements. Par ailleurs, quatre ans après, il va entrer dans l'administration espagnole des Impôts, ce qui lui donnera une connaissance des soubassements financiers des événements.

Son seul objectif, implicite dans le titre, est que le gouvernement était seul responsable de ses actes. Jamais il ne fait état des dissensions existantes, des batailles politiques dans la péninsule, de l'absence de commandement militaire unifié, et avec raison puisque pendant cette dizaine de jours qui sont l'objet de son livre, le gouvernement de la République était pleinement responsable des décisions qu'il a prises... et de celles qu'il n'a pas prises.

L'armée espagnole : officiers supérieurs surreprésentés, arrivistes, prébendiers et comploteurs

Durant le XIX^e siècle, en particulier depuis 1820, a commencé l'ère des *pronunciamientos* et soulèvements qui devait durer jusqu'en 1875, date à laquelle s'est produite la restauration des Bourbons et

l'intronisation d'Alphonse XII. Cependant, les événements guerriers d'envergure n'ont pas été très nombreux, essentiellement parce que la vie politique du pays était limitée à quelques cercles réduits de militaires ou de civils dans l'orbite du pouvoir.

Entre 1875 et 1923 il n'y a pas eu de soulèvement militaire. Que l'aventure marocaine ait été une nouvelle aventure pour l'armée d'une classe parasitaire frappée au cœur par ses défaites à Cuba et aux Philippines et celle d'*Annual* ne fait guère de doute. Cette déroute, qualifiée habituellement de « désastre », ouvrait la guerre du Rif et coûta en 1921 quelque 13 000 hommes, outre une énorme quantité de matériel de guerre qu'Abdelkrim Al Khattabi utilisa contre Français et Espagnols qui eurent finalement raison de lui, mais au bout de cinq ans, et en particulier par l'emploi de gaz asphyxiants. Cette circonstance a probablement favorisé l'établissement de la première dictature de Primo de Rivera en 1923, qui abrogea la Constitution de 1876 et le suffrage universel implanté en 1880.

En 1932, le soulèvement du général Sanjurjo à Séville fut rapidement circonscrit. En octobre 1934 se sont produits les événements des Asturies et en Catalogne, réprimés et écrasés par les soldats mercenaires d'Afrique du gouvernement républicain de droite revenu au pouvoir (*Bienio negro*, Biennat noir).

Rappelons que les coups d'Etat, ou plutôt les coups de force et les conjurations, c'est-à-dire les *pronunciamientos*, étaient réglés comme du papier à musique : des militaires et des politiciens exilés ou opposés au gouvernement prenaient contact entre eux, demandaient éventuellement de l'aide à d'autres pays pour choisir un général prestigieux commandant une garnison importante. On prévoyait les dates pour le *pronunciamiento*, les localités où il aurait lieu et les personnes qui pourraient éventuellement intégrer le mouvement et le *pronunciamiento*. On neutralisait les militaires et les civils qui pouvaient s'y opposer, et on décidait du changement des autorités civiles. On informait les autres garnisons des faits consommés et on indiquait la marche à suivre ; si Madrid se rendait, les

provinces suivaient le vainqueur. Jusqu'au suivant.

L'armée d'Afrique était composée, en juillet 1936, d'un peu plus de trente-trois mille hommes, dont dix-sept mille sept cents étaient des officiers, sous-officiers et hommes de troupe d'origine péninsulaire. Le reste était constitué par une armée mercenaire, à base de Regulares et de Mehal-las (les unités de l'armée coloniale espagnole en Afrique) et, à Tétouan, de soldats de la Légion de diverses origines. Le quartier général se trouvait à Tétouan, et pratiquement la totalité des officiers de ces corps d'armée était constituée des « Africains », c'est-à-dire ce groupe d'officiers qui ont passé toute leur vie militaire au Maroc pour y obtenir des décorations et de grasses pensions.

La République et ses ennemis

La proclamation de la République fut accueillie et applaudie au Maroc avec le même enthousiasme qu'elle le fut en Espagne. Certes, la II^e République a essayé de faire « quelque chose » pour améliorer la vie de sa colonie, mais en se contentant d'utiliser la conviction pour pousser les classes possédantes à être les bienfaiteurs des colonisés. Le nouveau régime a essayé de promouvoir rapidement la modernisation politique et sociale du pays, qui fut à l'origine de la révolte et du soulèvement des militaires putschistes Sanjurjo, Mola, Queipo de Llano essentiellement, qui pensaient pouvoir compter sur une partie importante de l'armée, avec, à sa tête, les Africains, inquiets de la réforme proposée par Manuel Azaña. Il y avait également l'Eglise, qui voyait les temples se vider, les capitalistes et la haute administration de l'Etat, et enfin, les formations paramilitaires du fascisme naissant et du carlisme survivant. Ils savaient tous qu'ils ne pouvaient compter que sur l'armée d'Afrique composée de mercenaires. Par ailleurs, les gouvernements du Front populaire français se disposaient à maintenir le statu quo dans leur zone d'influence de manière illimitée, ce sur quoi s'aligna la République espagnole durant les cinq années de son existence pleine.

L'armée précisa ses arguments pour justifier ses visées : le besoin d'anticiper sur un prétendu soulèvement des sous-officiers violemment opposés aux officiers supérieurs et à la direction de l'armée, en particulier les Africains ; l'intense agitation et les vagues des grèves avec occupation qui ont gagné la totalité de la péninsule, avec une force particulièrement virulente en Catalogne, sans que le gouvernement soit capable de les juguler, ni les tueurs à gages (les « pistoleros ») du patronat de les arrêter malgré la multiplication des assassinats de militants.

Dans le rapport Picasso sur la déroute d'Annual, mis sous le coude par Primo de Rivera, était ajouté un autre rapport du général Domingo Batet qui, s'appuyant sur les propos de ses collègues, portait ce jugement sur Franco :

« Il a peu à voir avec la vie militaire, il ne ressent aucune satisfaction d'être avec les soldats car il a passé quatre mois dans sa ville d'affectation afin de se guérir d'une maladie imaginaire, ce qu'il aurait très bien pu faire à la campagne, exploitant de manière honteuse et effrontée une maladie qui ne lui interdisait pas de passer ses journées dans des bars et les cercles. »

Bien évidemment, ces hauts gradés qui l'ont dénigré ont subi la vengeance rancunière et expéditive de Franco dès l'affirmation de son pouvoir.

C'est dans les campagnes du Maroc que s'est constitué un cadre de chefs qui devait jouer un rôle primordial dans les destinées de l'Espagne : les Africains Franco, Mola, Muñoz Grandes, Aranda, Queipo de Llano et bien d'autres qui resurgirent en 1936.

Le protectorat espagnol

Dès l'instauration de la II^e République, la structure administrative du protectorat fut modifiée et organisée : Haut Commissaire civil nommé chef supérieur des forces militaires, assisté d'un cabinet militaire, et un autre cabinet diplomatique. Furent créés un secrétariat des délégations aux Affaires indigènes, un département d'encouragement économique et des Finances publiques, et enfin, l'Inspection

des interventions et des forces « califiennes » (du Calife) avec un territoire dédié.

Indéniablement, de hauts responsables de la politique gouvernementale espagnole ont rendu visite au territoire du nord de l'Afrique. La Banque centrale d'Espagne à Madrid a envoyé à la Banque d'Espagne de Tétouan de considérables réserves en liquidités pour financer les frais extraordinaires exigés par la haute administration et par le haut commandement militaire. De tous les hauts responsables politiques qui se rendirent au protectorat (Fernando de los Ríos, Marcelino Domingo, Martínez Barrio, Casares Quiroga, Alcalá Zamora et d'autres...), aucun n'eut le moindre mot pour défendre les intérêts indépendantistes des Marocains, ni même l'évocation d'un certain degré d'autonomie, ce qui provoqua une profonde déception.

Cependant, après le triomphe du Front populaire en février 1936, le changement ne s'est guère fait sentir au Maroc où, à l'exclusion de quelques changements de noms dans les hauts postes du commandement militaire, il n'y eut pas de modification sérieuse qui puisse démontrer la présence d'une nouvelle organisation de la part du pays protecteur, qui se contenta de remplacer les anciens hommes par des nouveaux, peut-être plus honnêtes au plan individuel, mais peu enclins à se différencier des lignes politiques imposées par le gouvernement de Madrid.

Mais avec ce colonialisme à visage moins inhumain, les masses marocaines restaient sous la domination des chefs et religieux locaux. Même les nationalistes comme Abdelkhalek Torrès, plutôt bienveillants à l'égard du gouvernement de la République dont ils attendaient leur émancipation, ne furent pas pris au sérieux par le gouvernement de Madrid lorsqu'ils adressèrent maints rapports sur les manœuvres des militaires. Fondamentalement, le gouvernement de la République resta prisonnier de ses schémas bourgeois, de sa « bonne » colonisation des masses « indigènes ».

A l'arrivée de la II^e République en 1931, les africanistes avaient accepté le nouveau régime sans piper mot. Leur obéissance leur valut de rester à la tête des

troupes, et par exemple Eduardo Sáenz de Buruaga, à la tête du groupe de Regulares indigènes numéro 1 à Tétouan, lequel, trois ans après, participait à la campagne des Asturies avec ces mercenaires marocains qui, selon Manuel Azaña, alors ministre de la Guerre, devaient exclusivement servir à maintenir l'ordre dans le protectorat.

Il faut dire que la vie sociale et les affaires militaires ne faisaient qu'un, en particulier dans le casino espagnol de Tétouan où les chefs militaires et l'état-major local, si on peut dire, se réunissaient ouvertement pour comploter.

Reconnaissons qu'en février 1936, ce même Buruaga fut mis en disponibilité par décision gouvernementale au motif de la féroce répression qu'il appliqua aux Asturies. Il faut malgré tout nuancer la sévérité de la sanction, puisque les militaires sanctionnés par un déplacement d'office ou en situation de disponibilité continuaient à percevoir leur paye et à être défrayés pour les activités qu'ils étaient censés ne plus accomplir. On a vu sanction plus sévère.

Evidemment, tous ces capitaux qui coulaient à flots sur le protectorat espagnol servaient à établir des fortunes personnelles, avec une évasion à peine dissimulée vers la zone française voisine. Selon des données fiables, les chiffres portaient à plus de 500 millions de pesetas le montant de l'évasion (environ un milliard d'euros d'aujourd'hui) que l'oligarchie financière et industrielle retira de l'économie locale, comme cela se produisait déjà dans la péninsule. Et de plus, les journaux affirmant des sympathies indépendantistes, comme par exemple *Al Ajbar* (« Informations »), furent suspendus.

Franco prépare ses troupes à l'ombre protectrice de la République

C'est durant le *Bienio negro* (1933-1935) que le général Franco, « le général victorieux en 1934 de la campagne des Asturies », fut nommé comme Haut Commissaire, chef suprême de l'armée

d'Afrique. A ce titre de chef suprême, il avait toute autorité pour faire et défaire tout ce qui avait trait aux affaires militaires dans le protectorat. En plus d'encourager le recrutement de mercenaires et de légionnaires, il augmenta de manière exponentielle les réserves stratégiques de matériel dont donne un exemple l'achat de 48 millions de cartouches d'infanterie, chiffre énormément disproportionné, selon les experts militaires, pour les besoins réels d'une région en temps de paix.

Il eut l'occasion de purger l'armée de tous les officiers plus ou moins marqués à gauche, tandis qu'il récompensait grassement tous ceux qui lui obéissaient, en particulier en les plaçant à des postes stratégiques, continuant et amplifiant l'œuvre commencée par le général Mola, dotant l'armée d'Afrique du meilleur matériel et améliorant sa capacité offensive.

Si aucun militaire ne s'opposa à l'arrivée de la République, les quelques mesures de Manuel Azaña contre l'armée d'Afrique ont soulevé la colère de la plus grande partie des officiers, qui n'acceptaient pas que les troupes coloniales qui avaient atteint dans leur dernière étape des proportions monstrueuses ne soient pas maintenues pour incompatibilité avec les possibilités économiques du pays. C'est que, dans la réduction des possibilités de gonflement de l'armée d'Afrique, ils voyaient également des difficultés pour leurs aspirations à l'accès au grade de général, et peut-être même un avenir incertain sur leur place en Afrique.

Franco avait nommé un lieutenant-colonel de ses amis comme chef du premier régiment du Tercio (ancien nom de la Légion) que Casares Quiroga confirma aussitôt dans son poste, ainsi que d'autres chefs militaires qui avaient démontré explicitement et publiquement leur aversion pour la République. Certes, Franco fut « déplacé », après la victoire du Front populaire, aux îles Canaries d'où, comme d'autres en disponibilité (avec solde intégrale ne l'oublions pas !), il pouvait comploter à sa guise aux frais de la République.

Une circonstance favorable à la République était que l'indépendantisme avait une force plus grande dans le

protectorat français et que, de ce fait, il influençait la zone espagnole. Les nationalistes avaient déjà démontré leur rejet de la politique coloniale, et la déroute d'Anoual n'était pas oubliée, quinze ans auparavant.

Mais le coup de force de 1936 a marqué un infléchissement immédiat : les personnalités marquantes n'étaient pas arrêtées mais aussitôt fusillées. Ces conjurés portaient une haine farouche au gouvernement du Front populaire, tout en s'affirmant « républicains » dans leurs proclamations.

On sait que le général Franco n'adhéra à cette conjuration que dans ses derniers jours. C'est alors, dans ces journées du 17 au 23 juillet 1936, que le général Franco s'empara sans effort du protectorat au Maroc et du commandement de l'armée professionnelle d'Afrique.

Si cette orientation de guerre de classe était dans la logique des représentants des forces réactionnaires, pourquoi la République n'a-t-elle rien fait ensuite pour émanciper les Marocains de la tutelle prétendument protectrice de la métropole ?

La raison essentielle était surtout que, très objectivement, le danger que pouvait représenter à leurs yeux le soulèvement militaire qu'ils rattachaient aux *pronunciamientos* traditionnels était bien inférieur à celui que représentaient les masses ouvrières et paysannes, en constante effervescence et contre lesquelles l'action décidée de Franco avec ses mercenaires marocains était un sérieux rempart.

Franco agit sur tous les fronts

La presse avait fait grand bruit de l'assassinat de José Calvo Sotelo, le 13 juillet, mais s'il a joué un rôle, il n'était pas la cause directe du soulèvement, comme le prouve l'envoi d'un avion le 11 juillet aux îles Canaries, pour assurer le passage au Maroc du général Franco, qui devait se charger de la principale force de choc, sur laquelle comptaient les insurgés, en liaison avec sa nomination comme Haut Commissaire. Les contacts avec les ambassades d'Italie et d'Allemagne à Tétouan sont constants, et par ailleurs, Franco s'est occupé

d'élargir au maximum le recrutement des volontaires à la Légion au moyen d'une propagande qui leur offrait un avenir radieux s'ils y entraient. Franco disposait pour cela d'une revue, *Africa*, dont les moyens semblaient illimités pour la région. Le mécanisme de la rébellion, quasiment de manière publique, est en marche, mais Santiago Casares Quiroga et le président de la République, Manuel Azaña, confiants dans les institutions, ne voulaient pas l'admettre, se refusant à prendre au sérieux les rapports transmis sur l'imminence du soulèvement.

La presse était pleine de comptes rendus des parades militaires, des essais de matériel militaire, des défilés et des manœuvres de défense, et surtout des assauts « fictifs » contre les principales places du commandement politique dans le protectorat qui étaient en réalité des répétitions de mise au point de la stratégie des futurs insurgés. Leur intention était d'occuper une place souveraine, comme l'était Tétouan, où ils étaient certains de garantir l'embarquement des forces mercenaires du protectorat.

Refus des autorités de distribuer des armes

Lorsqu'il fut évident que les militaires s'étaient rebellés, le Haut Commissaire, Alvarez-Buylla, nommé par Casares Quiroga, se refusa de manière déterminée à distribuer les armes en montrant les ordres donnés à cet effet par ce dernier. Le fait qu'il n'y ait eu personne pour les prendre, à l'inverse de ce qui s'est souvent produit sur la péninsule, n'exonère pas les autorités de leurs responsabilités. Ni celles des partis du Front populaire qui émirent un communiqué de soutien au gouvernement : « *Le gouvernement commande, le Front populaire obéit.* »

Et pourtant, Franco avait été très clair dans son discours du 17 juillet, combinant la phraséologie traditionnelle des gouvernements dictatoriaux avec les menaces non voilées ; pour ce qui est du bluff, Franco, sans atteindre les sommets de Queipo de Llano, n'était pas mal non plus.

« *Espagnols ! Vous tous qui ressentez le saint nom de l'Espagne, vous qui dans les rangs de l'Armée et de la Flotte avez*

fait profession de foi dans le service de la patrie, vous tous qui avez juré de la défendre de ses ennemis jusqu'à en perdre la vie, la nation vous appelle à la défendre. (...) »

En ces moments précis, c'est l'Espagne tout entière qui se lève, demandant la paix, la fraternité et la justice ; dans toutes les régions, l'armée, la marine et les forces d'ordre public se lancent pour défendre la patrie. L'énergie dans le soutien de l'ordre sera en proportion de l'ampleur de la résistance qui sera présentée (...).

De la même manière que la pureté de nos intentions nous empêche de juguler tous ces acquis qui représentent une avancée dans l'amélioration politico-sociale, l'esprit de haine et de vengeance n'a pas de place dans notre cœur. Nous saurons sauver du naufrage obligé que vont connaître quelques tentatives législatives tout ce qui sera compatible avec la paix intérieure de l'Espagne et sa grandeur tant désirée, transformant en réalité dans notre patrie pour la première fois et dans cet ordre, la trilogie : fraternité, liberté et égalité. Vive l'Espagne ! Vive l'honnête peuple espagnol ! »

Le mouvement séditieux devait commencer simultanément à Melilla et à Tétouan le 17 juillet à 5 heures de l'après-midi, pour l'harmoniser avec l'arrivée le lendemain du général Franco. La guerre du Rif, terminée dix ans auparavant, avait laissé à Melilla et dans la région avoisinante de nombreuses casernes et des installations militaires. En 1936, c'était le cantonnement de l'une des plus puissantes armées espagnoles en temps de paix.

Bref, pendant que, dans les locaux du Haut Commissariat, on passait des heures cruciales à bavarder sur les intentions des putschistes, les soldats professionnels des bataillons de *Regulares* et de la Légion s'emparaient des points névralgiques de la capitale du protectorat.

Les troupes marocaines sous le commandement du lieutenant-colonel Cabanillas se sont emparées manu militari des lieux publics de la capitale : la poste et le télégraphe, les services de police malgré une légère résistance, les délégations des ministères et autres édifices officiels.

Dans le centre de Tétouan se trouvait la Maison du peuple, l'équivalent de nos Bourses du travail, un de ces lieux conquis de haute lutte pendant les années 1917-1920 lors de cette intense période de lutte de classe en Espagne. Là étaient réunis les syndicalistes, les franc-maçons, les employés de l'administration, les ouvriers sans parti, tous encouragés et organisés par un instituteur, Eliseo del Caz Rocha. L'assaut rapidement donné à la Maison du peuple se termina sur la Promenade des Palmiers, où les prisonniers furent assassinés sur place.

18 juillet

Tergiversations, cynisme et bluff du gouvernement

Devant les événements qui se précipitaient et les forces qui manquaient aux fidèles de la République, il devenait évident que la responsabilité immédiate en revenait au gouvernement de Casares Quiroga, qui s'était refusé à donner des armes aux seuls Espagnols en qui il pouvait avoir confiance, les hommes et les femmes du peuple, les travailleurs. Et le Haut Commissaire concluait ainsi une rencontre avec des personnalités « inquiètes » :

« Je regrette seulement de ne pas l'avoir fait (donner les armes) lorsque les gens de Tétouan me les ont demandées pour se défendre de ce qui est arrivé. »

La caserne de la garde civile à Tétouan fut le dernier lieu occupé par les mercenaires. Le sergent télégraphiste eut le temps d'envoyer un dernier message au directeur de la garde civile, le général Sebastián, en posant la question :

« Madrid, ici Tétouan, je viens de savoir que le Haut Commissaire a été arrêté. Ils sont ici, ils s'approchent de la station. Que puis-je faire ? »

Il était une heure du matin de la nuit du 17 au 18 juillet 1936.

A Madrid, le 18 au matin, fut approuvée une note officielle lue à la radio où l'on rendait compte des événements d'une certaine manière, sans insister sur la violence des premières heures du soulève-

ment à Melilla. Malgré l'optimisme que l'on prétendait répandre dans l'opinion publique, la majorité des gens étaient bien convaincus que la réalité était bien pire. Commencèrent à parvenir à Madrid des nouvelles préoccupantes de Saragosse, Burgos, Valladolid, Cadix et la Navarre.

On sait que Martinez Barrio fut nommé pour former un nouveau gouvernement afin de pactiser avec le général Mola, qui le refusa tout net pendant que le pays était soumis à la plus sévère des censures ; et alors que la classe ouvrière demandait des armes, celles-ci lui étaient refusées par ordre du gouvernement, ce qui ne signifiait pas qu'elle ne les prenait pas là où les ouvriers le décidaient. Au matin du 19, le gouvernement de Martínez Barrio cessa d'exister, et José Giral fut nommé à sa place : deux journées étaient déjà passées depuis le début du soulèvement. Il faut voir dans cette attitude l'origine du jeu de mots prêté à Casares Quiroga, qui reflète bien en tout cas l'idée que l'on se faisait du personnage : *« ¿ los militares se han levantado? ¡ Pues yo me voy a acostar! »* (Les militaires se sont levés [soulevés] ? Eh bien, moi, je vais me coucher !)

Il est intéressant à ce propos de reproduire le communiqué gouvernemental transmis par Radio Madrid sur tout le territoire de la République le 18 juillet au soir :

« Communiqué officiel du gouvernement : une nouvelle tentative criminelle contre la République a été déjouée. Le gouvernement n'a pas voulu s'adresser au pays avant d'avoir une connaissance exacte de ce qui s'était produit et de mettre à exécution les urgentes mesures inexorables pour le combattre. Une partie de l'armée qui représente l'Espagne au Maroc a pris les armes contre la République, se soulevant contre sa propre patrie et réalisant ainsi un acte honteux et criminel de rébellion contre le pouvoir légitimement constitué. Le gouvernement déclare que le mouvement est exclusivement circonscrit à certaines unités de la zone du Protectorat, et que personne, absolument personne ne s'est joint dans la péninsule à cette entreprise absurde. Au contraire, les Espagnols ont réagi de manière unanime et avec la plus profonde

indignation devant la tentative répréhensible et déjouée sitôt née. Le gouvernement se plaît à faire savoir que des noyaux héroïques d'éléments loyaux résistent aux séditeux dans certaines places du Protectorat, défendant avec l'honneur de l'uniforme le prestige de l'Armée et l'autorité de la République. En ce moment, les forces armées de Terre, de la Mer et de l'Air de la République, hormis la triste exception indiquée, restent fidèles à l'accomplissement du devoir, se dirigent contre les séditeux pour réduire avec la dernière énergie un mouvement insensé et honteux. Le gouvernement de la République maîtrise la situation et affirme qu'il ne va pas tarder à annoncer à l'opinion publique le retour à la normale. »

Communiqué de bluff politique total qui ne pouvait servir qu'à désarmer les volontés se dressant contre les militaires rebelles. Dire le 18 juillet au soir que le mouvement est exclusivement circonscrit à certaines unités de la zone du protectorat, c'est mentir ouvertement à tous ceux qui se sont affrontés aux rebelles factieux et les inciter à cesser le combat. Quant à la tentative de réduire les séditeux avec la dernière énergie, c'est tout simplement le contraire de ce qui avait été ordonné par le gouvernement ce jour-là. Le gouvernement de la République ne maîtrisait rien du tout en cette journée du 18 juillet.

Rien n'était joué : les forces de la République

Lorsque la rébellion a éclaté, les soldats et la majorité des officiers de l'aviation de guerre restèrent fidèles à la République. Les forces de l'Air étaient regroupées en trois escadres avec siège à Madrid, Séville et Barcelone. Au début du soulèvement militaire, étaient au pouvoir des factieux les aérodromes de León, Logroño, Tablada, Grenade et ceux du Maroc, ce qui représentait 20 % des escadrilles sur un total de 17,80 % étant restés fidèles à la République avec 170 avions de combat disponibles sur un total de 225.

Du fait que la marine de guerre a été pour l'essentiel loyale à la République, Franco ne disposait pas de bateaux pour

transporter les seules vraies troupes pour une entreprise de conquête du pouvoir, à savoir l'armée d'Afrique, où, même là, tous les sous-officiers et même quelques officiers avec les soldats d'Espagne s'étaient déclarés hostiles au soulèvement. Bien évidemment, ils n'étaient pas la majorité, mais une minorité importante qui s'était déjà fait connaître par quelques coups de main audacieux et sérieux contre les militaires soulevés, en particulier à Melilla, où le soulèvement avait été le plus important, comme par ailleurs à Ceuta, où l'on parlait même d'une insurrection à caractère communiste.

Depuis le 18 juillet au matin, les villes de Ceuta, Melilla, Tétouan étaient aux mains des insurgés et les autres villes du protectorat soumises à l'autorité des officiers soulevés. Toutes les autorités marocaines se retrouvèrent du côté de Franco.

Cependant, selon l'auteur, les mercenaires marocains comme les hommes de la Légion, peu ou mal informés de ce qui se passait, se contentaient de faire leur travail et d'obéir aux ordres donnés par les officiers censés représenter le pays qui les payait. D'où l'extrême importance qu'auraient eu une prise de position claire et des actions décidées de la part du gouvernement, qui, à cette étape précise, auraient réduit l'ardeur combative des indécis, fait réfléchir les chefs de tribus marocains, troublé les mercenaires soumis aux pressions des nationalistes, isolant ainsi les plus acharnés qui se seraient retrouvés un peu seuls avec des soldats de la péninsule qui pouvaient très facilement regagner les légionnaires et les mercenaires à la République qui les payait.

Selon notre auteur, il aurait suffi de peu de chose pour anéantir la rébellion, par exemple en bombardant même légèrement les divers bâtiments qu'avaient occupés les insurgés et qui se seraient très vite rendus. N'oublions pas que le général Franco était très attendu et que son long retard inquiétait considérablement les insurgés : dans ces conditions, une action militaire décidée par mer et par air avec les officiers qui étaient restés fidèles à la République et les régiments dont les officiers avaient été démis ou écartés de leur fonction par les soldats du rang suffisait à anéantir rapidement la sédition.

Mais c'est justement parce que la République se considérait propriétaire de cette colonie qu'elle avait ce comportement qui lui interdisait de prendre les seules mesures qui auraient pu la sauver non pas en tant que patron, mais en tant que République. Dans sa colonie, ce gouvernement de la République allait trouver son fossoyeur.

La République de Franco et de ses partisans

C'est à ce moment-là qu'ont joué un rôle important les groupes armés phalangistes qui s'empressèrent d'assassiner purement et simplement tous ceux qui pouvaient être en rapport, même lointain, avec les francs-maçons (leur bête noire), les juifs, les syndicalistes, les partis gouvernementaux. Il n'est pas inutile d'ajouter que dans tous leurs discours et dans tous les bâtiments officiels qu'ils avaient conquis, les séditieux phalangistes et les rebelles maintenaient le drapeau de la République avec proclamations et avis à la population se terminant tous explicitement par « *Vive la République !* » et à la radio « *L'Hymne de Riego* » (l'hymne de la République). De la même manière, les premiers morts factieux étaient enterrés aux accords de L'Hymne de Riego, et les cercueils étaient recouverts du drapeau tricolore (rouge, jaune et mauve) de la République. Ce n'est que le 15 août que Franco et Queipo de Llano ont hissé le drapeau de la monarchie au balcon de la mairie de Séville.

Le 18 au soir, vers 21 heures, arrive chez les résistants une nouvelle alarmante selon laquelle les combattants pour la République à Tétouan à court de munitions ont été obligés de se rendre, qu'ils ont été conduits à l'extérieur de la ville, où ils ont été assassinés.

A ce moment-là, l'attitude du gouvernement à l'égard des Marocains a favorisé considérablement le mouvement des insurgés : tous ceux qui résistaient avaient été jetés en prison ou assassinés, puisque le calife était aux côtés de Franco. Pour ce qui est d'Abdeljalak Torres, il était sévèrement surveillé, de même que Mekki

Nasiri, les deux leaders de l'opposition interne marocaine : la Ligue nationaliste avait été dissoute et l'on sait qu'avait été interdit le journal *Al Ajbar*.

En même temps, l'aspect décisif du début de l'insurrection, à savoir le transport des troupes depuis le protectorat jusqu'à la péninsule, ne se présentait pas bien, non pas tant parce que Franco n'était pas encore arrivé, mais parce que les deux seuls bâtiments dont disposaient les insurgés ne pouvaient en aucun cas se mesurer aux autres bateaux de guerre loyalistes. Au passage, on peut noter l'aspect traditionnel du *pronunciamiento* dans l'impréparation du coup d'Etat, fondé sur la reconnaissance espérée et attendue du ralliement des autres chefs militaires, mais non sur une préparation concrète, par exemple l'assurance de pouvoir transporter les troupes jusqu'à la péninsule. Cela dit, l'extrême bienveillance de la République à l'égard des officiers félons n'avait d'égale que les très confortables conditions de repli à l'étranger que leur avait préparées en cas d'échec le financier privé de Franco, Juan March, et cela facilitait grandement toutes les aventures de militaires menacés au pire d'un simple déplacement, d'une nomination à la tête d'une autre région avec un maintien intégral de leur solde, ainsi que de toutes les prébendes qui y étaient attachées. Franco, avec ses troupes mercenaires d'Afrique, avait été le fossoyeur des ouvriers et des mineurs asturiens et, en « poste » au Maroc, il avait été sévèrement puni d'un déplacement aux îles Canaries où l'on pouvait comploter tranquillement avec ce Maroc pas si éloigné, même pour les avions de l'époque !

Le plan des insurgés

Les initiateurs essentiels du soulèvement, Sanjurjo et le général Mola, avaient un plan très simple dans lequel Franco avait sa part, une part qui n'était pas négligeable, mais qui n'était qu'une partie du plan, puisqu'il n'avait adhéré à l'organisation du soulèvement des autres généraux que dans les tout derniers jours, même si c'était avec son propre plan. Pour Mola et Sanjurjo, les deux leaders du soulèvement, tout reposait sur la possibi-

lité de faire passer les troupes marocaines sur le territoire de la péninsule. Or si l'argent et le crédit coulaient à flots pour acheter des gens, du matériel, des avions, des bombes, encore fallait-il pouvoir transporter tout cela.

Les espoirs des insurgés réunis dans le Rif marocain se fondaient essentiellement sur un soulèvement réussi des garnisons des grandes villes, c'est-à-dire Madrid, Barcelone, Valence, Séville et Saragosse au moins. Sur ces cinq villes, seule Saragosse sera effectivement conquise par les insurgés, et Séville un peu après. Et pendant ce temps demeurait l'inquiétude qui se renforçait d'heure en heure provoquée par l'ignorance du lieu où se trouvait Franco.

Le 18 juillet au matin étaient arrivés sur l'aérodrome de Tablada, à Séville, deux avions qui commencèrent à charger des bombes ainsi que les tracts à parachuter qu'avait annoncés Casares Quiroga.

Les premiers bombardements sur les lieux occupés par les insurgés commencèrent à semer le doute parmi ces derniers. Cependant, ces bombardements limités sans objectif précis ni la volonté de les soutenir à terre par l'envoi de troupes loyales eurent l'effet contraire à celui recherché. C'est ainsi que se produisit une manifestation, semble-t-il spontanée, qui demandait que cessent les attaques aériennes.

19 juillet

La tension grandissait parmi les officiers à la tête des troupes soulevées du protectorat, outre Ceuta et Melilla, dans les dernières heures du 18 juillet, du fait de l'absence du général Franco au rendez-vous promis aux insurgés. Les lieutenants-colonels de la région occidentale voyaient avec crainte que le colonel Solans, officier loyaliste qui venait de triompher à Melilla, puisse prendre la tête de l'armée d'Afrique puisqu'il était l'officier de plus haut rang, et qu'à ce titre les mercenaires et la Légion lui obéiraient en tant que représentant de leur patron, la République espagnole. La flotte restée

loyale à la République gardait le détroit de Gibraltar et les insurgés ne disposaient que d'un seul bâtiment, puisque le deuxième qui avait contribué à l'envoi de la première et unique expédition de mercenaires était revenu dans le giron de la République après la révolte de l'équipage, qui s'empara du bâtiment. Mais aucune tentative de rétablir la légalité républicaine, aucune tentative de forcer la main aux insurgés n'avait été entreprise par le gouvernement enfermé dans son colonialisme pur et dur, dans son respect des accords de 1912 avec la France, rien qui puisse indiquer à la population marocaine que la République prenait quelque soin d'eux, ne serait-ce qu'avec un simulacre d'autonomie.

Comment Franco utilisait l'attentisme de la République

Un exemple en est donné par cette allocution menaçante prononcée à la radio par Franco dans son style si « personnel » :

« Divisions d'Espagne. Stations d'Afrique, du Sahara, bases de la marine espagnole. Forces de la Garde civile, de sécurité et d'assaut. En m'emparant de Tétouan, au nom du commandement de cette glorieuse armée, j'adresse aux garnisons loyales à la patrie le plus enthousiaste de mes saluts. L'Espagne s'est sauvée. Vous pouvez être fiers d'être Espagnols, car il n'y a pas de place pour les traîtres sur notre sol. L'Andalousie, la Castille, la Galice, la Navarre, l'Aragon, les Canaries, les Baléares, avec leurs garnisons et leurs forces de l'ordre public, se sont maintenant jointes à nous. Il ne reste dans la capitale qu'un gouvernement atterré, demandant de l'aide aux masses révolutionnaires et lançant ses avions pour bombarder les populations civiles sans défense, provoquant ainsi la mort de victimes innocentes, femmes et enfants, pas un seul militaire. Des excès qui connaîtront un énergique châtement. Si certains, par ignorance sont encore à l'écart du mouvement salvateur, le chemin est court pour eux pour retrouver le chemin de la patrie. Choisissez bien le

moment et vous pourrez alléger votre absence antérieure. Au bout, nous exigeons un décompte très strict des conduites douteuses ou trahitres, et nous chasserons des rangs de l'armée et des instituts armés (la Garde civile) tous ceux qui ne sentent pas l'Espagne comme leur pays et ont pris les armes contre les bons Espagnols. Foi aveugle, ne jamais douter, énergie ferme sans hésitation, puisque la patrie l'exige. Le mouvement est irrésistible et nulle force humaine ne peut le contenir. Mon accolade la plus forte et la plus grande. Vive l'Espagne ! Général Franco. »

L'arrivée de nombreux bateaux de guerre dans le port de Tanger, à quelques kilomètres de Cadix, Algésiras et Melilla, inquiétait les autorités rebelles du protectorat, car Franco et ses officiers craignaient comme la peste un bombardement naval sur Tétouan et l'aérodrome tout proche de Rana Ramiel, même si cela supposait de passer outre les garanties réciproques que s'étaient accordées les gouvernements français et espagnol lors du traité d'assistance mutuelle de 1912.

Selon les témoignages qu'a pu recueillir l'auteur, ces bombardements menés par la marine étaient parfaitement faisables d'un point de vue militaire, alors que ceux sur Mélilla et Ceuta nuisaient plutôt aux intérêts de la République.

Franco, de son côté, prit la précaution d'augmenter la solde réglementaire des légionnaires de 20 % et de beaucoup plus pour les sous-officiers et les lieutenants. Il y avait de plus toutes les primes de recrutement et autres primes aux meilleurs réalisateurs de recrutements, qui leur permettaient d'atteindre le salaire d'un professeur d'université.

Enfin arrivèrent bientôt à Tanger cinq cuirassés allemands prétendument porteurs d'une demande d'évacuation des communautés allemandes du protectorat.

Les généraux rebelles prennent l'initiative

Lorsque le général Franco fut avisé de l'impossibilité totale de traverser le détroit de Gibraltar, il décida, avec l'aval de Sanjurjo et le soutien financier de Juan March,

de l'envoi à Rome d'une commission chargée de gérer l'aide italienne, cela avec l'aide inconditionnelle d'Alphonse XIII, ami intime de Mussolini et du roi d'Italie.

En même temps, il essayait de faire avancer ses relations amicales avec l'Allemagne de Hitler, dont il espérait un soutien pour avoir enfin un gouvernement ami sur le flanc sud de la France.

Le coup dur pour la République avait été la défaite de Séville devant Queipo de Llano. Celui-ci, le 19, avait lancé sur la radio des factieux une brève allocution :

« Vive la République ! Vive l'Espagne ! Sévillans, aux armes ! La patrie est en danger et, pour la sauver, nous sommes quelques généraux qui avons pris la responsabilité de prendre la tête d'un mouvement salvateur qui triomphe partout. »

L'armée d'Afrique se prépare à arriver sur la péninsule. Par ordre de la Junte des généraux, j'ai pris le commandement de la 2^e division organique... Le général Mola, avec des forces venues de Navarre, et le général Saliquet, avec celles de Castille-la Vieille, avancent sur Madrid par les ports de Somosierra et de León. Saint-Sébastien, Alicante et d'autres villes sont maîtrisées et manifestent un véritable esprit. Les garnisons de Madrid et Barcelone ne tarderont pas. La marine de guerre est avec nous et, grâce à son aide, le transport de troupes du Maroc en péninsule est assuré et sera très rapide. Sévillans, le sort en est jeté. »

On ne peut imaginer communiqué plus mensonger que celui-là ; pourtant, les généraux étaient bien au courant de ce qui se passait dans la péninsule, mais l'action combinée d'une censure implacable du gouvernement sur la presse, de son immobilisme et de son bluff au moins égal à celui des rebelles n'aidaient pas les masses ouvrières et paysannes révoltées à y voir clair. Cette propagande, encore une fois, ne pouvait avoir un impact, même très limité, que parce que le gouvernement de la République se refusait toujours à prendre toutes les mesures nécessaires pour étouffer la révolte, donnant ainsi une vague apparence de crédit aux propos hystériques de ce Docteur Folamour d'opéra sanglant qu'était Queipo de Llano. 8 000 morts lors de la répression à

Séville reconquise, c'est ce que Queipo de Llano appelle un « *véritable esprit* ». Il en va de même des proclamations « républicaines » de ces généraux factieux. Bien plus, ils savaient tous que le général Goded, atterrissant à Barcelone en provenance de Palma de Majorque, avait admis à la radio sa défaite et appelé à déposer les armes lorsqu'un groupe d'ouvriers prit d'assaut l'édifice du commandement militaire de la 4e division à Barcelone.

Quoi qu'il en soit, il est plus que probable que ces proclamations étaient largement suffisantes pour neutraliser les hauts responsables du gouvernement de la République qui ne cessaient d'imaginer qu'une solution amiable, comme lors de tant d'autres *pronunciamientos*, serait trouvée avec les insurgés. Ces derniers, malgré leurs nombreuses faiblesses au point de départ, leur infériorité militaire, savaient ce qu'ils voulaient, avec par ailleurs la certitude que leurs arrières étaient parfaitement assurés au cas où l'aventure tournerait mal.

20 juillet

La population de Ceuta avait donné une large majorité à la gauche lors des élections du mois de février. On savait que, depuis cette date, la population avait demandé plusieurs fois et avec beaucoup d'insistance que soit destitué le « petit chef » Juan Yagüe et avec lui que soit dissous le *Tercio de extranjeros* (la Légion), celui des opérations de nettoyage aux Asturies en 1934. Cependant, semble-t-il, Casares Quiroga ne voulut rien savoir parce qu'il faisait semblant de prendre pour argent comptant les déclarations de loyauté envers la République de tous ces factieux.

A l'égard des troupes marocaines, la propagande de Franco et de ses généraux en Afrique était simple : l'armée d'Afrique s'était soulevée contre le gouvernement parce que l'islam était en danger et que les communistes voulaient détruire les mosquées. L'ennemi à combattre était athée, niait Dieu, et il fallait l'exterminer. Les soldats se voyaient

promettre toutes sortes de bonheurs et surtout de s'enrichir rapidement sur le dos des « rouges » de la péninsule ; ils étaient autorisés pendant deux heures à dépouiller les cadavres et à conserver tout ce qui se trouvait sur eux, de même qu'ils avaient libre disposition des femmes « rouges » en plus des prostituées qui les suivaient dans leurs pérégrinations à côté des imams.

Mais toujours le problème du transport des troupes

Cependant, une chose était de disposer de troupes aguerries prêtes au combat, une autre était de les transporter sur les lieux du combat. Privé de bâtiments de transport et de guerre, Franco eut recours aux avions. En fait, Franco disposait de trois avions de chasse Bréguet et de trois Fokker ; les Bréguet ne pouvaient transporter qu'un seul passager, les Fokker un peu plus. C'est alors que commença une sorte de carrousel infini pour transporter quelques dizaines de combattants depuis le Maroc jusqu'à Séville dans des avions qui tournèrent toute la nuit.

Il faut noter au passage l'aide considérable que les compagnies pétrolières américaines ont fourni, à titre gracieux, dans l'immédiat, pour tous les carburants dont avaient besoin Franco et ses généraux. Même chose peu après pour l'Italie, et ensuite pour l'Allemagne et même le Portugal. Il est de notoriété publique que les navires républicains se virent refuser le fuel et tout le combustible nécessaire par la Vacuum Oil Company sise à Tanger et les autres entreprises de distribution sises à Gibraltar, devant l'indifférence des autorités de leur pays interpellé par le gouvernement de la République.

Cependant, il faut remarquer que l'acharnement mis par Franco et ses officiers rebelles à faire franchir à leurs troupes et par tous les moyens les quelque trente kilomètres qui les séparaient de la péninsule, ainsi que le refus obstiné du gouvernement de la République de prendre au sérieux ce soulèvement commençaient à donner du crédit à l'entreprise par de ces factieux.

Mais tout était encore possible

Dans la nuit du 19 au 20 juillet, l'escadre républicaine avait bombardé la base de Tablada (Séville), mais sans véritable plan d'ensemble et surtout sans aucune continuité ; c'est surtout le bombardement destructeur et bien ajusté sur la forteresse de El Hacho, à Ceuta, qui sema la panique chez les partisans de Franco. Cette forteresse pilonnée par le cuirassé *Jaime I* était sur le point de se rendre lorsque l'escadre arrêta son action offensive et permit à l'ennemi de se refaire.

Le 20 juillet, après l'échec du soulèvement des militaires à Madrid, le gouvernement émit un bref communiqué reconnaissant qu'un contingent de Maures et de légionnaires était arrivé sur la péninsule, mais, disait le communiqué, « *par bonheur, il s'agit d'un nombre très réduit qui a débarqué à Algésiras, mettant à profit la trahison du commandant du destructeur Churruca* ».

N'oublions pas non plus que le général Sanjurjo, dont la peine de mort pour son soulèvement armé de 1932 avait été commuée par Azaña, se trouvait à Lisbonne après son amnistie par le Biennat noir. Le général Sanjurjo mourut dans l'accident du petit avion qu'il avait trop chargé, quelques secondes après le décollage qui devait le mener au Maroc. Une des figures du soulèvement disparaissait. Le général Goded, venant de Majorque, avait été fait prisonnier à l'aéroport de Barcelone qu'il pensait conquis ; il serait fusillé trois semaines après. Il ne restait plus que les généraux Cabanellas, Mola, Queipo de Llano et Franco lui-même. Trois jours après se constituait à Burgos la Junte de défense nationale, mais sans la présence de Franco, ce qui était un signe des dissensions, liées aux ambitions personnelles souvent concurrentes, qui existaient à l'intérieur de l'état-major de l'armée espagnole avant le soulèvement. A ce moment-là, le seul Caudillo existant, c'était le général Mola.

Ce 20 juillet, pendant que les conjurés mettaient toutes leurs forces à faire avancer leurs affaires contre la République, le gouvernement de cette dernière restait les bras croisés pour ce qui est des attaques

contre les positions prises par les militaires insurgés au Maroc. Rappelons que Tétouan et les ports de Ceuta et Melilla ne disposaient pas de batteries antiaériennes permettant une réponse à des attaques par air. La peur des bombardements aériens était telle chez les troupes mercenaires qu'un nouveau bombardement aurait à coup sûr précipité la débandade, qui n'avait pas lieu, non par la force des militaires franquistes, mais par l'inactivité de l'armée républicaine pendant que les masses ouvrières et paysannes de la péninsule s'armaient pour reprendre les positions qu'avait conquises la rébellion au début, laquelle, sans l'armée d'Afrique, aurait été vite mise en déroute à ce moment-là. Par ailleurs, l'escadre républicaine était également restée sagement dans son lieu d'ancrage alors qu'il était connu de tous que l'aérodrome proche de Sania Ramel contenait une grande profusion de matériel et d'hommes en attente de départ pour la péninsule.

L'offensive de Franco redouble auprès de Hitler et dans le protectorat

La tranquillité dont jouissait Franco au Maroc lui permit de préciser ses buts à l'égard de Hitler : nous sommes toujours le 20 juillet et il n'y a toujours pas eu de contact entre Hitler et Franco. Encore une fois, c'est le vice-consul italien à Tanger qui joua les entremetteurs pour d'abord disposer d'un avion pour transporter les émissaires de Franco en Allemagne. L'ambassadeur italien s'était employé à neutraliser les bateaux étrangers ancrés dans la baie de Tanger grâce à la mise en place d'une sorte de comité de contrôle (avec représentants diplomatiques de la France, Angleterre, Italie, Portugal, Hollande, Belgique et Espagne) garant de la neutralité envers les combattants, qui imposait cette neutralité aux bateaux espagnols républicains pour laisser libres les bateaux allemands et italiens qui aidaient Franco.

Ce jour-là, le gouvernement destitua ces généraux rebelles et décréta la dissolution de l'armée ; il avait fallu attendre tout ce temps pour cette simple mesure !

21 juillet

Dans le protectorat, tous les partis politiques étaient interdits ; les conditions de vie et la situation administrative d'une petite ville de deuxième ou de troisième ordre comme l'était Tétouan ont fait que, finalement, tout le monde devenait suspect aux yeux des autorités autoproclamées, surtout après le succès de l'assaut donné par les groupes phalangistes sur l'immeuble des francs-maçons de la ville, dans lequel ils purent s'emparer des listes des francs-maçons du Grand-Orient d'Espagne. De même, avait commencé à faire des ravages la suspicion permanente d'appartenance au clan de la République lorsqu'on n'allait pas à l'église, et l'on pouvait être dénoncé pour les journaux ou les lettres reçues. Très vite, une commission d'épuration fut mise en place et, dès le mois de juillet, les licenciements commencèrent, avec 271 fonctionnaires pour ce même mois ; la grande majorité des destitutions retombait sur les maîtres et les professeurs nommés dans le protectorat, outre des médecins et des infirmiers des services sanitaires de la zone, quelques pharmaciens et vétérinaires qui exerçaient des professions au service de l'Etat. L'afflux de prisonniers fut tel que Franco fut obligé d'envisager très rapidement la constitution de deux autres camps de concentration, puisque l'élimination physique qui se développait rapidement ne suffisait pas à stabiliser le nombre d'emprisonnés dans les locaux de la prison.

Le prétendu comité de contrôle de la ville de Tanger fut accusé, semble-t-il, par le général Franco de ne rien faire devant l'intention des bateaux républicains d'attaquer les villes ouvertes du protectorat outre Ceuta et Melilla. Produit ou non de la propagande, le fait est que le comité décida à une majorité certaine que les bateaux espagnols devaient abandonner le port, lesquels s'exécutèrent. Ils fixèrent le cap sur Gibraltar, où ils pensaient pouvoir se ravitailler en combustible qu'il était devenu impossible de trouver à Tanger du fait de l'opposition de la Vacuum Oil Company. Franco fit grand bruit de cette volonté de faire le

plein à Gibraltar, de sorte que le gouvernement anglais s'y refusa. Finalement, c'est un autre bateau qui les secourra, mais l'essentiel avait été obtenu : quatre jours avaient été perdus dans toutes ces pérégrinations et tractations.

Mais le départ de la flotte républicaine du port de Tanger ne réglait pas le problème des factieux : celui du transport massif des troupes sur la péninsule. Le 21 au soir, à peine quelques centaines d'hommes avaient été transférés.

Dans le plan initial des insurgés figurait en premier lieu, comme objectif autant militaire que politique, la prise de Madrid, qui devait être le prélude à la défaite rapide des forces républicaines. En réalité, au début du soulèvement, il y eut bien le noyau des forces rebelles installé à Burgos, plus les *requetés* et par ailleurs l'armée d'Afrique que Franco faisait passer au goutte-à-goutte sur la péninsule, à Séville. Et c'était tout. C'est ainsi que le général Mola s'approcha de Madrid avec ses phalanges de *requetés* et fut contraint de s'arrêter en attendant l'arrivée massive des mercenaires sur la péninsule. Bien sûr, des villes espagnoles de moyenne importance avaient été conquises, mais les troupes, si elles pouvaient servir à garder la ville, ne pouvaient en aucun cas être distraites pour aller affronter les colonnes ou les régiments républicains.

A ce moment-là, le 21 juillet, les contacts entre les zones rebelles étaient très difficiles et ne pouvaient se faire que par la voie du Portugal. Il était évident que les forces dont disposait la République sous la forme des colonnes miliciennes en plus des forces militaires de la Républicaine étaient très supérieures en nombre et en qualité à celles des insurgés.

Le tournant des événements

Ce 21 juillet fut certainement le point d'inflexion des événements au Maroc : malgré toutes les difficultés mises par le gouvernement de la République, l'offensive des ouvriers, des paysans, des milices des syndicats et des partis s'organisait dans un pays où les forces factieuses piétinaient sans pouvoir utiliser réellement l'armée d'Afrique, la seule force sur

laquelle elles pouvaient réellement compter et qui pouvait à son tour donner une impulsion aux forces carlistes, phalangistes, etc.

Ce 21 juillet, la République avait entre ses mains la possibilité militaire d'étouffer la rébellion commencée cinq jours auparavant. Un simple bombardement de l'aérodrome de Sania Ramel et de la zone avoisinante, de Ceuta et Melilla, aurait suffi pour faire pencher la balance en sa faveur, brisant dans l'œuf la structure montée par le général Franco et ses officiers épouvantés. Ce n'est pas refaire l'histoire que de dire que l'aviation gouvernementale aurait pu attaquer le protectorat au lieu de se disperser dans quelques bombardements sur d'autres villes de l'arrière sans intérêt militaire défini ou d'insister sur la prise de Cordoba comme le prétendait le général Miaja, tristement célèbre dans les dernières semaines de la « guerre civile ».

Les commentateurs militaires, avec évidemment des nuances, sont d'accord sur le fait que le général Franco manquait de moyens logistiques ou de protection navale pour arrêter une offensive sérieuse du gouvernement républicain dans le détroit ou sur le nord de l'Afrique, malgré la sympathie évidente que professaient pour les insurgés l'ensemble des délégations diplomatiques et malgré les facilités qu'offraient à ces derniers toutes les autorités, les compagnies pétrolières, etc.

Dans cette situation, c'est Alphonse XIII, ami personnel de Mussolini, qui va faire hâter les choses pour les rebelles.

22 juillet : Franco intensifie ses contacts avec Hitler

Le 22 au matin le « Haut Commissaire aux affaires indigènes » nommé par Franco, le lieutenant-colonel Juan Beigbeder, reçut dans son bureau huit chefs musulmans de confréries de Tétouan pour la prière et la lecture du Coran. Le but de la rencontre telle que la rapporte la *Gazette de l'Afrique* du même jour était simple : il s'agissait de les inviter à faciliter le recrutement de volontaires pour les troupes régulières indigènes qui

devaient lutter contre les athées dans une guerre qu'il qualifia de « sainte ». Les intéressés en furent d'accord et sortirent satisfaits de la visite, ainsi que le raconta le journaliste. Ce même Beigbeder reçut ensuite un représentant des autorités consulaires allemandes, qui lui fit part des limites de l'engagement qui pourrait être accepté par son pays. Enfin, ce fut le tour de l'ingénieur en chef Adolf Langenheim, qui, par son mariage, entretenait d'excellentes relations avec les colonies allemande et italienne ; par ailleurs, il résidait au Maroc depuis 1905 à la tête d'un syndicat minier patronal espagnol et y cumulait la responsabilité de chef du parti nazi à Tétouan. A chaque visiteur étaient exposés les problèmes de logistique qui, selon les commandes faites, étaient de vingt avions de transport pour les soldats, de vingt-six chasseurs-bombardiers, de batteries antiaériennes et, bien évidemment, des pilotes nécessaires qui seraient enrôlés comme légionnaires.

Franco, les Marocains et la République

Dans sa directive du 24 juin 1936 aux autres généraux, le général Mola avait disposé que quiconque résisterait, ou serait suspect de vouloir résister, militaire ou civil, Espagnol ou Marocain, devait être exécuté. Pour ce qui est de ces derniers, en particulier les anciens résistants à l'action espagnole pendant la guerre du Rif, les caïds, les chefs religieux ou tout autre personne, y compris les nationalistes, ils devaient être emprisonnés ou soumis à résidence forcée et étroitement surveillés.

C'est ainsi que de nombreux Marocains furent arrêtés, certains enfermés dans le camp de concentration où plusieurs d'entre eux furent fusillés, musulmans et juifs. Le même Haut Commissaire avait adressé une circulaire aux responsables de région pour arrêter les chefs marocains du Rif qui avaient pris part à la résistance contre l'occupation espagnole, même après la « paix » de 1927.

Les membres du Groupe d'action nationaliste (*Agrupación de acción nacionalista*), groupe modéré, étaient réunis ce soir-là au domicile d'Abdeljalak

Torres. Un appel fut rédigé, aux termes duquel était accepté l'envoi à la péninsule de soldats « réguliers » du fait de leur appartenance à l'armée espagnole et de leur volontariat ; en revanche était refusé l'envoi des Colonnes du Calife (Mehal-las Jalifianas), qui était une troupe spécifiquement marocaine.

On peut s'étonner de la grande modération des propos de ce Groupe d'action nationaliste. Cependant, il faut bien voir que les « élites » urbaines, déçues dans leurs aspirations démocratiques ainsi que les notables et la population rurale, « étaient étroitement liées aux chefs militaires du protectorat, dont elles recevaient argent et prébendes. En réalité, en ne touchant pas aux structures tribales, l'armée s'était imposée comme une tribu supplémentaire au sommet de l'organisation sociale de la zone. D'où leur attitude qui oscillait entre l'indifférence et l'approbation à l'égard du coup d'Etat militaire contre le gouvernement légitime de la République » (Eloy Martín Corrales, *Répression contre chrétiens, musulmans et juifs*, en espagnol).

Le premier bombardement de Tétouan par l'aviation républicaine, qui avait fait seize morts dont onze Marocains le 18 juillet 1936, sans plan ni lendemain sérieux, avait provoqué une manifestation de colère qui s'était dirigée vers l'immeuble du Haut Commissariat pour exiger des militaires soulevés qu'ils prennent les mesures pour empêcher la répétition de tels faits, ce qui équivalait à une reconnaissance verbale de la légitimité des insurgés et leur inimitié à l'égard du gouvernement de la République.

La possibilité existait de se faire des alliés dans la population du protectorat

Mais, même dans ces conditions difficiles, il y eut une résistance au recrutement de Marocains dans les armées franquistes, notamment liée au courant émergent du nationalisme urbain installé à Tétouan. On peut certes considérer que les nationalistes n'avaient guère d'in-

fluence dans la population paysanne de la zone et qu'ils étaient sévèrement surveillés avec interdiction de quitter leur domicile, mais ce mouvement, timide au début, prendra peu à peu de l'ampleur au fil des mois avec les pertes des troupes marocaines sacrifiées sur le front péninsulaire. Il faut bien reconnaître que les six années écoulées depuis l'installation de la République n'avaient guère exalté les sympathies du peuple à son égard, c'est le moins que l'on puisse dire.

Les militaires rebelles appréciaient mieux que le gouvernement de la République les possibilités de renversement d'opinion en considération des mouvements anticolonialistes importants relativement récents (la guerre du Rif s'est « terminée » il y a moins de dix ans) et la victoire d'Abdelkrim sur l'armée espagnole (Anoual, en 1921) est dans toutes les mémoires, Franco, surtout lui, compris.

Assez rapidement, malgré les difficultés, la résistance au recrutement dans certaines zones de la population paysanne, y compris chez quelques notables, commença à s'exprimer à la suite des conséquences négatives de la participation à la guerre : le manque d'aliments aggravé par le départ des enrôlés qui ne pouvaient pas participer au maintien de la famille et à la traditionnelle économie de subsistance, l'augmentation des prix qui découla de cette situation, les difficultés croissantes d'une bonne partie des familles des combattants qui se retrouvaient sans argent ni nouvelles des hommes de la famille, tout cela a commencé à faire son œuvre dans les esprits.

De plus, assez rapidement aussi, les nouvelles qui parvenaient sur les nombreuses pertes des troupes de choc constituées de Marocains engagées de manière permanente commencèrent à refroidir sérieusement l'enthousiasme guerrier initial.

Pour ce qui est des nombreux habitants d'origine juive établis essentiellement à Ceuta, Melilla, Tétouan et quelques autres localités, ils ressentaient une sympathie affirmée pour les autorités républicaines qui avaient pris quelques mesures en leur faveur, en particulier celle qui facilitait leur activité dans la colonie et aplani-

les difficultés pour l'obtention de la nationalité espagnole.

Enfin, tout semble indiquer qu'une bonne partie des membres de la communauté juive prit part aux activités politiques des différents courants politiques qui soutenaient le régime républicain. On a recensé plus d'une trentaine de citoyens d'origine juive officiellement et ouvertement inscrits dans divers partis politiques et dans des loges maçonniques sous leur vrai nom, et actifs publiquement, comme par exemple Moises Benhamou Benzaquen, président de l'Union républicaine de Ceuta et élu à ce titre comme conseiller à la municipalité. On note également l'association Hispano-sefardi qui s'était jointe à la campagne vigoureuse pour l'amnistie du sergent de la Légion, originaire de Ceuta, Diego Vásquez Corbacho, qui avait rejoint le camp des mineurs et des ouvriers lors de la révolution des Asturies en 1934.

La répression contre les juifs fut féroce et de nombreux juifs furent fusillés pour le simple fait d'être juif, et, pour cela même, suspect de sympathie pour la République. Sans aller toujours jusqu'à l'emprisonnement ou l'exécution, ont été recensés de nombreux cas de membres de la communauté juive à qui ont été infligées de fortes amendes (entre 500 et 2 000 pesetas, soit 1 000 à 4 000 euros actuels environ) pour avoir refusé de participer aux « dons » exigés par les rebelles (Eloy Martín Corrales, *Répression contre chrétiens, maures et juifs*, en espagnol, page 120).

Dans son étude, ce même auteur cite un extrait du journal au titre évocateur *Presente* (Présent !), organe de La Phalange à Tanger, daté du 1^{er} juin 1937 :

« *Que personne ne s'y trompe. Aucun musulman, qui est fier de l'être et agit comme tel, ne peut être du côté des rouges, parce que cela équivaldrait à désirer le triomphe des juifs, qui, en cette occasion, savent qu'ils jouent leur dernière carte.* »

Anticolonialisme : un constat accablant

Plusieurs historiens, dont Eloy Martín Corrales, de l'Université Pompeu Fabra de Barcelone, cité ci-dessus, qui se sont

penchés sur la situation réelle et détaillée de ce moment du soulèvement militaire ont tous noté la participation active du grand vizir du calife Sid Ahmad el Ganmia dans le rapprochement des Marocains et des militaires rebelles, ce qui n'était pas à négliger, bien sûr. Dans les heures et les jours qui ont suivi, une majorité des caïds et autres notables locaux rendirent public leur soutien aux franquistes. Par exemple, le rassemblement de caïds de la zone orientale favorables aux militaires putschistes approuva avec le rappel la participation au soulèvement (*el Alzamiento*). De la même manière, les franquistes ont pu compter sur une des plus puissantes confréries du territoire, celle des Derkawa, pour faciliter le recrutement.

Cet auteur, Eloy Martín Corrales, considère que l'attitude du gouvernement de la République à Madrid et celle du gouvernement de la Généralité qui avaient reçu la délégation du Comité d'action marocain porteuse d'une demande d'aide en échange d'une incitation à la rébellion sur l'arrière de Franco, délégation à laquelle fut finalement opposé un veto par Largo Caballero, ces attitudes, donc, constituèrent un facteur supplémentaire d'échec de cette démarche, et probablement le facteur décisif (1). Certes, on peut objecter que la promesse de l'indépendance n'aurait peut-être pas été d'un grand effet dans les premiers jours de l'insurrection, mais déjà un signal aurait été lancé qui aurait vite porté ses fruits et pouvait inverser la situation, surtout s'il s'était accompagné d'une aide effective. Finalement, si en 1931, au moment de sa naissance, la République n'avait pas su se gagner le soutien du nationalisme marocain, le 18 juillet 1936, avec le soulèvement, elle perdit définitivement la possibilité de s'en faire un allié.

C'était là une rupture complète avec la tradition socialiste espagnole : Pablo Iglesias, fondateur du PSOE, avait demandé plusieurs fois depuis la tribune parlementaire que soit abandonné le protectorat, seule manière qui permettrait

(1) Sur ce point, voir Pierre Chevalier, « *La guerre civile et le Comité d'action marocaine* », *Cahiers du Cermtri*, première partie, n° 55, troisième trimestre 2012.

au pays de se redresser moralement et matériellement. Le PSOE s'était heurté aux « Africains » lorsqu'il demanda des comptes sur l'action de l'armée au Maroc. Dans ces circonstances, le rapport Picasso lancé pour savoir quelles étaient les responsabilités dans le « désastre » d'Annual (13 000 soldats espagnols anéantis) a été défendu par deux dirigeants du PSOE, Marcelino Domingo et Indalecio Prieto.

Pour les chefs bourgeois républicains, disposer de colonies allait de soi ; ces derniers étaient censés se comporter peut-être d'une manière plus humaine que les colonialistes purs et durs, mais restaient dans le même cadre.

Plus étonnante est la position des dirigeants de la CNT, qui dominait le Comité central de milices antifascistes (CCMA), et même du POUM. A y regarder de près, lorsqu'on considère l'importance de cette question, on est frappé par son absence dans les très longs débats qui ont agité cette instance à Barcelone et au gouvernement de la République à Madrid. En effet après l'ambassade avortée auprès de Largo Caballero pour obtenir une aide aux nationalistes marocains, plus rien ne sera tenté pour s'opposer au transport massif de troupes, décisif pour le sort de la guerre. Les choses se sont passées comme si on avait fait sa BA, qui était surtout pour eux une manœuvre de tactique militaire (évidemment nécessaire), mais comme anecdotique et ne relevant pas de l'émancipation des peuples, dont on sait fort bien qu'« *un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre* ». C'était implicitement reconnaître que contre les dirigeants bourgeois et leurs alliés, il n'y avait rien à faire.

Sur la question des colonies, il faut signaler que le gouvernement de Léon Blum a assumé un traité passé avec le gouvernement de la France en 1912, gouvernement de Raymond Poincaré, avec Albert Lebrun « aux Colonies », qui considérait ces territoires comme des monnaies d'échange comme ce fut le cas avec la cession d'une partie du Congo à l'Allemagne pour gagner en retour un protectorat au Maroc. Mais ce même traité qui prévoyait que les deux « protecteurs » pouvaient intervenir en cas de

désordre n'a pas été respecté sur ce point, ce qui montre bien que les gouvernants bourgeois ne se sentent engagés que par les contrats et les clauses qui les intéressent.

Encore plus étonnante peut apparaître la position d'Andreu Nin : celui-ci est arrivé en URSS en 1921, où il restera neuf ans et aura l'occasion de travailler aux côtés de Trotsky. Comme secrétaire de l'Internationale syndicale rouge, il avait eu maintes fois l'occasion de lire et présenter les textes sur l'aide à apporter aux peuples opprimés d'abord par les communistes du pays oppresseur. En 1920 s'était tenu II^e Congrès de l'Internationale communiste et, le 26 juillet, Lénine concluait ainsi son introduction de la Commission nationale et coloniale :

« Les partis de la II^e Internationale avaient bien promis d'agir d'une façon révolutionnaire, mais nous ne remarquons pas que la II^e Internationale et, je suppose, la majorité des partis ayant quitté celle-ci dans l'intention d'adhérer à la III^e Internationale, fassent un travail effectivement révolutionnaire et apportent une aide aux peuples exploités et dépendants dans leurs soulèvements contre les nations qui les oppriment. Nous devons le déclarer hautement, et c'est irréfutable. Nous verrons si l'on tentera de le démentir. »

Le leadership de Franco se dessine

Franco, de son côté, commençait à entrevoir très sérieusement la possibilité de devenir la véritable tête de ce soulèvement : débarrassé comme on l'a vu auparavant de Sanjurjo et de Goded, il était devenu le seul et véritable interlocuteur des autorités mussoliniennes et hitlériennes. C'est lui qui disposait des relations lui permettant d'avoir accès aux fonds intarissables de Juan March et avec le responsable du parti nazi au Maroc, qui était en même temps ingénieur en chef des mines exploitées par les Marocains pour un syndicat patronal espagnol. Et de plus, point essentiel, Franco était le commandant en chef de l'armée d'Afrique, seule force militaire capable de présenter une véritable armée face aux armées de la République. Ce responsable

du parti nazi dans le protectorat espagnol, par ses relations politiques et économiques, a pu même offrir aux autorités nouvelles des techniciens radio pour faire fonctionner la radio de Tétouan qui avait été détruite.

Par ses pressions, Franco obtint, comme on l'a vu, que les bateaux stationnés dans la rade de Tanger se dirigent vers Gibraltar au lieu de se diriger ouvertement vers le poste-frontière situé à El Borch, à quelque 40 kilomètres de Tétouan, ce qui aurait permis aux troupes de la République d'envahir sans problème la région occidentale du protectorat. Bref, le 22 au soir, c'est-à-dire cinq jours et demi depuis le début de l'insurrection et alors que la collaboration active de Mussolini et de Hitler commençait réellement (commençait, insistons bien !) à prendre forme, le gouvernement de la République, en même temps qu'il était très réticent à organiser vraiment la réaction ouvrière et paysanne armée, restait l'arme au pied devant Franco aidé de Hitler et de Mussolini.

Bien évidemment, la question militaire ne saurait être circonscrite au seul territoire du protectorat espagnol au Maroc. Cependant, l'attitude du gouvernement de la République par rapport au Maroc, outre qu'elle révélait son incapacité à défendre son existence, relevait de la conception d'une bourgeoisie dont l'essentiel soutenait les insurgés et d'une oligarchie rance. Non seulement il n'était pas concevable d'abandonner le protectorat sur un bout de colonie, mais il était inconcevable d'accorder ne serait-ce qu'un semblant d'autonomie aux populations marocaines, ce qui aurait été déjà un signe et probablement aurait suffi pour créer, dans les conditions d'alors, un foyer d'insurrection indépendantiste dont Franco aurait été la première victime. Rappelons que lorsque Abdelkrim partit en exil, la majorité de ses chefs furent emprisonnés, à l'exception de ceux qui rendirent les armes aux Espagnols jusqu'à leur libération par la République en avril 1936. Il est évident qu'une action décidée de la République en faveur de l'indépendance de leur pays aurait été un facteur éminemment puissant de désagrégation des colonnes marocaines intégrées dans l'armée espagnole et que

les soldats volontaires dans cette même armée (les Regulares) auraient également subi l'impact désagrégateur de cette même bataille pour l'indépendance, coupant ainsi l'herbe sous le pied de manière radicale à Franco.

23-24 juillet et au-delà

Au matin du 23 juillet encore, la situation de transfert du gros des troupes sur la péninsule n'avait toujours pas été résolue. La flotte aérienne était la même qu'au premier jour, à l'exception de l'attente d'un Douglas DC9 qui était arrivé à Séville afin de bombarder Tétouan repris aux rebelles. Visiblement, les trois généraux tête de pont du soulèvement, Franco, Mola, et Queipo de Llano, faisaient le siège des consulats italien et allemand pour gagner la confiance des gouvernements en place enfin d'en obtenir des moyens de combat sérieux. L'avion qui transportait la délégation de Franco auprès du Führer arriva dans l'après-midi du 24 à Berlin. Mais déjà, Hitler avait décidé d'envoyer deux bateaux de guerre dans les eaux du détroit de Gibraltar, dont le cuirassé *Deutschland*, le plus puissant de l'escadre allemande, qui accosta au port de Ceuta le matin du 2 août.

Franco apparaissait comme le seul ayant une vision sérieuse des forces en présence. La tentative du général Mola de gagner la bataille de Madrid avec ses trois divisions plus les forces du Maroc échoua lorsqu'il dut s'arrêter à quelques kilomètres de la capitale dans des combats de tranchée qui provoquèrent de nombreuses victimes des deux côtés, mais ne furent pas décisifs pour les buts des insurgés. La situation était telle que les troupes du général Mola, composées de volontaires carlistes et de phalangistes de Valladolid et de Burgos, finirent par manquer de munitions. Et encore, à ce moment-là, Franco se heurtait à de grosses difficultés pour transporter ses soldats sur la péninsule.

Le 23 juillet, seules quelques centaines de soldats avaient pu parvenir à Séville dans un incessant va-et-vient d'avions ne transportant que quelques soldats. Il

semble bien que, dans une tentative désespérée de maintenir son plan d'action, Franco ait décidé de donner des facilités pour recruter davantage et encore plus de volontaires marocains : quoi qu'il en soit, des mesures furent prises pour une prise en charge des familles des volontaires et accès gratuit aux biens de consommation courante, une solde « généreuse » (pour la période et dans ces circonstances !).

Sept jours après le début du soulèvement, Franco et ses partisans, ainsi que les garnisons où le soulèvement avait réussi, n'avaient pas d'autre option que de reconnaître l'échec de leur soulèvement. S'ils voulaient poursuivre leur aventure, ils n'avaient pas d'autre possibilité que la guerre de conquête et d'extermination brisant la résistance des milices ouvrières et populaires agissant plus ou moins officiellement au nom du gouvernement légal de la République, lequel ne tenait que par le soutien inconditionnel des partis et syndicats se réclamant de la classe ouvrière et la démocratie.

Une guerre d'extermination va commencer

Il semble bien que, le 25 juillet, était parvenu à Berlin un télégramme de l'ambassadeur allemand en poste à Tétouan, qui reconnaissait : « *A moins d'un imprévu, il est difficile d'espérer, au vu de la situation, que la rébellion militaire puisse triompher.* »

Il faut bien apprécier le fait que l'ambassade de Franco auprès de Hitler ne put se mettre en place que le 25 juillet et que ce dernier ne reçut l'ambassade que le 26. Hitler autorisa alors l'envoi de vingt avions JU-52 et 6 avions de chasse Heyinkel-51.

Pour « l'anecdote », il a été vérifié que l'un de ces Junkers avait été obligé, pour raisons techniques, de faire escale à l'aéroport de Madrid (Barajas), d'où il put repartir sans encombre ; mais par manque de carburant, il fut obligé de revenir à l'aéroport de Barajas. Là, il fut immobilisé. Hitler réclama l'appareil et obtint pour ce faire le soutien du ministre français des Affaires extérieures, Yvon

Delbos, auquel le comité de non-intervention refusa la restitution !

Mais même dans ces conditions, Franco dut attendre le 28 juillet pour pouvoir disposer des 2 000 officiers et soldats en provenance du Maroc. Cette force, déjà sérieuse pour entreprendre des actions régionales, était loin d'être suffisante pour les destinées que lui réservait le général Franco. Et cela se passait le 28 juillet, c'est-à-dire onze jours après le début du déclenchement des hostilités.

Malaga était alors la principale base navale de la Méditerranée et le simple bon sens aurait voulu que les navires de guerre républicains aient eu comme objectif prioritaire de couper le ravitaillement et l'arrivée de la troupe franquiste vers la péninsule avec des bombardements répétés sur les ports d'Algésiras, Ceuta et Melilla, mais il n'en fit rien.

Bien évidemment, la reconnaissance officielle de Franco par l'Italie et l'Allemagne comme étant le représentant officiel de l'Espagne servit de prétexte auprès des « neutres » pour laisser ce dernier se prévaloir de ce titre « officiel » pour négocier des achats d'armes, de carburant, de matières premières, etc. C'est le 29 juillet que commencent à atterrir à l'aéroport de Sania Ramel (Tétouan) les premiers avions de transport allemands : en deux jours, les vingt avions arriveront entièrement équipés en hommes et en matériel. Le 30 juillet, il en arrive neuf et, le 2 août, encore vingt-quatre (italiens), qui intègrent la flotte aérienne franquiste. C'était même plus que n'en avait demandé Franco. A partir de là, l'engagement de Hitler et de Mussolini allait croître de manière considérable dans des circonstances et des conditions bien mieux connues.

Il convient de ne pas oublier cette sorte d'embargo moral, couvert par les Etats-Unis, sur l'achat d'armes, de matériels divers et de fourniture de carburant. Les multinationales avaient un contrat signé, comme par exemple la Texaco (Texas Oil Company) en juillet 1935, avec la grande compagnie espagnole CAMPSA ; en juillet 1936, cinq pétroliers faisaient route vers la péninsule et leur choix dicté par les dirigeants du trust fut de conduire les cinq pétroliers

vers des ports contrôlés par Franco, et ainsi de suite pour toutes les livraisons. Même chose pour la Standard Oil de New Jersey, qui disposait pour ses livraisons d'une garantie bancaire de la République de 100 millions de dollars, ce qui ne l'a pas empêché de livrer le pétrole à Franco. General Motors et Ford envoyèrent même 12 000 camions à un prix bien inférieur aux 3 500 qu'avaient envoyés l'Italie et l'Allemagne. Franco avait banque ouverte par les capitalistes du monde entier, et en particulier l'abondance des carburants américains fut un élément logistique clé dans la guerre. Et une fois celle-ci terminée, tous ces groupes internationaux présentèrent les factures qui furent payées rubis sur l'ongle.

A ce propos, l'intense activité commerciale sur le Rocher de Gibraltar a été étudiée par un historien, Julio Ponce Alberca, de l'université de Séville, dans un article publié en 2010 dans les cahiers d'*Historia Contemporánea 41* sur « *La guerra civil y el Peñón de Gibraltar* » (« La guerre civile et le rocher de Gibraltar »).

Mais si toute l'aide apportée jusqu'au tout début d'août était très importante, elle ne suffisait quand même pas pour une attaque de grande envergure sur tout le territoire de la péninsule ; pour cela, il fallait que les troupes marocaines arrivent massivement sur le territoire.

C'est ce que décida Franco le 1^{er} août, et qui prit une grande ampleur les 5 et 6 août, car la première action d'envergure confiée par Franco au lieutenant-colonel Asensio Cabanillas (la marche sur Madrid) connaîtrait très vite ses limites sans le soutien massif des armées d'Afrique.

Un énorme convoi fut alors organisé pour effectuer la traversée du détroit de Gibraltar, avec notamment le soutien ouvert du fleuron de la flotte allemande, le croiseur lourd *Deutschland*, lors de l'embarquement des soldats en présence du cuirassé gouvernemental *Jaime I*, qui avait reçu des instructions précises du gouvernement républicain de ne jamais affronter l'escadre allemande pour éviter un conflit international. La flotte républicaine se retira alors à Malaga et Carthagène, laissant le détroit à Franco,

qui eut à sa disposition tout le matériel et les hommes voulus.

Le soulèvement prenait fin, et ce qui commençait, c'était la tentative de massacrer littéralement une révolution à ses débuts.

La conduite de renoncement protestataire de la République est tout entière décrite dans la longue note de recensement de toutes les avanies et violations du droit international subies, adressée au gouvernement britannique par Álvarez del Vayo, ministre d'Etat, en mars 1937, qu'on peut lire in extenso en espagnol sur le site :

<http://www.asturiasrepublicana.com/notalondres.html>

Et les Brigades internationales ? Et l'URSS ?

Cet aspect mérite de longs développements qui ne seront pas faits ici, car ils supposent un travail différencié. Cependant, comme la teneur du travail ci-dessus ne manquera pas de soulever des questions, on peut dire très simplement ceci : d'abord, que l'arrivée des premiers combattants étrangers en juillet est quasiment anecdotique, non pas du point de vue de sa signification politique, mais d'un point de vue du nombre de combattants. Précisons que l'aide de l'URSS ne s'est manifestée que bien plus tard, chose reconnue de tous côtés, et que, par ailleurs les Brigades internationales ne seront créées qu'en octobre. De plus, même ainsi, si leur présence, indépendamment de la place qu'elles occupaient dans la stratégie globale de Staline, était indicative de la solidarité d'un prolétariat mondial encamisolé par le stalinisme, militairement, ce n'est pas leur nombre qui était un problème, mais le fait que les milices ouvrières présentes sur le front manquaient cruellement de fusils et de matériel de guerre en bon état, ce qui n'était pas le cas des colonnes ou des régiments politiquement sûrs, continuation sur le sol de la péninsule de la politique menée pendant les quelques jours décisifs décrits ici.

L'engrenage de la guerre et des

événements, la volonté affirmée de faire durer la guerre, explicite du côté de Franco, semblent bien indiquer une volonté résolue de saigner à blanc les masses ouvrières et paysannes d'Espagne. D'ailleurs, Franco poursuivit ce travail à « la fin de la guerre » par une répression terrible qui s'abattit sur toutes les catégories populaires du pays (400 000 à 500 000 exécutions, disparitions... dans de nouveaux charniers que l'obstination, depuis quelques années des familles des disparus, fait découvrir tous les jours). Et les Alliés vainqueurs se gardèrent bien de toucher à Franco en 1944-1945 !

Il s'agissait seulement dans ces notes

de montrer le choix délibéré que fit la République de ne pas s'opposer — par les seuls moyens disponibles à ce moment-là, et qui avaient toutes chances de réussir, ceux de la mobilisation massive des ouvriers et paysans d'Espagne — à l'insurrection qui avait démarré, tant que cela était possible, pour écraser dans l'œuf.

Ce qui se serait produit après la défaite du soulèvement n'est plus du ressort de l'analyse, mais de la déclaration de foi ou des prémonitions de Cassandre.

Roland Corominas

Les anarchistes espagnols et la Résistance dans le Cantal

**Le barrage de l'Aigle, fief de la Résistance,
Mauriac, siège de la réorganisation de la CNT clandestine**



Militants anarchistes espagnols du maquis du barrage de l'Aigle
(« Alcantara » est à droite, en chemise blanche).

Le barrage de l'Aigle, fief de la Résistance, Mauriac, siège de la réorganisation de la CNT clandestine

“ **C**e n'est pas la patrie française qui est en danger, ni la liberté de la France qui est en jeu, c'est la liberté, la culture et la paix mondiale. »

Ces mots sont de Francisco Ponzan Vidal, dit « François Vidal », militant de la CNT, résistant exécuté à Toulouse par les nazis le 17 août 1944, veille de la libération de la ville. Ils résument l'engagement des milliers de militants anarchistes espagnols réfugiés en France parmi 500 000 de leurs compatriotes fuyant Franco entre le mois d'août 1938 et février 1939.

Dès février 1939, le mouvement anarchiste espagnol tente de se réorganiser. Le comité national de la CNT et les comités péninsulaires de la Fédération anarchiste ibérique (FAI) et de la Fédération ibérique des jeunesses libertaires (FIJL) s'unissent dans une seule et même organisation : le Mouvement libertaire en exil (MLE). Celui-ci s'organise et s'étend par le biais de nombreuses commissions, dont celle de Mauriac (Cantal) chargée de réorganiser la CNT clandestine.

Dans le Cantal, ils seront plus de six cents miliciens aguerris aux armes et à la guerre, enrôlés à la construction du barrage de l'Aigle, qui vont s'engager dans la Résistance, créer un maquis (celui

du « Puy Violent ») composé exclusivement de militants anarchistes.

Le 6 juin 1943, c'est à l'hôtel de la gare de Mauriac que va se tenir le premier plénum de réorganisation de la CNT clandestine.

L'organisation de la Résistance du barrage constitue par ailleurs l'Organisation de résistance de l'armée (ORA), qui s'organise dès 1940 à l'hôtel de la Gare de Mauriac et qui va constituer un lieu de rendez-vous, centre d'accueil pour les activités officielles ou clandestines gravitant autour du chantier de l'Aigle. Parmi celles-ci, la récupération d'armes parachutées durant l'année 1943, aux environs d'Anglards-de-Salers (Cantal)...

Plusieurs fois les colonnes allemandes encercleront le chantier de l'Aigle sans succès, et, en août 1944, le Cantal étant libéré, ce sont des prisonniers allemands qui vont continuer la construction du barrage débuté en 1935, construction largement retardée durant l'occupation par les militants.

Il est essentiel de garder la mémoire de ces hommes venus continuer en France le combat contre le fascisme, pour la liberté et l'émancipation des hommes.

Le maquis du barrage de l'Aigle est dirigé par José German Gonzalez, militant de la CNT, combattant dans la colonne

Durruti. Exilé lors de la « Retirada », il est interné au camp de Saint-Cyprien (Pyrénées-Orientales), avant d'être envoyé travailler au barrage de l'Aigle.

Dès 1941, il est l'auteur des premières circulaires émises par la commission de réorganisation de la CNT clandestine établie au barrage. Lors du premier plénum clandestin tenu à Mauriac le 6 juin 1943, il est chargé des contacts avec la Résistance française au niveau régional et collabore au journal clandestin *Exilio* dirigé par un autre militant MLE-CNT, Miguel Rico. Le journal imprimé à Mauriac, est le premier titre édité en France par le MLE.

Cette réorganisation de la CNT clandestine aboutira à ce qu'en 1944, on compte plus de deux mille militants. C'est dire l'importance du travail accompli par cette commission établie à Mauriac et dans laquelle on trouve d'autres très grandes figures de militants anarchistes espagnols :

— **José Berruezo Silvente**, dit « Clarin » : disciple des instituteurs rationalistes, dès la proclamation de la République il participe à la création de la Maison du Peuple où il dirige l'école rationaliste. Durant la guerre, il est délégué au plénum économique de Valence. Après avoir été interné au camp de Bram (Aude), il débarque à Mauriac le 9 décembre 1939, affecté au chantier de l'Aigle. En juin 1943, il est élu secrétaire de la commission de relations du MLE, avant de représenter la zone occupée et d'être élu secrétaire de la CNT en exil en décembre 1943. C'est lui qui va favoriser l'émergence d'un maquis exclusivement cénétiste basé au barrage de l'Aigle.

— **José Asens Giol** : il est, au moment du coup d'Etat franquiste, le secrétaire de la CNT de Barcelone et membre du comité régional catalan. Le 17 juillet 1936, au nom de ce comité, il va faire partie, avec Durruti, de la délégation qui se rend au siège de la Généralité pour y réclamer (en vain) la distribution d'armes. Passé en France lors de la Retirada, il est envoyé sur le chantier de l'Aigle où il participe à la réorganisation clandestine de la CNT dont il est membre puis élu secrétaire en 1943.

— **Juan Montoliu Del Campo** : il participe, en juillet 1936, à l'assaut de la

caserne de l'Hospitalet, à Barcelone, organise la collectivisation des services de nettoyage de la ville, avant de partir comme milicien pour le front d'Aragon où il deviendra commandant d'un bataillon. Exilé lors de la Retirada, après des séjours dans divers camps, il est envoyé sur le chantier de l'Aigle. Militant de la CNT et de la FAI, après l'occupation de la zone libre en 1942 et en liaison avec la résistance française, il est l'organisateur du maquis CNT du Puy Violent qui comprendra quatre groupes d'une quinzaine d'hommes chacun. Ce maquis, intégré à la treizième région militaire des FFI, exclusivement composé de militants anarchistes, va effectuer de nombreuses actions de sabotage.

— **Manuel Morey Blanch** : est directeur de l'école rationaliste de Barcelone. A Mauriac, secrétaire de la CNT clandestine, il administre le journal clandestin *Exilio*.

— **José Oliver Calle** : militant au syndicat des spectacles publics de Barcelone, organise au barrage de l'Aigle un groupe théâtral franco-espagnol.

— **Lucio Mondejar** : est responsable de la CNT des paysans de la région barcelonaise. C'est dans la cabane de garde-chasse qu'il occupe à Sourniac, près de Mauriac, que se réunit la seconde assemblée plénière clandestine du Mouvement libertaire en exil (MLE) et de réorganisation de la CNT, le 19 septembre 1943.

— **José Garcia** : responsable CNT des ouvriers dockers, il fait partie du noyau de militants qui constituent le maquis cénétiste. A la Libération, il est secrétaire départemental du Cantal de la CNT en exil.

— **Juan Escoriza Martinez** : milicien engagé dans la colonne Durutti, interné au camp d'Argelès (Pyrénées-Orientales), il est livré aux Allemands et réussit à s'évader du train le conduisant en Allemagne. Au barrage de l'Aigle, il est responsable de l'ORA et dirige les opérations de récupération de parachutages pour le groupe de Mauriac.

Il y aurait encore à citer des dizaines d'autres militants ayant eu des responsabilités dans la République espagnole, dans la lutte contre le franquisme, puis en

France, comme ici à Mauriac près du barrage de l'Aigle...

Qui sait tout cela ?

Qui sait que les premiers blindés entrés dans Paris avaient pour noms *Durruti*, *Teruel* et étaient conduits par des militants anarchistes ?

Il reste à faire un travail de mémoire pour enfin reconnaître ces hommes venus se battre dans un pays qui les ignora durant la révolution espagnole, qui les parqua dans des camps lors de leur fuite d'Espagne, et qui les livra souvent aux nazis.

Honneur à tous ces braves qui n'ont pas haï les Français, ne confondant pas la trahison des dirigeants et l'ignorance des petits qui subissent !

D'une manière générale, les maquis du Massif central furent en forte proportion composés d'anarchistes espagnols, tout comme ceux issus des chantiers de barrages sur la Dordogne.

Le maquis du barrage de l'Aigle, dirigé par José German Gonzalez, militant de la CNT, est considéré comme un des hauts lieux de la reconstruction de la CNT et un des maquis les plus actifs de la résistance, à 100 % confédéral, tout comme le maquis de Bort-les-Orgues (Corrèze).

Avant d'être un engagement, la Résistance fut un état d'esprit, et le chantier de l'Aigle, dès ses débuts en 1941, accueillit parmi ses travailleurs des hommes qui avaient toutes les raisons de détester l'Allemagne nazie : des prisonniers évadés, des militants antifascistes venus d'Italie et d'Espagne, ou d'ailleurs.

La mise en service du barrage, initialement prévue pour 1942, ne le sera qu'en septembre 1945, les travaux ayant été retardés afin de ne pas céder l'ouvrage à l'ennemi.

C'est à Clermont-Ferrand, au sein des bureaux de la treizième région militaire, que va prendre forme l'Organisation de résistance de l'armée (ORA).

C'est Juan Escoriza Martinez, ex-combattant dans la colonne Durutti, qui est le responsable de l'ORA au barrage de l'Aigle. Sous son nom de guerre, « Alcantara », avec son commando composé exclusivement de militants anarchistes, il multiplie les vols et camouflages d'armes

et de véhicules de l'armée régulière, rendue impuissante par l'armée d'occupation, au bénéfice du bataillon Didier. Celui-ci est constitué et dirigé par André Decelle, ingénieur des ponts et chaussées, devenu le commandant Didier, chef du bataillon FFI, région Auvergne du barrage de l'Aigle auquel se rattachent les maquis composés de militants espagnols.

La première étape consiste à organiser un centre d'accueil pouvant assurer le fonctionnement d'un état-major de commandement opérationnel et à créer des unités combattantes légères. L'organisation de résistance du barrage va constituer l'ORA du Cantal, qui va tenir clandestinement ses réunions à Mauriac, à l'hôtel de la Gare, ainsi qu'à Sourniac, dans la cabane du garde forestier.

La deuxième étape consiste dans la création d'un centre d'accueil, de coordination pour les activités clandestines gravitant autour du chantier de l'Aigle. Celui-ci ne verra pas vraiment le jour et l'hôtel de la Gare de Mauriac jouera encore un rôle important.

Au début de 1943, la priorité étant la récupération d'armes, une équipe de parachutage est créée qui organise toutes les nuits la garde d'un terrain de secours pour le cas où des avions auraient des difficultés avec le terrain prévu à l'origine.

Ce terrain est situé aux abords d'Anglards-de-Salers, et le premier parachutage a lieu dans la nuit du 12 au 13 août 1943, au terrain de la Forestie, le message radio annonçant le largage fut : « *Orion pavoise le ciel.* » Par la suite, les parachutages se succédèrent en novembre et décembre 1943 avec des annonces d'inspiration bucolique telles que « *La prairie est une dame verte* » ou « *La sauterelle est un animal nuisible* », etc.

Les parachutages vont cesser pour ne reprendre qu'après le débarquement en Normandie.

Jusqu'à la fin de la guerre, « Alcantara » et ses hommes vont mener des actions tant stratégiques, comme l'organisation des parachutages, que des opérations de harcèlement de l'occupant, tout en évitant des actions trop voyantes. En effet, il s'agit alors d'éviter les risques de représailles à proximité du barrage,

lieu où se cachent, outre les maquis, de nombreux réfractaires au STO.

C'est cette précaution organisationnelle qui amènera l'échec des encerclements et des rafles allemandes en 1943 et 1944.

Ce sera le 6 juin 1944 que la Résistance va alors apparaître au grand jour au barrage avec l'engagement des combats fin juillet et la bataille à Saint-Poncy (au nord de Saint-Flour) du 24 août qui marque la libération du Cantal.

Fin de l'été 1944, arrivent au barrage de l'Aigle cent dix-sept prisonniers allemands qui vont travailler à la construction du barrage, construction sabotée par la Résistance.

André Decelle, le commandant Didier, attestera auprès de la Résistance nationale des nombreux « coups » portés à l'occupant par Juan Escoriza Martinez et des hommes tels que Manuel Morey Blanch, instituteur rationaliste, José Oliver Calle, responsable culturel de la CNT, Felipe Alaiz, écrivain, José German Gonzalez, combattant dans la colonne Durutti, Juan

Montoliu Del Campo, chef du maquis CNT du Puy Violent, fort de soixante hommes spécialisés dans les sabotages, etc.

Tous ces hommes, militants libertaires espagnols, avaient fui l'Espagne franquiste, rejoignant le combat en France avec le même mot d'ordre que Francisco Ponzan Vidal (fusillé lors de la libération de Toulouse) : « *Ce n'est pas la patrie française qui est en danger, ni la liberté de la France qui est en jeu, c'est la liberté, la culture et la paix mondiale.* »

C'est aussi les propos de Luis Royo, présent à la libération de Paris, survivant de la « Nueve » : « *Je n'ai jamais pensé que je luttais pour libérer la France, mais que je luttais pour la liberté !* »

Honneur à eux.

Michel Di Nocera

Ces articles ont été publiés dans les numéros 84, 86 et 87 de la revue trimestrielle *La Libre Pensée cantalienne*, Maison des Associations, 8, place de la Paix, 15000 Aurillac.

Préhistoire de la grève

Préhistoire de la grève

La première grève de l'histoire ?

La première grève enregistrée dans la mémoire de l'histoire de l'humanité se déroula en Egypte en 1166 av. J. C. sous le règne du pharaon Ramsès III et dressa 120 ouvriers de Deir el-Medineh, dans la banlieue de Thèbes (Louxor), qui travaillaient à l'édification de la tombe du pharaon. Elle est largement connue, d'abord grâce au récit rédigé par le scribe égyptien Amennakh, qui appartenait au groupe des grévistes. Peut-être d'autres mouvements se sont-ils produits auparavant en Egypte ou à Sumer — sans qu'ils aient pu bénéficier de la présence d'un individu sachant écrire et soucieux d'en retracer l'histoire. Mais on n'en sait rien.

Les ouvriers chargés de la construction des tombeaux royaux étaient salariés, et leur salaire était payé en nourriture (sacs de blé, poisson, etc.). Les sacs de nourriture étaient entreposés dans le temple voisin (le Ramesseum) avant de leur être distribués sous la surveillance du vizir qui supervisait leurs travaux. Les prêtres et les fonctionnaires en prélevaient une portion et remplaçaient parfois une partie des sacs livrés par des sacs de nourriture avariée. Tout est bon pour le service du Dieu et surtout pour celui de ses intermédiaires religieux attentifs, qui bâfrent ce qui lui est théoriquement destiné.

Cette année-là, le gouverneur de la région tarda à envoyer les sacs de nourriture. Affamés, les ouvriers protestent. Ils demandent d'abord l'intervention du pharaon, puis du vizir, mais n'obtiennent que quelques sacs de nourriture insuffisants pour eux tous. Ils décident alors d'arrêter le travail et d'occuper le Ramesseum. Ce premier mouvement dura trois jours. Ils obtiennent sur le papyrus satisfaction de leurs demandes. Les salaires

arrivent, le mouvement cesse, mais quelques mois plus tard, les retards de paiement recommencent, les ouvriers se mettent à nouveau en grève et cela, apparemment, encore trois fois (dont une nouvelle fois en occupant le Ramesseum). Ce mouvement est bien une grève, car les ouvriers de Deir el-Medineh ont bien cessé le travail pour imposer aux responsables de la région et du chantier le règlement de leur salaire (même si ce salaire était en nature). Ensuite, ces 120 ont évidemment eu des porte-parole, au statut plus ou moins net de délégués, qui ont mené les discussions et donc négocié avec le vizir et avec les prêtres ulcérés.

Ce mouvement répété mérite-t-il bien le nom de grève ? Parler de grève pour cette époque, n'est-ce pas un anachronisme ? Comme l'affirme un historien de ce mouvement : *« Il n'y a pas doute qu'il y eut une cessation d'activités volontaire et collective, puisqu'y participèrent simultanément tous les travailleurs et leurs chefs. Le retard considérable de paiement semble avoir également attisé la colère et l'agitation dans la communauté des travailleurs. Les ouvriers paralysèrent leurs activités toutes les fois que cela fut nécessaire en cherchant à faire prendre conscience aux autorités des questions sur les retards de paiement et la corruption des administrateurs. (...) Les travailleurs protestèrent contre l'irrégularité en s'asseyant devant les portes des temples, ils occupèrent les édifices, mesure qui eut des résultats efficaces, à la façon d'un moderne "sit-in" pour donner du poids à leurs revendications. La pression et les occupations remportèrent les résultats escomptés mais la situation n'alla pas beaucoup mieux. (...) Nous ne savons pas à quel moment les ouvriers égyptiens commencèrent à s'organiser. (...) Toutefois, il est évident qu'il y eut une coordination et un accord*

entre les ouvriers tout au long de ces années. C'est un argument en faveur de l'idée que les travailleurs égyptiens avaient une conscience de groupe. » Il est enfin manifeste que dans ce mouvement, les 120 ouvriers manifestèrent une conscience de leurs intérêts collectifs spécifiques de salariés qui les a amenés à agir ensemble pour les défendre ensemble.

L'une des conditions essentielles de la grève est que les ouvriers perçoivent un salaire contre lequel ils vendent leur force de travail ; que ce salaire soit réglé en nature (nourriture surtout) ne change rien au fond de l'affaire : c'est le prix auquel ils vendent leur force de travail. Cette vente de la force de travail permet la négociation, elle débouche sur un contrat, tacite, oral ou écrit suivant les périodes de la civilisation. Les ouvriers peuvent en réclamer le respect (ce qu'ils font en l'occurrence) ou en exiger l'amélioration (au premier chef l'augmentation de salaire) : ce seront là les éléments moteurs des grèves au fil des siècles.

Une chose est sûre : les grèves se sont répétées en Egypte, au moins sur le site de la vallée des Rois, jusqu'à la fin de la XX^e dynastie, sous le règne de Ramsès XI, règne sous lequel le site fut abandonné comme lieu de sépulture royale.

Le monde sans droit des esclaves

Ce mouvement est resté exceptionnel dans le monde antique pour une raison simple : les ouvriers qui travaillent dans la vallée des Rois sont des hommes libres et non des esclaves, même s'ils peuvent dans certains cas être astreints à des corvées. Or, dans le monde gréco-romain, en dehors des paysans — et ce de moins en moins d'ailleurs dans l'Empire romain —, la force de travail est fournie par les esclaves.

Claude Mossé affirme ainsi dans *Le Travail en Grèce et à Rome* : « *Les révoltes d'esclaves, quand il y en a, ne prennent pas appui sur des revendications précises, mais traduisent de vagues aspirations égalitaires dans le meilleur des cas et le plus souvent ne sont que des révoltes de la misère ou de la faim. La grève est un phénomène inconnu du monde antique* »

La société esclavagiste ne permet en effet pas au combat des esclaves, qui constituent l'essentiel de la masse des ouvriers, de définir des revendications, de réfléchir à des perspectives et de dessiner des formes organisées. Quelles pourraient être les revendications d'un esclave dont le statut est d'être la propriété de son maître et donc d'être réduit à la condition d'un objet ? Un objet ne peut discuter avec son propriétaire. L'esclave, vendu une fois pour toute, est une propriété. Que peuvent réclamer (ou plus exactement demander) des esclaves qui ne perçoivent aucune rémunération puisque leur travail n'est pas une marchandise dont ils pourraient débattre le prix ? Ils peuvent au mieux demander docilement à être convenablement nourris et vêtus et de ne pas être battus. Mais ces demandes ne peuvent être qu'individuelles et dépendent du seul bon vouloir de leur maître dont ils sont la propriété. Cette réalité interdit tout dialogue entre les deux. Les esclaves ne peuvent envisager de présenter une liste de revendications à leur maître ni de constituer une quelconque association ou ligue. Un objet ne peut revendiquer...

Comme le détenu du Goulag

C'est en gros la situation dans laquelle se trouve au XX^e siècle le détenu du camp de concentration ou du Goulag : il n'a aucun droit, et surtout pas le droit de former avec ses camarades une association susceptible de discuter avec la direction du camp. Pour lui comme pour l'esclave de l'Antiquité, il n'existe que deux formes de protestation : la fuite ou la révolte. Lorsque l'univers stalinien et donc le Goulag commenceront à se disloquer, on verra apparaître dans les camps des grèves et des comités de grève. Mais on sera alors à mi-chemin entre la grève et la révolte, car le camp de concentration ne peut accepter de forme de représentation de ses victimes. La preuve en est que les grèves de 1953-1954 déboucheront sur la dislocation du Goulag.

Les esclaves ne peuvent donc exprimer leur protestation éventuelle que de deux façons : la fuite individuelle ou collective ou la révolte... Le refus de subir

le bon plaisir du maître ne pouvant se négocier prend d'emblée la forme de la révolte condamnée par sa nature même à l'écrasement ; jusqu'à l'effondrement de l'empire, le rapport des forces est évidemment en faveur du pouvoir en place. Les fuyards se constituent en bandes et, pour survivre, pillent. Ils sont un jour inévitablement repris et crucifiés ou pendus. Nous sommes là très loin de la grève. C'est ce que qu'exprime le nom devenu légendaire de Spartacus.

Dans l'Antiquité, au fil des années pourtant, une poussière de conflits dressent des paysans juifs du rhéteur Libanios d'Antioche, qui exigent une amélioration de leurs conditions de travail, les mineurs des mines d'argent du Laurion, au nord d'Athènes, les hilotes de Sparte contre leurs maîtres ou les gladiateurs qui ne veulent pas mourir. Mais ces arrêts de travail — si l'on peut parler sans abus de terme « d'arrêts de travail » pour les hilotes et les gladiateurs — expriment le désespoir ; ils ne peuvent déboucher sur aucune « négociation ».

La féodalité, marquée par la restriction brutale des échanges commerciaux et l'étouffement progressif de la vie économique réduite aux cadres étroits de la localité et par le dépérissement des villes, était peu propice à l'apparition de la grève. Celle des maçons construisant le palais de Charlemagne à Aix-la-Chapelle à la fin du VIII^e siècle est une exception rarissime.

Coalition interdite

Dès que les premiers bourgeois, même timides, du capitalisme font craquer la carapace de la féodalité et qu'apparaissent les premières concentrations de type préindustriel, la grève apparaît et suscite d'emblée l'anathème tant du pouvoir royal que de la bourgeoisie commerciale. Les coalitions d'ouvriers ne sont pas autorisées. Aussi, la revendication, lorsqu'elle s'exprime, débouche-t-elle le plus souvent sur la violence armée. En 1280, les ouvriers d'Ypres se dressent contre une augmentation de la durée de la journée de travail ; le bourgmestre rejetant leur protestation, ils le tuent. La même année, les drapiers de Provins s'insurgent contre la même mesure d'allongement de

la journée de travail. Aussi n'est-ce pas un hasard si cette même année les Coutumes de Beauvaisis de Philippe de Beaumanoir définissent la coalition de travailleurs comme un délit à punir d'amende et de prison. Aussi n'est-il pas étonnant, dès lors que les grèves d'alors, comme celles qui éclatent la même année chez les ouvriers d'Ypres et les drapiers de Provins protestant contre une augmentation de la durée de la journée de travail, se heurtent à un mur et tournent vite à l'émeute.

Au cours des siècles qui suivent, les conflits sont récurrents et portent en règle générale sur des questions de salaires ou de conditions de travail. Avec le développement du commerce et d'une industrie naissante se constituent les corporations par métier et, à l'intérieur d'entre elles, les ouvriers forment leur propre organisation pour se défendre contre les maîtres des corporations, le compagnonnage. Ces groupements de compagnons, qui organisent souvent des grèves (qualifiées à partir du XVI^e siècle de « trics ») contre les maîtres, sont donc une forme d'organisation ouvrière ; mais ces groupements rassemblent uniquement des ouvriers appartenant à un métier donné (boulangers, imprimeurs, charpentiers, etc.) et, en général, au niveau d'une localité. L'idée qu'il puisse y avoir des intérêts communs entre les ouvriers de différentes corporations leur est étrangère.

Pour se mettre en grève, les ouvriers doivent constituer ce que l'on appelle alors une « coalition », mot d'ailleurs utilisé comme synonyme de grève. Dès le XVI^e siècle, deux groupes d'ouvriers se distinguent par leur combativité et la fréquence de leurs grèves : les ouvriers boulangers et les ouvriers imprimeurs. Alors que les règlements de la corporation de la boulangerie imposent le contrat mensuel, ils préfèrent l'emploi à la journée qui leur permet, à l'époque, de mieux négocier leur salaire dont ils réclament fréquemment l'augmentation. Ils constituent des confréries ou des « sociétés de compagnons », ou compagnonniques, et, en cas de conflit, ils mettent certains patrons à l'index ; dans de nombreux endroits, ils déambulent armés de bâtons, avec lesquels il leur arrive de molester leur patron et les non-grévistes, et même

de dagues. Les patrons boulangers obtiennent, en 1579, une ordonnance du roi interdisant ces pratiques, mais elle dut avoir du mal à entrer dans la vie, puisque, près de deux siècles plus tard, des lettres patentes de Louis XV défendront aux ouvriers boulangers de porter des armes à feu, des épées et des bâtons... C'est donc qu'ils étaient nombreux à les porter.

Une plate-forme revendicative

Les ouvriers imprimeurs, ouvriers qualifiés, étaient mal payés, car les maîtres imprimeurs évoquaient la concurrence étrangère pour baisser au maximum le coût du travail donc les salaires. Il y avait, au XVI^e siècle, deux centres d'imprimerie, Lyon et Paris. Les ouvriers imprimeurs de Lyon étaient les mieux organisés et ils déclenchèrent de nombreuses grèves au cours du XVI^e siècle, en 1519, en 1529, en 1530, en 1539, etc. La grève de 1539 dura quatre mois. Cette dernière grève est particulièrement intéressante par les trois revendications avancées par les ouvriers imprimeurs :

1. Augmentation des salaires réduits l'année précédente par les employeurs, annulation de la baisse décidée.

2. Réduction du nombre de jours chômés. (L'Eglise multipliait les jours de fête religieuse au cours desquels, pour pouvoir rendre à dieu tous les services qu'il réclamait — ou plutôt que ses serviteurs avides imposaient — il était interdit de travailler. Ces jours chômés, bien entendu, n'étaient pas payés. En revanche, la journée de travail s'étendait du lever au coucher du soleil.)

3. La réduction du nombre d'apprentis employés par les patrons qui utilisaient le plus grand nombre possible de cette main-d'œuvre gratuite qu'ils avaient seulement à charge de nourrir.

Mais la conscience des compagnons de l'époque ne peut leur permettre d'accéder à l'idée que des intérêts communs pourraient rassembler des ouvriers de diverses corporations ; les confréries et sociétés compagnonniques ne peuvent donc, sous aucune forme, se fédérer entre elles ; il n'est alors nul besoin de règlement pour le leur interdire.

L'interdiction du "tric"

Des statuts de nombreuses corporations comportent explicitement l'interdiction de la grève et du port d'armes à feu par les ouvriers. C'est le cas par exemple du statut des imprimeurs de Paris promulgué en 1649.

La grève, ou plus exactement le « tric », comme on disait à partir du XVI^e siècle, est d'abord une réaction spontanée, inorganisée. Définissant le « tric » au milieu du XIX^e siècle, Littré écrit : « *Signal que faisaient les ouvriers imprimeurs pour quitter le travail en masse et aller boire.* » Or le mot « tric » prend vite aussi le sens d'« assemblée, réunion », cependant que le mot « coalition » va peu à peu se substituer à lui dans son premier sens jusqu'au début du XIX^e siècle, où il cédera la place au mot « grève ».

L'emploi du mot « coalition » marque une évolution significative : par lui l'acte de grève est conçu comme une action collective supposant une organisation, même temporaire. Et de fait, les ouvriers les plus combatifs (les compagnons imprimeurs de Lyon et de Paris, les garçons boulangers de Paris, les compagnons toiliers de Rouen, les compagnons papetiers d'Auvergne et du Dauphiné, les tondeurs de drap de Troyes, etc.) sont organisés en confréries qui perçoivent des cotisations et fonctionnent déjà comme des ébauches de mutuelles. Les membres de certaines confréries comme les compagnons boulangers de Paris ou les ouvriers imprimeurs de Lyon et de Paris sont ostensiblement armés. C'est que le pouvoir royal, sur la demande pressante des confréries patronales, multiplie les interdictions du droit de coalition et de grève : l'édit de Villers-Cotterêts, en 1539, supprime ainsi le droit de coalition (donc le droit de créer des confréries) dans tout le royaume. Mais son application pose quelques problèmes car cette interdiction est répétée par l'édit de Gaillon de 1571, le règlement royal de 1618... Et tous se répètent et se reprennent, répondant à la même nécessité d'empêcher ceux qui vendent leur force de travail de s'organiser et affirmant, par leur répétition même, l'impuissance du pouvoir à empêcher les coalitions de se former en réponse à des besoins étouffés, même renouvelés.

A chaque fois, les ouvriers visés par ces édits tentent de s'opposer à leur enregistrement par les autorités de leur ville. Ainsi, les ouvriers imprimeurs de Paris, en 1539, tentent de s'opposer à l'enregistrement de l'édit de Villers-Cotterêts par le prévôt de la capitale. Le Parlement leur donne d'abord raison, puis, le 28 décembre 1541, le roi fait révoquer l'arrêt du Parlement. Sa nouvelle sentence durcit encore les conditions du précédent : interdiction des « trics », interdiction des assemblées de plus de cinq personnes (donc des confréries et sociétés de compagnons), interdiction explicite des coalitions, etc. Détail amusant lorsque l'on pense à certaines formations aujourd'hui à la mode : les maîtres nourrissaient les compagnons sur leur lieu de travail. Ils étaient bien entendu soucieux de réduire au maximum ces frais d'entretien. Les ouvriers demandaient donc à être payés et se nourrir eux-mêmes. La nouvelle sentence royale ordonnait aux maîtres de « *donner raisonnablement* » de la nourriture à leur ouvriers...

De même, les ouvriers combattirent l'édit de Gaillon qui répétait l'interdiction du tric et qui instituait le certificat de travail pour tout ouvrier quittant son maître. Dans ce cas l'ouvrier ne pouvait obtenir une nouvelle embauche que sur présentation de ce certificat de travail. Le régime tsariste, dans le même genre, instituera le livret de travail pour l'ouvrier, la révolution russe le supprimera, et Staline le rétablira en 1932 ! Tout un symbole...

Les ouvriers imprimeurs continuèrent néanmoins leur combat pour obtenir l'abrogation de l'édit. Ceux de Lyon reprennent le flambeau, multiplient les procès jusqu'en 1544, date à laquelle le roi confirme son édit.

C'est ce que déclarent les compagnons imprimeurs lorsqu'ils protestent en 1571 auprès du Parlement contre l'édit de Gaillon. Reprochant à leurs employeurs de les « *opprimer et vilement asservir* », ces ouvriers, dont la journée de travail est de seize voire dix-sept heures, affirment que c'étaient ces employeurs qui « *acquièrent chaque jour de grandes et honorables richesses au prix de leur* (à eux, les ouvriers — NDA) *sueur et industrie merveilleuse, et même le plus souvent*

de leur sang ». Les maîtres répondent que pour des raisons de concurrence, ils doivent faire imprimer des ouvrages... en Suisse (la Chine de l'époque) où les salaires sont moins élevés.

La grève des canuts de Lyon, en 1744 puis en 1786, est à ce titre doublement exemplaire : la première porte sur les conditions de travail (les canuts demandent l'abrogation d'un règlement inique) ; la seconde revendique une augmentation de salaire.

De la place de Grève à la grève

C'est alors que les ouvriers qui attendent du travail prennent l'habitude de se rassembler sur la place de Grève, face à l'emplacement actuel de l'Hôtel de Ville, en attendant les offres. Bientôt, ceux qui cessent le travail pour appuyer leurs revendications prennent la même habitude. Cette double réalité successive se traduit dans le dictionnaire *Littré*, qui écrit ainsi dans son article : « *Faire grève : se tenir sur la place de Grève en attendant de l'ouvrage suivant l'habitude de plusieurs corps de métier parisiens. Par extension du sens (...), coalition d'ouvriers qui refusent de travailler tant qu'on ne leur aura pas accordé certaines conditions qu'ils réclament (...). Faire grève, se mettre en grève, abandonner les travaux en se liguant pour obtenir une augmentation de salaire* » (tome 3, p. 264).

Le premier mouvement des canuts

Si les révoltes engendrées par les famines, récurrentes jusqu'au milieu du XIX^e siècle, ne sauraient être assimilées à des grèves, le mouvement de protestation des ouvriers de la soierie, en 1744, en relève bien. Les maîtres ouvriers de Lyon avaient obtenu, en 1737, un règlement que les patrons du secteur jugèrent désavantageux pour eux. Les marchands obtinrent du roi l'étude d'un nouveau projet. Le contrôleur général demande l'envoi à Paris de trois délégués ouvriers et de trois délégués marchands pour en discuter. Les ouvriers élisent leurs trois délégués. Le

prévôt de Paris les récuse et désigne trois délégués ouvriers... conformes aux vœux des marchands. On a là un premier aspect d'une authentique lutte ouvrière : les ouvriers désignent leurs délégués et le camp du patronat tente d'imposer (et dans ce cas impose) les « jaunes » à son service. Cette députation aux ordres adopte un nouveau règlement conforme aux souhaits de marchands.

Les ouvriers de Lyon répondent le 3 août 1744, se mettent en grève contre ce nouveau règlement, décident d'imposer une amende à ceux des ouvriers qui iraient travailler. Le 4 août, le prévôt des marchands fait alors afficher un avis renouvelant l'ordonnance qui condamnait à la peine de mort quiconque participait à une assemblée jugée séditieuse. Malgré l'arrestation de cinq ouvriers dans la nuit, il y a mille grévistes le lendemain ; ils se réunirent aux portes de Paris ; les agents du guet en arrêtèrent plusieurs. Lorsque les agents du guet rentrent dans la ville avec les ouvriers arrêtés, un groupe de femmes de grévistes les attaquent à coups de pierre. Une délégation obtient la libération des grévistes arrêtés. Jean Jacques, dans sa brochure *Vie et mort des corporations, grèves et luttes sociales sous l'ancien régime*, écrit : « *Ce premier succès donna de l'audace aux grévistes. Le lendemain ils étaient pratiquement les maîtres de la ville.* » Les grévistes obtiennent du prévôt qu'il abroge le règlement abhorré. Des grévistes envahissent le domicile des marchands, dont certains prennent la poudre d'escampette. La grève dépasse ainsi le cadre d'une simple grève corporative et prend une couleur politique qui inquiète les autorités, « *complètement désesparées, selon le même, par cette subite explosion de colère du peuple lyonnais* ». Les teinturiers, les charpentiers, les crocheteurs — qui obtiendront le rétablissement de leurs anciennes prérogatives abrogées par une ordonnance de 1741 —, en effet, se sont engouffrés dans la brèche ouverte par les canuts et sont descendus avec eux dans la rue. Cette conjonction souligne aux yeux du pouvoir le danger explosif que représente la grève, ainsi passée, sans que les grévistes l'aient consciemment voulu, du plan corporatif au plan poli-

tique ; mais plus le succès est grand plus le retour du bâton sera brutal.

Le 10 août, le roi annule le règlement imposé par les marchands. Le calme revenu, le châtement s'abattra sur les grévistes. Le roi annulera, le 25 février 1745, l'arrêt du 10 août. Une Cour de justice fut instituée pour juger les grévistes, assimilés à des émeutiers, et fit surtout la chasse aux meneurs. Six ouvriers en soie et trois crocheteurs furent jugés. Un crocheteur fut condamné à la pendaison, les deux autres furent jetés en prison. Quant aux ouvriers en soie, l'un d'eux fut condamné à subir la question, puis à être pendu et étranglé ; deux autres furent envoyés aux galères, un autre fut condamné à être pendu par contumace, les deux autres aux galères.

Au début de 1786, les canuts et les chapeliers réclamèrent une augmentation de salaire pour répondre à l'augmentation du coût de la vie. Ils désignèrent une délégation, une pour les canuts, l'autre pour les chapeliers. Alors même que le prévôt refusait de recevoir les canuts, les chapeliers arrivèrent et forcèrent la porte. Le prévôt céda, accepta d'afficher l'augmentation de deux sous réclamée par les canuts. Puis, le lendemain, il reçut les chapeliers et céda à leurs revendications. Les chapeliers méfiants exigèrent que l'ordonnance soit affichée. Ainsi fut fait. Mais le premier souci des autorités sera de déchirer l'accord signé une fois le calme revenu et de décourager toute tentative de recommencer : Pierre Sauvage et deux autres « meneurs » furent arrêtés, condamnés à mort et pendus...

La loi Le Chapelier et les grèves sous la révolution

La loi Le Chapelier, votée le 14 juin 1791 à l'unanimité par les députés de l'Assemblée constituante et que les montagnards n'abrogeront pas, défend aux ouvriers et compagnons d'un métier quelconque « *de se nommer ni président, ni secrétaire, ni syndics, de tenir des registres, de prendre des délibérations (on dirait aujourd'hui des résolutions ou motions) ou arrêtés, de faire des conventions ou de former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs.* » Elle

interdit la coalition des ouvriers, c'est à dire la grève.

La guerre dans laquelle la Révolution fut entraînée en 1792 provoqua la création de grandes manufactures d'armes qui suscite un début de concentration industrielle et rassemble des milliers d'ouvriers dans des ateliers communs. Ainsi, souligne Daniel Guérin, « *nombre d'artisans indépendants furent transformés en prolétaires. Ayant la possibilité de se concerter, les travailleurs de l'Etat entrèrent en lutte pour l'amélioration de leurs salaires* » (tome II, p. 155). Jean Jaurès note, dans son *Histoire socialiste de la Révolution française*, la réticence de ces ouvriers à se mettre en grève pour défendre leurs revendications dans la situation engendrée par la guerre : « *Comme les ouvriers patriotes et révolutionnaires n'auraient pu interrompre le travail sans livrer la France et la Révolution aux hordes du despotisme, comme la Convention ne tolérait pas cela et qu'elle avait, pour s'opposer aux coalitions, le prétexte de la patrie en danger, ce n'est pas du côté de la grève, c'est vers l'Etat que se tournaient les salariés.* »

Après la déclaration de la guerre, la loi du 29 septembre 1793 prévoyait la répression des grèves. L'article 9 autorisait les municipalités en cas de besoin à réquisitionner les ouvriers et à punir de trois jours de détention les ouvriers « *qui se refuseraient sans causes légitimes à leurs travaux ordinaires* ».

Une circulaire du 1^{er} décembre 1793 alourdit l'atmosphère en condamnant explicitement les ouvriers qui « *exigent pour leurs travaux des prix excessifs* », alors qu'a été édicté un maximum des salaires. La circulaire dénonce en particulier les ouvriers « *employés à la manutention des bois et charbons* », accusés « *d'exiger un salaire excessif* ». Des ouvriers de la manufacture d'armes des ateliers des Capucins se mettent en grève. La dépréciation permanente de l'assignat tend à réduire leur pouvoir d'achat, malgré le maximum des prix arraché par les sans-culottes. Le Comité de salut public qualifie ce mouvement revendicatif de « *mouvement insurrectionnel* », puis, le 12 décembre, adopte un arrêté sévère interdisant « *toutes coalitions ou rassemblements*

d'ouvriers » et précisant : « *Le travail ne pourra être suspendu sous aucun prétexte. En aucun cas les ouvriers ne pourront s'attrouper pour porter leurs plaintes ; les attroupements qui pourraient se former seront dissipés ; les auteurs et les instigateurs seront mis en état d'arrestation et punis suivant les lois.* »

En novembre et décembre 1793, les travailleurs des manufactures de papier qui fabriquent les assignats se mettent en grève dans quatre ateliers de province pour réclamer des augmentations de salaires. Le Comité de salut public fait arrêter les meneurs de ce mouvement et de mouvements similaires. La Convention répond immédiatement au mouvement des ouvriers des manufactures de papier en édictant un décret plaçant ces manufactures sous réquisition et stipulant : « *Les coalitions entre ouvriers des différentes manufactures par écrits ou par émissaires pour provoquer la cessation du travail, seront regardées comme des atteintes à la tranquillité qui doit régner dans les ateliers* » (les émissaires sont les délégués envoyés par les ouvriers d'un atelier aux autres pour les informer de leurs décisions et les soumettre à la discussion : ils sont un embryon d'organisation collective).

Des mouvements similaires se produisent dans des ateliers de fabrication d'armes, puis dans plusieurs corporations (boulangers, ouvriers de sports de la capitale, etc.). Pour les évoquer, rien de plus clair que la proclamation lancée contre les grévistes le 5 mai 1794 par l'un des nouveaux responsables de la Commune de Paris épurée des hébertistes guillotins trois mois plus tôt, Payan. Ce dernier évoque à la fois l'ampleur de la revendication et les formes qu'elle prend : « *Les malveillants, ne pouvant priver Paris de subsistances, ont essayé d'autres moyens de contre-révolution. Ils ont répandu parmi des ouvriers employés à des objets de nécessité un esprit de révolte et d'insubordination que les lois révolutionnaires punissent de mort. Nous avons vu presque en même temps les râpeurs de tabac, les boulangers, les ouvriers employés au tirage, transport et empilage du bois flotté, exiger des citoyens qui les font travailler des prix de journée au-dessus de ceux fixés*

par la loi, former des rassemblements illégaux, menacer de ne plus continuer leur ouvrage et enfin porter la malveillance jusqu'à l'abandonner entièrement ; nous avons vu surtout les ouvriers employés sur les ports refuser absolument d'y travailler. » La bourgeoisie révolutionnaire est confrontée, il est vrai, à une menace contre-révolutionnaire mortelle aux frontières, en Vendée et dans le sud du pays.

C'est surtout chez les ouvriers des fabriques de poudre et d'armes que les revendications prennent leur tour le plus virulent. Et c'est entre autres pour y répondre que le Comité de salut public édicte le 5 thermidor (22 juillet) un nouveau maximum des salaires dont le texte a malheureusement été détruit ; mais une chose est sûre. Avant ce nouveau maximum, la pression ouvrière obtenait des salaires supérieurs au maximum fixé en septembre 1793

En avril 1794, les revendications salariales fleurissent chez les mineurs du Pas-de-Calais. Le Comité de salut public les réquisitionne. Elle gagne les journaliers agricoles qui, à la veille de la récolte des grains, se préparent dès la fin mai, ici ou là, à exiger des augmentations de salaire... Le 30 mai 1794, Barère, à la tribune de la Convention, stigmatise ceux qui « *excitent des coalitions qui troublent les travaux prochains de la récolte* », « *les contre-révolutionnaires secrets* » qui « *ont coalisé les ouvriers de plusieurs départements environnant Paris* ».

Thermidor puis la famine, qui décime les sans-culottes en 1795 et provoque les journées de Prairial, assomment les ouvriers. Sous le Directoire, on assiste néanmoins encore à quelques grèves. Ainsi, le 17 prairial an IV, éclate une grève des imprimeurs parisiens qui interdit la parution des journaux pendant deux jours. La grève part des ouvriers imprimeurs du journal *La Quotidienne*. Les grévistes exigent d'être payés « *en numéraire ou papier au cours de 1790* », c'est-à-dire lorsque l'assignat avait la même valeur que l'or, alors que depuis il s'est effondré, se réunissent, nomment un président à leurs réunions et des commissaires, forment une « *société typographique* », menacent les jaunes de publier leurs noms. La majorité des patrons de presse cèdent.

Un peu plus tard, en messidor, des ouvriers ébénistes et chapeliers exigent que leurs employeurs signent un « *marché* » (c'est-à-dire un accord) les obligeant à les payer en numéraire, et des ouvriers des carrières font grève deux jours durant pour exiger d'être payés en numéraire. Ces mouvements sont sporadiques et limités.

Napoléon I^{er} : l'interdiction

En 1802, Napoléon interdit purement et simplement la grève, et pour dompter les ouvriers introduit le livret de travail obligatoire, véritable instrument de contrôle et de surveillance des ouvriers. Le Code pénal promulgué par Napoléon en 1810 abroge la loi Le Chapelier, mais punit les associations de malfaiteurs et les associations rassemblant plus de vingt personnes, sans distinguer entre elles. Ces dernières associations tombent sous le coup de la loi, surtout si elles tiennent des réunions régulières.

En revanche, sous le règne de Napoléon déjà, apparaissent les premières sociétés de secours mutuel — encore embryonnaires — dont le but initial est seulement d'organiser l'entraide entre ouvriers d'un même corps de métier. Au début, les sociétés de secours ne prévoient pas de secours en cas de chômage, car les autorités de l'Empire, puis de la Restauration voient dans une telle mesure un encouragement à la grève. Malgré cela, les grèves se développent au début des années 1820. A la fin de 1824, les ouvriers boulangers de Lyon se mettent en grève. Le procureur général de la ville les accuse de vouloir « *constituer un compagnonnage qui pourrait fomenter des grèves et priver la ville de pain.* »

Les sociétés de secours mutuel et la grève

La Restauration maintient l'interdiction : la grève n'est pas considérée comme un élément du rapport — officiellement libre ! — entre l'employeur et l'ouvrier, mais comme un trouble à l'ordre public ; en conséquence, la grève comme acte

collectif concerté est donc absolument interdite et punie de peine de prison.

A cette époque, les ouvriers sont toujours organisés dans les sociétés de compagnons, officiellement interdites et souvent clandestines ; elles restent donc souvent des organisations purement locales et donc marquées par le particularisme. C'est pourquoi le pouvoir, tout en les interdisant, les tolère en les surveillant. Mais elles tentent parfois de se coordonner. Ainsi se tient, le 5 novembre 1821, un congrès compagnonnique qui rassemble des délégués de vingt-trois corps de métier. L'adresse au congrès des tanneurs et corroyeurs de Paris, qui n'ont pas pu y assister, affirme la nécessité « *d'une réconciliation générale de tous les corps d'Etat (c'est-à-dire de métier) (...) qui fasse régner l'accord parfait entre nous, qui est le seul moyen de nous rendre respectables et imposants envers nos ennemis communs.* »

Le développement du capitalisme multipliant leur nombre, les concentrant dans des fabriques aux dimensions parfois énormes, les travailleurs sont de plus en plus poussés quasi mécaniquement à se rassembler et à s'organiser dans le but, conscient ou non, de résister à la surexploitation sauvage qui frappe hommes, femmes et enfants.

Ainsi, en France, dès la Restauration (1815-1830) voit-on apparaître dans tous les métiers des caisses de secours mutuel, premier embryon d'organisation, qu'au début le patronat encourage lorsqu'il y voit une assurance contre les « troubles » provoqués par la misère. Mais cette bienveillance épisodique cesse vite. Ainsi, le préfet de Marseille, en 1825, refuse aux ouvriers boulangers de la ville le droit de créer une caisse de secours mutuel, car ces ouvriers boulangers se sont déjà mis en grève plusieurs fois et le préfet craint que la caisse de secours ne les renforce dans cette manie dangereuse.

A partir de 1825, les grèves s'étendent sporadiquement jusqu'à la fin de 1826. En général locales et de courte durée, elles prennent vite un caractère violent (bris de machines ou luddisme, affrontements violents avec la police ou la gendarmerie). Les grévistes sont déférés en justice. En 1826, année record, 224 grévistes passent

devant les tribunaux, 62 sont acquittés, les autres écopent de peines de prison de un à trois mois, sauf les « chefs ou moteurs » (meneurs) que la loi prévoit de punir de deux à cinq ans de prison.

Mais la grève exige une forme d'organisation collective, et le mouvement vers la constitution d'organisations permettant aux ouvriers de se défendre est dès lors irréversible, bien que ni la grève ni la constitution de toute forme d'organisation ne soient toujours pas autorisées. L'une des décisions les plus significatives en ce sens est la création, en 1828, par les canuts lyonnais de l'association apparemment philanthropique, dite *le Devoir Mutuel*, société secrète bien entendu, puisque les autorités interdisent toute forme d'organisation des exploités. Ce n'est pas un hasard si trois ans plus tard éclatera dans la soierie lyonnaise la grève qui débouchera sur l'insurrection des canuts.

A cette date, l'action ouvrière spécifique et indépendante est encore un phénomène rare. La classe ouvrière ne constitue pas encore une force politique indépendante ; elle n'a pas encore la conscience de former une classe particulière ayant ses propres intérêts distincts de ceux de la bourgeoisie. Politiquement, elle n'est encore que l'aile gauche de la bourgeoisie républicaine et constitue la force de frappe ou d'appoint de cette dernière lorsqu'elle s'affronte à la monarchie. La grève n'est encore, pour l'essentiel, qu'une réaction locale à une situation locale ou aux problèmes de ravitaillement, puisque la France connaîtra encore des famines jusqu'aux années 1846-1848. La grève prendra son essor en même temps que la conscience chez les ouvriers d'être une classe ayant des intérêts distincts de ceux de la bourgeoisie. Elle posera comme condition nécessaire la constitution d'une organisation spécifique de la classe ouvrière lui permettant de se regrouper à cette fin. La bourgeoisie, consciente que la grève et l'organisation qui peut permettre de la conduire sont deux facteurs étroitement liés, tentera au maximum de dissocier les deux. L'autorisation de la grève promulguée en 1864 précédera de vingt ans l'autorisation de créer des syndicats.

Jean-Jacques Marie

Publication

“Pierre Bourdieu ou l’héritage républicain récusé”

Un livre de Michel Eliard

**(Presse Universitaire du Mirail, 2014,
204 pages (avec l’index). Prix : 20 euros.**

“Pierre Bourdieu ou l’héritage républicain récusé”

Beau travail que Michel Eliard nous donne à lire avec ce nouvel ouvrage. Michel Eliard, qui ne cache pas son accord profond avec le marxisme dont la méthode l’inspire en permanence, a été bien évidemment, en tant que sociologue, confronté, durant sa carrière universitaire, à la domination si longtemps incontestée de la pensée bourdieusienne. Tant qu’il a vécu, Pierre Bourdieu n’est-il pas passé pour un homme de gauche, contestataire du pouvoir et des pouvoirs en place, critique acéré des médias, défricheur de nouvelles terres en matière d’analyse de la société, plume agile et acérée, abondante, souvent difficile, mais lourde d’un sens jugé multiple et nouveau et qu’on pensait éminemment progressiste ?

Telle était l’image de Commandeur à laquelle se mesurer semblait une entreprise vouée à l’échec. Ne serait-ce qu’envisager la démarche n’était pas évident. N’allait-on pas « désespérer », sinon « Billancourt », symbole prolétarien marqué par le poids du stalinisme et désormais quelque peu obsolète, mais au moins tous ces étudiants, tous ces professeurs, tous ces intellectuels réputés de gauche, souvent brillants, qui considéraient la parole bourdieusienne comme une sorte d’oracle, hors de portée de toute critique ? Et pourtant !

Une citation révélatrice

On trouve en page 31 du livre de Michel Eliard une citation révélatrice de la démarche de Pierre Bourdieu. Ce dernier écrit : « *La théorie de la révolution qu’a proposée Marx prenait pour point d’application la Révolution française, si bien que tous les marxistes de tous les pays ont été amenés à se demander pourquoi ils n’avaient pas eu une Révolution française.* »

Je trouve cette phrase étrange. D’une part, je ne comprends pas en quoi Marx a considéré la Révolution française comme « point d’application de sa théorie ». Si

point d’application il y a eu, ce sont les révolutions de 1848. On voit mal comment une révolution déjà faite peut avoir un « point d’application » ou alors c’est par métaphore pour les révolutions à venir. Mais précisément, sont-elles à venir, ou sont-elles pure utopie ?

Tout se passe comme si Pierre Bourdieu considérait la révolution française de 1789 comme totalement atypique, véritablement sans intérêt. Au fond, cela ne reviendrait-il pas à dire qu’il n’y a pas de théorie de révolutions à venir, car la révolution elle-même serait un concept fumeux, en tout cas tel que Marx l’a forgé ?

« *L’imposition du paradigme marxiste de la révolution a surtout fait surgir une foule d’écrits absolument sans intérêt à mes yeux.* »

La Révolution-épisode

Allons plus loin : cette absence de Révolution française dans leur propre pays qui hanterait les marxistes étrangers à la France souligne le fait que cette révolution n’en est peut-être pas une puisqu’aussi bien, la Grande-Bretagne considérée par Pierre Bourdieu comme n’ayant pas eu de révolution (assertion historiquement erronée comme Michel Eliard le souligne en note) a été, elle, le berceau de la « révolution industrielle » (1).

Ces pages de Michel Eliard sont à lire très attentivement. Il cite un passage d’un cours de Bourdieu au Collège de France « *sur l’Etat* » qui souligne le fait que pour le conférencier, ce qui est déterminant, ce ne sont pas les rapports sociaux de production impliqués par la propriété privée capitaliste des moyens de production mais des relations dominés/dominants dont la nature n’est pas claire, car on se demande si on est en régime féodal ou en régime capitaliste, ou encore en un régime initialement présocialiste, qui, limité à des

(1) Ne serait-elle pas la seule vraie révolution qui vaille pour Pierre Bourdieu ? On peut se le demander...

frontières économiquement très étroites, dans un contexte d'arriération démesurée, a monstrueusement dégénéré.

Cette confusion est révélatrice d'une incertitude méthodologique qui surprend de la part d'un penseur aussi informé que Pierre Bourdieu. D'où aussi, ces sautes d'une période à l'autre, école et ordres transcendant les régimes sociaux, survivant aux révolutions, s'adaptant aux nouvelles conditions sociales, et perdurant comme des institutions sociales échappant aux changements de société.

Bourdieu écrit en effet, non sans une ironie assez appuyée à l'égard des Lumières et des révolutionnaires : « *L'ascension lumineuse de la raison et l'épopée libératrice couronnée par la Révolution française qu'exalte la vision jacobine a un envers obscur, à savoir la montée progressive des détenteurs du capital culturel, et en particulier des robins qui, des canonistes médiévaux jusqu'aux avocats et aux professeurs du XIX^e siècle ou aussi aux technocrates contemporains, sont parvenus à la faveur notamment de la Révolution, simple épisode dans une longue lutte continue* (2), à prendre la place de l'ancienne noblesse pour s'instituer en noblesse d'Etat. »

La Révolution française inutile ?

Le lecteur s'étonne à vrai dire qu'un esprit aussi subtil que celui de Pierre Bourdieu professe une idée aussi vulgaire sur l'inutilité de la Révolution française, pont aux ânes de toute la réaction anti-révolutionnaire.

Qu'il ait écrit : « *J'ai publié La Noblesse d'Etat en 1989 pour faire voir que la Révolution française sur l'essentiel n'avait rien changé* », est au premier abord assez stupéfiant, mais le livre de Michel Eliard, qui analyse avec précision cette pensée souvent dissimulée derrière des circonlocutions absconses pour en mettre à jour le vrai contenu, permet de comprendre que cette position totalement dévalorisante (3) à l'égard de ce que Goethe, aux lendemains de Valmy, considérait comme un tournant majeur pour l'humanité, est une position de fond du sociologue.

Au fond, pour Pierre Bourdieu, on peut se demander si les révolutions en général

sont utiles. Certes, il n'a jamais écrit qu'elles étaient inutiles, me semble-t-il, en tout cas, Michel Eliard, qui a lu et relu les ouvrages, articles, interviews de Bourdieu, ne le signale pas, à ma connaissance, mais ne peut-on s'autoriser à dire par une hypothèse reliée à ses écrits et déclarations, que cette idée de l'inutilité des révolutions est une clé secrète de sa pensée ? En effet, les révolutions sociales ne se contentent-elles pas de ne bouleverser que les rapports sociaux de production ? « La belle affaire ! », semble suggérer Pierre Bourdieu.

Renverser la féodalité, abolir les privilèges, supprimer le servage, proclamer les droits de l'homme et du citoyen, cela serait donc dépourvu d'intérêt ? Entendons-nous bien ; ce n'est pas une critique faite au nom de la nouvelle classe qui va surgir en masse avec l'industrialisation comme classe opprimée par les nouveaux rapports sociaux de production (propriété privée des moyens de production) que développe Pierre Bourdieu, comme Marx et Engels ont pu le faire. Non, en dépit des apparences, ce n'est pas à l'émancipation de cette classe de producteurs salariés à laquelle Pierre Bourdieu entend contribuer. La révolution du prolétariat est une utopie ; ses objectifs généreux ne sont pas atteignables.

Des tours de passe-passe pour justifier l'injustifiable

Il fallait donc à ce sociologue faire oublier le rapport essentiel entre bourgeoisie et prolétariat que le capital génère pour lui substituer celui du « capital culturel » et de la « violence symbolique ». La révolution prolétarienne n'est plus l'horizon nécessaire de l'humanité pour continuer à être ; ce qui compte, c'est la petite monnaie de ce qui nous est présenté comme des réformes « progressistes ». Michel Eliard cite des textes programmant littéralement une destruction de la transmission du savoir ; celui du Centre de sociologie européen (pp. 72-73) est un concentré de ces propositions. La convergence de ce texte de 1968 avec le livre *Les Héritiers*

(2) C'est l'auteur de cet article, Pierre Roy, qui souligne.

(3) Seuls les grands juristes de la noblesse de robe, futurs girondins, échappent au dénigrement bourdieusien (Michel Eliard, page 103).

paru quelques années auparavant est frappante. Oui, Pierre Bourdieu, force est de le constater, fut un des artisans de la destruction de l'école publique. D'ailleurs il escamote la notion de *laïcité* tout au long de son œuvre.

On y trouve en effet des orientations que le CNPF et Edgar Faure développeront (Eliard, p. 73) vis-à-vis de l'école publique (ou plutôt du « système scolaire », car « école publique » est un mot absent du vocabulaire de Bourdieu, pour qui, répétons-le, il n'y a pas de loi Debré, pas d'enseignement confessionnel distinct du public, etc.). Quelles orientations sont développées déjà par le livre-culte *Les Héritiers* ? On y lit ces phrases stupéfiantes citées et commentées par Michel Eliard (pp. 44-45) : « *C'est ainsi que les mécanismes qui assurent l'élimination des enfants des classes inférieures et moyennes agiraient presque aussi efficacement (mais plus discrètement) dans le cas où une politique systématique de bourses ou d'allocations d'études rendrait formellement égaux devant l'École les sujets de toutes les classes sociales (...). Bref, l'efficacité des facteurs sociaux est telle que l'égalisation des moyens économiques pourrait être réalisée sans que le système universitaire cesse pour autant de consacrer les inégalités par la transformation du privilège social en don ou en mérite individuel. Mieux, l'égalité formelle des chances étant réalisée, l'École pourrait mettre toutes les apparences de la légitimité au service de la légitimation des privilèges.* »

On a là un fil rouge de la pensée bourdieusienne en matière scolaire, qu'il faut suivre dans l'analyse serrée qu'en fait Michel Eliard (pp. 57-62). *La Reproduction* est un autre livre-clé de la pensée de Pierre Bourdieu en la matière, livre que Michel Eliard caractérise comme un véritable « procès de l'école républicaine » et ce qu'il démontre de façon imparable (cf. pp. 63 à 93). Développées en pleine grève générale de 1968, ces orientations sont au cœur des propositions que, vingt ans plus tard, Pierre Bourdieu développera sans son *Rapport du Collège de France* (Eliard, pp. 114-115-116). On y lit, parmi les neuf principes du *Rapport* de 1985, sous le titre : « *La multiplication des chances* » :

« *Il faudrait (que) les titres scolaires soient pris en compte pour une durée limitée et jamais de manière exclusive, c'est-à-dire comme une information parmi d'autres.* »

Et sous le titre « *L'unité dans et par le pluralisme* : « *Parmi les conditions nécessaires pour assurer l'autonomie la plus importante est sans doute celle d'un budget global qui pourrait être assuré par une pluralité des sources de financement : subventions de l'Etat, des régions, des municipalités, de fondations privées, contrats avec l'Etat ou les entreprises publiques ou privées, et peut-être même participation financière des étudiants ou des anciens élèves (...). L'autonomie devrait être aussi entière en matière de création d'enseignement, de collation des grades et de régulation des flux d'étudiants.* »

Frappante identité de vues avec Valérie Péresse ! On retrouve ces perspectives dans les propositions faites par le Centre de sociologie européenne. En voici quelques-unes : « *Suppression des examens traditionnels remplacés par du contrôle continu chaque fois que c'est possible ; dépossession des titres scolaires de leur fonction de critère exclusif de la compétence ; mise en place de nouvelles techniques pédagogiques ; suppression des concours, en particulier de l'agrégation* », etc. Leur continuité prouve qu'il ne s'agit pas là de positions de circonstance mais bien d'un point de vue fondamental. Ne croirait-on pas lire la feuille de route d'un Chatel, ou d'un Peillon ou de l'un de leurs prédécesseurs, toutes tendances politiques dominantes confondues ?

Une démarche intellectuelle *sui generis* ?

Autre aspect troublant de la démarche de Pierre Bourdieu, au plan philosophique cette fois. Ainsi, cette révocation du « fondement » qu'il salue chez Pascal veut-elle dire qu'il ne se préoccupe pas de ce qui légitime le savoir ? Mais « savoir », n'est-ce pas une démarche intellectuelle complète qui, en matière d'analyse sociale, procède d'un fondement bien précis, à savoir une société de classes à un moment donné de son histoire ? Les rapports sociaux de production sont-ils ou non fondateurs d'une méthode qui oblige à *distin-*

guer une « société d'ordres » (féodale), liée à une forme précise de propriété de la terre, et la « société de classes » que produit le capitalisme ?

L'antagonisme bourgeoisie-prolétaires n'est pas un antagonisme parmi d'autres, c'est le produit de rapports sociaux de production, décelables certes sous l'Ancien Régime, mais restés embryonnaires, subordonnés à la société d'ordres et qui ne pouvaient se développer parce que les forces productives elles-mêmes étaient dans l'incapacité de fonctionner au mieux de leur efficacité.

Etonnant bilan d'une pensée naguère et encore aujourd'hui portée au pinacle

On s'étonne avec Michel Eliard qu'une aussi belle machine intellectuelle, embrasant un aussi vaste savoir, nourrie de tant de lectures d'une aussi grande variété, ait abouti, tout bien pesé, à des conclusions pratiques aussi conformes aux besoins de la classe dominante en crise. Quant aux apports spéculatifs, pour autant qu'on puisse en dissocier l'approche des éléments concrets qu'on vient d'évoquer, on peut s'interroger. Il ne faut pas se le cacher, et Michel Eliard ne le dissimule pas, lui qui a travaillé avec et pour Pierre Bourdieu, il y a quelque chose de pathétique dans cette impasse bourdieusienne.

Mais il y a dans le cas de Bourdieu un double constat aggravant à faire, à la lumière si précieuse de ce qu'écrit Michel Eliard : premier constat, ce penseur « iconoclaste » fut un loyal serviteur en dernière analyse des institutions de la V^e République en matière scolaire ; le deuxième constat, c'est cette référence obstinée à des penseurs de l'échec et-ou de l'absurde comme Blaise Pascal et Franz Kafka. Traitant de ce qu'il appelle la « connaissance par corps », qui occupe la quatrième partie des *Méditations pascaliennes*, Pierre Bourdieu conclut le sous-chapitre « *Habitus et incorporation* » par une référence à *La Colonie pénitentiaire*, nouvelle de Kafka. Ce dernier raconte que l'on inscrit sur le corps du transgresseur toutes les lettres de la loi qu'il a trans-

gressée. Bourdieu évoque « *la mnémotechnique cruelle à laquelle les groupes ont souvent recours pour naturaliser (4) l'arbitraire et — autre intuition kafkaïenne (ou pascalienne) — lui conférer ainsi la nécessité absurde et insondable qui se dissimule, sans au-delà, derrière les institutions les plus sacrées* ».

Cette incorporation n'est-elle pas une forme de résignation devant l'intangibilité d'une société vouée à la perpétuation des inégalités et des injustices et que seules des actions à la marge, sur les médias par exemple, peuvent rendre supportable ? Vision foncièrement pessimiste qui dément et ramène au ras de la terre toute tentative d'envol comme celui auquel nous appelent les vers fameux « *Le vent se lève / Il faut tenter de vivre* » du *Cimetière marin* de Valéry.

L'œuvre de Bourdieu ne laisse-t-elle pas sur l'impression d'un immense chantier ouvert et savamment quadrillé par des « champs », censés démontrer la structure et le fonctionnement de l'espace social, mais sans portée pratique progressive et donc théoriquement insatisfaisants ? En tout cas, pour ma part, c'est ce que je retiens du livre de Michel Eliard qui met tout cela en lumière, avec bien d'autres choses, au terme d'une analyse serrée de l'œuvre de Bourdieu.

On est — et dans ce « on » j'en globe Michel Eliard qui me semble l'être aussi — comme désappointé qu'une intelligence aussi vive, qui brille indiscutablement dans nombre de ses aperçus ou échappées (critique du personnalisme, réintroduction de la dimension historique des sciences sociales, approche des arts et d'artistes, etc.), soit en dernière analyse comme frappée d'impuissance à rendre compte exactement du réel pour aider à le transformer.

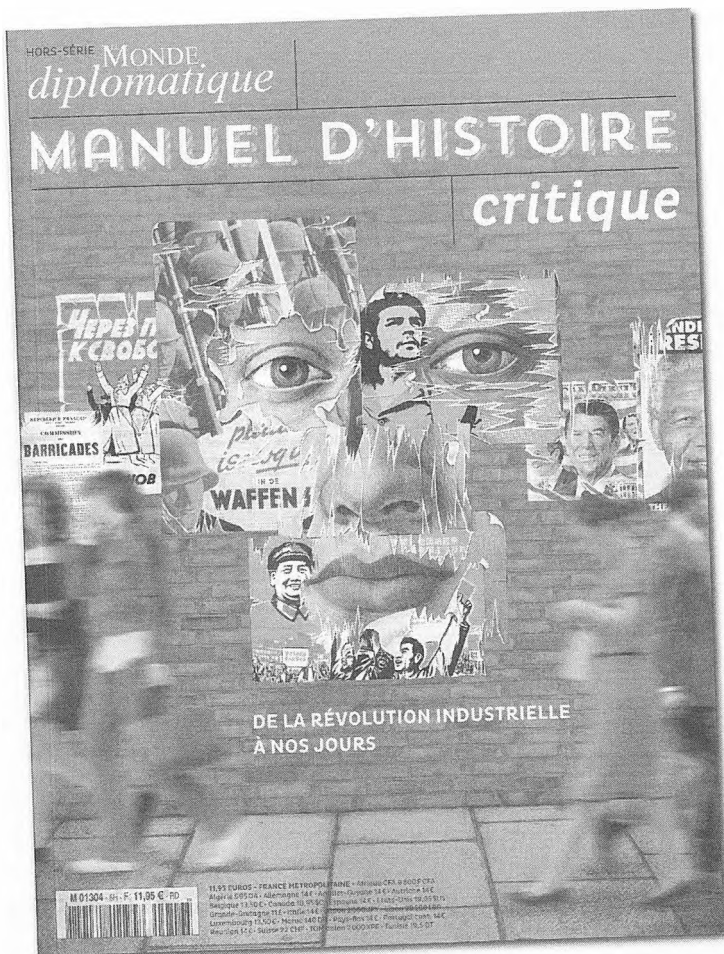
C'est en quelque sorte le constat d'un échec navrant d'une pensée brillante, de cette brillance d'une pierre d'agate multicolore et séduisante à l'œil, capable de chatoyer de façon fascinante, mais dépourvue d'une vraie portée pratique pour aller de l'avant.

Pierre Roy

(4) Pour faire de l'arbitraire social une loi naturelle.

A propos du manuel d'histoire édité par *Le Monde diplomatique*

Un "manuel critique"...
bien dans l'air du temps



Un "manuel critique" ... bien dans l'air du temps

Un manuel critique est toujours le bienvenu. L'histoire n'est pas plus neutre, en effet, aujourd'hui qu'hier, et les manuels récents distillent au moins autant de propagande et d'idéologie que le « *petit Lavisse* » et le *Malet-Isaac* réunis, à cette différence — de taille — qu'ils n'offrent plus l'antidote de savoirs denses, précis et bien structurés. Cet « *antimanuel* », comme le définit l'article de présentation, marque-t-il une rupture et remet-il vraiment « *l'histoire à l'endroit* » (1) ?

Un "antimanuel" ?

L'ouvrage est, à vrai dire, de conception très classique. Les chapitres se composent essentiellement de synthèses, de mises au point ou d'approfondissements, illustrés de documents commentés qu'il appartiendra au professeur de questionner. Il n'est encombré d'aucun dossier documentaire induisant les conclusions à en tirer. Chaque chapitre s'ouvre sur la réfutation d'une « *idée reçue* » (le mythe de l'Union sacrée dans les tranchées, les « *effets positifs* » de la colonisation ou encore l'idée suivant laquelle l'Europe devrait sa liberté aux Etats-Unis...). Les pages qui suivent actualisent ou contestent (de manière parfois discutable) des thèses, des concepts ou des termes traditionnellement

admis dans les manuels. L'approche se veut donc résolument critique.

Les auteurs s'appuient sur des constats que tout professeur d'histoire est en mesure de partager. En premier lieu : « *l'architecture déroutante* » (2) des programmes de lycée. Au mépris de toute chronologie et de toute causalité logique, la Seconde Guerre mondiale, classée avec Verdun, la crise de Cuba et le 11 Septembre, dans le thème « *la guerre au XX^e siècle* », est traitée avant le nazisme arbitrairement amalgamé, lui, avec le fascisme et le stalinisme, dans « *le siècle des totalitarismes* ». Quant à Vichy et à la Résistance, ils apparaissent en dernière partie dans un thème intitulé « *les Français et la République* ». On voudrait rendre l'histoire illisible que l'on ne s'y prendrait pas autrement.

La seconde critique vise le caractère « *désincarné* » des contenus. Les acteurs s'effacent, en effet, au bénéfice d'« *abstractions* » rarement innocentes (« *la France* », « *les Français* », « *la société* », « *l'opinion* »...), négligeant les « *jeux d'influence* », les « *résistances* » et les « *interactions* », manière consensuelle de désigner le rôle des hommes, la politique, l'opposition des idées, les conflits d'inté-

(1) Benoît Bréville, *Pour remettre l'histoire à l'endroit*, *Le Monde diplomatique*, septembre 2014.

(2) *Idem*.

rêt et, plus généralement, la lutte des classes.

Dans l'éditorial qui introduit l'ouvrage, Serge Halimi (3) souligne, à juste titre, la partialité et les visées idéologiques des manuels en usage. Les millions de victimes des réquisitions agricoles des années 1920 et 1930 sont ainsi imputés à Lénine et à Staline, tandis que la responsabilité indéniable de Churchill dans la famine qui causa, en 1943, la mort de trois millions de Bengalis n'est jamais mentionnée. Que l'on traite « *sur un ton consensuel et froid* » des révolutions et du totalitarisme pour encourager « *le compromis modéré, l'ordre tiède et le fédéralisme européen* » ou que l'on exalte les héros d'antan, l'Union sacrée et les « *missions civilisatrices* » pour resserrer la cohésion nationale, « *les mutineries et les barricades de la lutte sociale* » sont condamnées dans tous les cas de figure. En conclusion, Serge Halimi cite des historiens opposés aux « *lois mémorielles* » et aux intrusions politiques et judiciaires dans l'appréciation des événements du passé : « *L'histoire n'est pas l'esclave de l'actualité. L'historien n'a pas pour rôle d'exalter ou de condamner, il explique* », conclusion à laquelle nous ne pouvons, bien évidemment, que souscrire. Mais l'ouvrage tient-il ses promesses ?

D'utiles mises au point...

Soucieux de traiter l'histoire « *à parts égales* », « *en accordant autant d'importance aux vaincus qu'aux vainqueurs* » (4), les auteurs récusent les critiques des « *historiens de garde* » (5) suivant lesquelles les nouveaux programmes seraient insuffisamment centrés sur le passé national. Une place conséquente est donc accordée à la colonisation, à l'impérialisme (bien que le mot apparaisse rarement, « *Nord* » lui étant manifestement préféré) et, plus généralement, aux peuples extra-européens. La conquête et l'exploitation des colonies sont traitées sans fard. Plusieurs dossiers sont consacrés aux « *révoltes prémonitoires* » (6) des années 1920, aux guerres d'indépendance (Indochine, Algérie) (7), puis — même si

l'on peut être réservé là encore quant au choix des mots — à la mainmise du « *Nord* » sur le « *tiers-monde* », sur le « *Sud* », en dépit de la « *décolonisation* ». Le « *non-alignement* » (8) est ramené à sa juste mesure. La domination économique, le rôle dévastateur du FMI sont clairement exposés.

On peut également marquer d'une pierre blanche une critique sévère du concept de totalitarisme (9) dont la fonction idéologique est utilement rappelée. L'auteur épingle notamment François Furet, « *homologue* » français d'Ernst Nolte, dont la pensée est ainsi résumée : « *Le volontarisme transformateur pousse à la limitation des libertés, à la violence et donc à la mécanique totalitaire.* » Commentant les nouveaux programmes, l'auteur ajoute : « *Depuis 2011, il est demandé aux lycéens français d'étudier l'Italie fasciste, l'Allemagne nazie et l'Union soviétique dans un seul et même chapitre, baptisé "Le siècle des totalitarismes". Une telle présentation efface les différences entre ces trois idéologies ; elle néglige la nature du nazisme, dont la quête d'un "espace vital" pour l'Allemagne implique une volonté raciste d'extermination des "sous-hommes" : juifs, tziganes, slaves...* » Les trois dictatures sont donc ici traitées dans des chapitres différents, ce qui tranche avec l'amalgame pratiqué dans les manuels officiels. Le soutien des classes dirigeantes à Mussolini et à Hitler est clairement souligné (10). En revanche, le

(3) Serge Halimi, *Aucun dogme, aucun alibi, pas de tabou, Manuel d'histoire critique*, pp. 6 et 7.

(4) *Le Monde diplomatique*, numéro cité.

(5) William Blanc, Aurore Chéry, Christophe Naudin, *Les Historiens de garde. De Lorant Deutsch à Patrick Buisson, la résurgence du roman national* – Inculce essai – 2013.

(6) Alain Gresh, « *Les révoltes prémonitoires dans les colonies* », *Manuel d'histoire critique*, pp. 46-47.

(7) Alain Ruscio, « *Le bourbier indochinois* », *ibidem*, p. 118. « *En Algérie, une guerre de cent ans contre la colonisation* », *ibidem*, pp. 122-125.

(8) Françoise Feugas, « *De la conférence de Bandoung au mouvement des non-alignés* », *ibidem*, pp. 126-127. « *Le Nord conserve sa mainmise sur le tiers-monde* », *ibidem*, pp. 130-131.

(9) Benoît Bréville, « *Idée reçue : tous les totalitarismes se valent* », *ibidem*, pp. 82-83.

(10) Lionel Richard, « *Idée reçue : la crise de 1929 a porté Hitler au pouvoir* », *ibidem*, pp. 50-51. « *Les origines patronales du fascisme italien* », *ibidem*, pp. 58-59.

« *socialisme soviétique* » est présenté comme la « *dégénérescence* » d'une révolution survenue « *dans un pays peu avancé* » en butte à « *l'hostilité du monde occidental* » (11).

D'autres bonnes pages méritent encore d'être relevées. Les « *rivalités impériales* » dont la « *logique mortifère* » a conduit à la Première Guerre mondiale (12) sont abordées (« *logiques d'intérêts* », rivalités coloniales, oppositions dans les Balkans), ce qui, il faut bien le dire, n'est plus guère à la mode. Les exécutions pour l'exemple et les mutineries sont resituées dans une « *conflictualité plus large* » (13) incluant les grèves ouvrières et les soviets.

Sous le titre « *Partage avorté de la Palestine* » (14), la question israélo-palestinienne est correctement posée. Les événements sont minutieusement relatés. Aucun voile n'est jeté sur « *l'extension frénétique* » d'Israël ni sur la *Nakba*.

... mais des discontinuités significatives

La lutte des classes et le mouvement ouvrier sont sans aucun doute les meilleurs baromètres de la coloration idéologique d'un manuel et le moins que l'on puisse dire est qu'ils ne jouissent pas du même traitement. Le ton est donné par le chapitre sur le « *monde ouvrier* » (15) (au XIX^e siècle) : « *La plupart des intellectuels ont aujourd'hui cessé de voir dans les "ouvriers" (les guillemets sont de l'auteur) des forces émancipatrices.* » Il y est fait état de « *résistances* », de « *conflits* », de « *modes de protestation* », mais jamais de *grèves*. Le chapitre sur l'entre-deux-guerres mentionne une « *grève générale* » insurrectionnelle dans les Asturies (16) en 1934, mais le profond mouvement qui secoue la France un an et demi plus tard n'est que l'addition de « *12 000 grèves dont 900 avec occupation d'usines ou de magasins* » (17) ! De Mai 68 ne sera ensuite retenue que la « *contestation d'ouvriers et d'étudiants [qui] descendent dans la rue à partir du mois de mai* » (18). Les dix millions de grévistes ont manifestement échappé à l'auteur... et à ses commanditaires.

Quant au *mouvement ouvrier*, il est pour ainsi dire inexistant... sauf en Allemagne entre 1875 et 1919. Le chapitre intitulé « *Les réformistes contre les révolutionnaires* » (19), indéniablement l'un des meilleurs de l'ouvrage, retrace l'évolution du mouvement ouvrier allemand, de la naissance du Parti social-démocrate à l'écrasement des spartakistes. Les débats internes au parti, ses grandes figures (Marx, Kautsky, Bernstein, Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, dont le vote contre le renouvellement des crédits de guerre est rappelé), la scission de l'USPD, sont correctement abordés. Il y a là tout ce qu'il était possible de dire en trois petites colonnes.

Se pose néanmoins un problème de cohérence : le « *socialisme marxiste* » est cité sans qu'il ait jamais été question en amont de Marx ni du socialisme. Le mouvement ouvrier (mentionné sans plus de précision dans le chapitre sur la Commune) (20) est le grand absent de l'histoire du XIX^e siècle. On ne trouve dans cet « *antimanuel* » aucune trace du chartisme, ni de l'Association internationale des travailleurs, ni des trade-unions, ni de la Confédération générale du travail, ni des courants du socialisme français, ni de leur unification en 1905, sans parler du syndicalisme américain... Au XX^e siècle, il est bien question de Lénine et des bolcheviks à propos de la révolution russe (21), du PC et de la SFIO dans la France de 1936 (22) et même du

(11) Dominique Vidal, « *Idée reçue : le communisme, on a vu ce que ça a donné* », *ibidem*, pp. 98-99.

(12) Jean-Arnaud Derens, « *L'attentat de Sarajevo, une explication commode* », *ibidem*, pp. 34-35.

(13) André Loez, « *Mutineries, désertions et désobéissance* », *ibidem*, pp. 38-39.

(14) Isabelle Auran, « *Partage avorté de la Palestine* », *ibidem*, pp. 116-117.

(15) François Jarrige, « *Le monde ouvrier entre misère et résistances* », *ibidem*, pp. 16-17.

(16) Dominique Vidal, « *En Espagne, de la révolution sociale à la guerre civile* », *ibidem*, pp. 68-69.

(17) Lionel Richard, « *Le Front populaire entérine de grandes conquêtes ouvrières* », *ibidem*, pp. 60-61.

(18) Michelle Zancarini-Fournel, « *68, année hérétique* », *ibidem*, pp. 142-143.

(19) Jean-Numa Decange, « *En Allemagne, les réformistes contre les révolutionnaires* », *ibidem*, pp. 24-25.

(20) Eric Fournier, « *La "ville libre" de Paris au temps de la Commune* », *ibidem*, pp. 22-23.

(21) Marc Ferro, « *Dix armées étrangères contre la révolution russe* », *ibidem*, p. 40.

(22) Voir note 17.

POUM, des anarchistes et — qui l'eût cru — des trotskistes en Espagne (23), mais rien n'est jamais défini. Le caractère de classe de ces partis ou organisations, leur histoire, leurs orientations sont totalement occultés.

Quant aux « *syndicats* » (dont les sigles ne sont jamais mentionnés), la manière dont ils sont évoqués est proprement consternante. En France, leur autorisation est annoncée, sans plus de précision, page 16, mais il ne sera jamais question de la loi Waldeck-Rousseau et il faut attendre la page 61 pour qu'ils jaillissent de leur boîte le temps de signer les accords Matignon. Il faut sauter, enfin, à la page 141 pour que le sigle CGT apparaisse, au détour d'un chapitre sur le combat des femmes, sur une affiche éditée en 1975 par la confédération (24) ! Aux Etats-Unis, on apprend, dans le chapitre sur le New Deal (25), qu'ils sont autorisés par les lois de 1933 et 1935. L'ignorance assignée aux élèves finit malheureusement par contaminer certains des auteurs eux-mêmes. L'AFL-CIO fait l'objet, dans un autre chapitre, de la bourde classique : on lui prête 10 millions d'adhérents en 1945... à une époque où elle n'existait pas (26) ! Voici quelques décennies, tout élève de terminale qui voulait bien ouvrir son manuel savait que le *Congress for Industrial Organizations* s'était séparé de l'*American Federation of Labor* en 1938. La réunification n'aura lieu qu'en ... 1955.

Le mouvement ouvrier n'est pas la seule victime de cette lecture sélective. Le traitement de la « *grande dépression* » révèle, à l'égard des programmes officiels, un conformisme que l'on n'attendait pas d'un « *antimanuel* » édité par *Le Monde diplomatique*. Les quelques passages qui lui sont consacrés (un bref paragraphe à propos de la montée du nazisme, une ligne dans le chapitre sur le Front populaire, cinq en introduction au *New Deal*) sont proprement indignes. La crise ne fait l'objet d'aucun chapitre particulier. Au risque de tomber sous le coup de l'accusation commode de « *nostalgie* », il est bon de rappeler, à titre de comparaison, que le manuel publié en 1988 sous la direction de Jacques Marseille (27), peu suspect, lui, d'« *antilibéralisme* », lui

consacrait quinze pages. Les causes et les mécanismes de cette crise y étaient, textes, cartes et graphiques à l'appui, étudiés de manière précise.

Le contenu du « *manuel critique* » est ici à la mesure du sérieux accordé à l'événement. On apprend avec quelque stupeur que « *le krach de Wall Street déclenche une dépression économique* » (28), ce qui revient à prendre l'effet pour la cause : c'est évidemment le krach qui résulte d'un arrêt de la croissance industrielle combiné à une spéculation financière effrénée, les mesures de renchérissement du crédit, prises en août 1929, faisant le reste, et non l'inverse. Il est permis de s'étonner que les auteurs d'un ouvrage qui fustige par ailleurs la « *financiarisation* » de l'économie (29) et « *l'austérité orchestrée par le "talon de fer" d'organismes non élus* » (30) (troïka, FMI) ne montrent pas davantage le souci de préparer les futurs citoyens à la compréhension du fonctionnement de l'économie capitaliste.

Une occultation de l'histoire politique

A la discontinuité entre les chapitres, à des béances parfois consternantes, s'ajoute une impasse à peu près systématique sur l'histoire politique : ni partis, ni débats, ni institutions, ni faits précis... En 1830, Charles X donne un « *coup de boutoir contre la charte de 1814 et la liberté de la presse* » (31), mais on ne saura rien du contenu précis de ses ordonnances. Il « *se heurte à une insurrection populaire* » dont on ne connaîtra jamais le déroulement si ce n'est que « *les barricades se multiplient* », que le drapeau tricolore est

(23) Voir note 16.

(24) Mona Chollet, « *Les femmes s'invitent en politique* », *ibidem*, pp. 140-141.

(25) Lionel Richard, « *New Deal pour le peuple américain* », *ibidem*, pp. 56-57.

(26) Roger Martelli, « *En 1945, une trompeuse symétrie entre les deux grands* », *ibidem*, p. 86.

(27) Jacques Marseille (dir.), — Histoire 1^{re} Nathan, 1988.

(28) Voir note 25.

(29) Arnaud Zacharie, « *Naissance de l'économie de spéculation* », *ibidem*, pp. 158-159.

(30) Paul Vannier, « *Idée reçue : l'austérité est le seul remède à la crise* », *ibidem*, pp. 162-163.

(31) Emmanuel Fureix, « *1830, l'Europe en révolution* », *ibidem*, p. 18.

ressuscité et que Louis-Philippe devient roi des Français, le tout noyé dans le flot des révolutions qui touchent différents pays européens. « *Utopies et hétérodoxies sociales et religieuses prolifèrent, nous dit-on, sur ce terreau fécond.* » Lesquelles ? Mystère.

On ne saura rien non plus, du gouvernement provisoire né de la révolution de février 1848, résumée en trois lignes noyées dans une double page sur le « *printemps des peuples* » (32). Pas un mot des contradictions sociales qui surgissent dès la chute de Louis-Philippe, des élections d'avril ni des ateliers nationaux. Les journées de juin sont un exemple de « *radicalisation sanglante* » dont on ne connaîtra ni les causes précises, ni le déroulement, ni les acteurs. Elles se résument à un affrontement, parmi « *les défenseurs de la révolution* », entre deux « *conceptions de la république* ». L'abstraction gomme ainsi l'irruption de la classe ouvrière en tant que telle sur le terrain politique.

D'une manière générale, les hommes sont les grands absents. Louis-Philippe est évoqué par allusion. Louis Blanc, Lamartine, Blanqui, ne sont même pas cités. La contre-révolution est tout aussi... « *désincarnée* » : pas un mot de Cavaignac, de Thiers, de Falloux ni de Louis-Napoléon Bonaparte.

L'évitement manifeste de l'histoire politique — très exactement des institutions et des faits politiques — trouve ici sa source dans un mépris désormais bien ancré de « *l'événementiel* ». Ce « *manuel critique* » saute à pieds joints par-dessus la monarchie de juillet, le second Empire, la vie politique et les partis dans les différents pays, la guerre civile américaine, l'unité italienne, l'unité allemande et la guerre de 1870. On passe sans transition, de la répression du « *printemps des peuples* » à la Commune de Paris, puis de cette dernière à la guerre de 1914-1418. Sans doute l'évolution politique des différents pays relève-t-elle d'un « *encyclopédisme* » désuet ! Pour ne prendre que l'exemple de la III^e République, elle n'est abordée, par un effet de zoom, que sous l'angle de la « *financiarisation* » de la presse et de la « *privatisation* » de la censure (33). Il est fait allusion à l'affaire

Dreyfus et au scandale de Panama, mais le manuel n'en dit rien. La lente démocratisation des institutions, l'amendement Wallon, les lois laïques, la loi Waldeck-Rousseau, celle de 1901 sur les associations, la séparation des Eglises et de l'Etat sont ainsi passés sous silence, sans doute parce qu'ils contredisent la « *problématique* » suggérée en conclusion du chapitre sur la Commune : « *La république proclamée le 4 septembre 1870 ne sera ni démocratique ni sociale* » (34). A croire que rien n'a évolué entre Mac Mahon et Poincaré. Est-il besoin d'ajouter que le mot laïcité ne figure nulle part...

Les républiques suivantes sont à peine mieux mieux traitées. Les « *gouvernements de la IV^e* » puis le coup d'Etat de 1958 font l'objet de brèves allusions dans les pages consacrées à la guerre d'Algérie (35). On aurait pu s'attendre, là encore, dans un « *antimanuel* » édité par *Le Monde diplomatique*, à une étude critique des institutions de la V^e. Elles ne sont même pas mentionnées. L'histoire de la France des soixante dernières années est abordée essentiellement sous l'angle des évolutions économiques, techniques, sociales et sociétales.

On ne peut invoquer le refus d'un franco-centrisme de mauvais aloi. Ce qui vaut pour la France, vaut malheureusement pour tous les pays. Les États-Unis ne sont abordés que sous l'angle de l'économie puis des relations internationales. Du Royaume-Uni : pas une ligne. De l'Autriche et de la Tchécoslovaquie, citée comme proies de Hitler, au détour d'un paragraphe sur le pacte germano-soviétique, rien. Le cours sur l'URSS de l'entre-deux-guerres saute directement de la fin de la guerre civile à la collectivisation (36), « *imposée par Staline* », seul dirigeant cité. Les aspects politiques, l'existence même du Parti bolchevique, la lutte de l'Opposition contre la montée de la bureaucratie passent à la trappe. A croire qu'après avoir vaincu les

(32) Sylvie Aprile, « *En 1848, le "printemps des peuples"* », *ibidem*, pp. 20-21.

(33) Dominique Pinsolle, « *Comment la censure fut privatisée* », *ibidem*, pp. 26-27.

(34) Voir note 20.

(35) Voir note 7.

(36) Lionel Richard, « *Staline, la collectivisation forcée et le développement industriel* », *ibidem*, pp. 62-63.

Blancs, Trotsky a coulé une retraite bien méritée, que Zinoviev, Kamenev et Boukharine sont d'illustres inconnus et que les procès de Moscou n'ont jamais eu lieu. Il faut attendre 1956, pour que la politique reprenne — à grands traits ! — ses droits à l'Est (rapport Khrouchtchev, « *mouvements critiques* » en Pologne et en Hongrie, interventions militaires à Budapest puis en Tchécoslovaquie, *perestroïka*, chute du mur de Berlin...) (37). Encore ces points sont-ils mentionnés dans le cadre du « *délitement du bloc soviétique* ».

Sous le titre « *Les alliances noires* » (38), le pacte germano-soviétique est traité, en revanche, de manière relativement détaillée, mais l'ouvrage montre ici une étrange complaisance. Le rapprochement de l'URSS avec les nazis serait dû à la politique « *d'apaisement* », aux accords de Munich, à la « *non-intervention* » en Espagne et aux attermolements des Occidentaux auxquels Staline propose, en vain, « *un pacte de sécurité collective qui protégerait la Pologne, la Roumanie et les pays baltes* ». L'auteur remonte même au soutien de la France à Bucarest et à Varsovie contre la Russie soviétique au lendemain de la Première Guerre mondiale, soutien dont le souvenir aurait nourri la méfiance du « *petit père des peuples* ».

Or si ces éléments ont pu précipiter la décision soviétique, ils ne rendent pas compte d'un rapprochement envisagé par Staline dès 1934. Devant le XVII^e Congrès, en effet, ce dernier affirme, concernant l'Allemagne, que « *le fascisme n'entre pas en ligne de compte* ». Il en veut pour preuve l'exemple de l'Italie fasciste qui entretient « *les meilleures relations avec l'URSS* ». A cette date, les initiatives restent toutefois discrètes, un tel rapprochement étant encore impensable tant dans le parti, même stalinisé, que dans l'Internationale communiste. En février 1935, Staline dépêche discrètement auprès de Hjalmar Schacht, ministre de l'Économie du Reich, l'attaché commercial de l'ambassade soviétique, David Kandelaki (membre en réalité de son secrétariat privé) (39). Sans succès. De nouveaux contacts, établis en 1936 puis en 1937, ne

donnent pas plus de résultats. Lors du XVIII^e Congrès du PCUS, en mars 1939, Staline se fait plus insistant : l'antifascisme militant est publiquement abandonné ; les démocraties occidentales sont accusées de chercher à « *provoquer artificiellement un conflit entre l'Allemagne et l'URSS* »... Le revirement de Hitler s'explique, certes par le souci d'éviter une guerre sur deux fronts, mais aussi par l'extermination des cadres du Parti bolchevique qui marque, à ses yeux, l'amorce d'une rupture avec « *la brumeuse idéologie marxiste* » (40). Cet autre élément d'explication, pourtant décisif, est totalement absent, nous l'avons vu, de l'ouvrage. Il est quelque peu étonnant qu'un « *manuel critique* » qui annonce rien moins que des révélations sur les conditions « *souvent ignorées* » « *dans lesquelles l'URSS en est arrivée à prendre la décision de traiter avec les nazis* », n'avance que les explications fournies, déjà, par... le bon vieux Malet-Isaac de 1953 (41) ! Encore celui-ci précisait-il que « *Staline avait fait les premières ouvertures* ». Le plus « *critique* » n'est pas toujours celui qu'on croit !

La «problématisation» contre “l'encyclopédisme” ?

Ni l'énormité des programmes, ni les contraintes de place (deux pages par thème, illustrations comprises), ni la multiplicité et la diversité des auteurs (quarante-huit), ni même un économisme latent, ne suffisent à expliquer de telles impasses et de telles discontinuités. Outre les prédilections d'universitaires, de journalistes et de professeurs d'histoire et de géographie spécialistes d'une période

(37) Roger Martelli, « *Le lent délitement du bloc soviétique* », *ibidem*, pp. 110-111.

(38) « *Les alliances noires* » est le titre du chapitre. Le pacte germano-soviétique est traité dans une double page intitulée : « *Août 1939, les Soviétiques pactisent avec les nazis* », *ibidem*, pp. 70-71. Auteur : Dominique Vidal.

(39) Staline effacera les traces en faisant fusiller Kandelaki.

(40) Notes de Martin Bormann citées par *Historama*, hors série n° 20.

(41) Cours Malet-Isaac, *Histoire contemporaine 1852-1939*, Classes terminales. Hachette, 1953.

voire d'une question, et, sans doute, des orientations imprimées par les commanditaires, on peut observer des choix d'ordre didactique. Les chapitres, centrés sur des thèmes, se veulent synthétiques et s'ordonnent autour de problématiques (« *Les idées libérales ont-elles façonné le XIX^e siècle ?* », « *Est-il plus pertinent de parler de "révolution industrielle" ou de "révolution industrielle" ?* », la signification de la Commune, les origines du fascisme, « *Comment penser la mondialisation ?*... »).

La démarche peut se révéler fructueuse si elle s'appuie sur des savoirs factuels suffisants et sur une connaissance de l'histoire autorisant les mises en perspective nécessaires. Elle présente néanmoins, même bien menée, un inconvénient majeur : les données factuelles ne sont mentionnées que dans la mesure où elles permettent de répondre à la question posée ou d'étayer la démonstration, au prix parfois d'un certain nombre d'impasses voire d'incohérences. La manière dont est traitée la Seconde Guerre mondiale mérite, à cet égard, qu'on s'y arrête.

Lui sont consacrés quatre sous-chapitres dont les titres résument les problématiques.

Dans le premier, « *Il y a plusieurs secondes guerres mondiales* » (42), l'auteur souligne, faits à l'appui, les caractéristiques de chacune de ces « guerres » en Europe : guerre « traditionnelle » de conquête à l'Ouest ; guerre d'extermination à l'Est. Le suivant, « *L'impérialisme nippon enflamme le Pacifique* » (43), décrit une guerre atroce guidée par « les prétentions impérialistes de Tokyo ». Un autre s'intitule : « *En France à l'heure de Vichy* » (44). Le dernier s'intéresse exclusivement à « *la solution définitive du problème juif* » (45). Les faits essentiels y sont rapportés... dans la mesure où la problématique le requiert. Centré sur les caractéristiques de la guerre, le premier sous-chapitre traite ainsi la guerre à l'Ouest en un court paragraphe qui fait allusion à la « *répression implacable de toutes les formes de résistance afin de permettre l'occupation et l'exploitation les plus efficaces possibles* ». Le nombre des victimes

souligne la barbarie des bombardements qui ont frappé le Royaume-Uni. Et c'est tout !

Les deux pages consacrées à Vichy commencent ainsi : « *Ecrasés par la défaite, les Français, dans leur majorité, sont pétainistes en juin 1940.* »

La défaite ? Mais laquelle ? L'impasse est totale sur la « *drôle de guerre* », sur la campagne de France et sur la bataille d'Angleterre ! La ligne Maginot, les Ardennes, Dunkerque, l'armistice, sombrent dans les oubliettes de l'histoire ! Ne parlons pas de la guerre de Finlande ni de Mers el-Kébir ! Quant à la Résistance, elle se résume, en onze lignes d'une étroite colonne, à la création du Conseil national de la Résistance et à la « *multiplication des maquis* ».

Il en va des hommes comme des événements. Jean Moulin est cité à l'occasion de la création du CNR, de Gaulle comme source de l'un des « *deux mythes qui ont successivement tenu lieu d'histoire* », Laval à l'occasion de son « *retour au pouvoir* » en avril 1942 (sans que le lecteur sache qu'il y avait participé dès 1940 ni en quelle qualité !), Eisenhower, non pour les opérations qu'il a conduites, mais comme auteur d'une déclaration élogieuse pour la Résistance.

Le cas de Churchill mérite le détour. Le Premier ministre britannique figure, sans qu'il y soit le moins du monde question des accords de Yalta, dans une double page (46) réfutant « *l'idée reçue* » suivant laquelle « *l'Europe doit sa liberté aux Etats-Unis* », sur un montage détournant la célèbre photo des « *trois Grands* » derrière lesquels, « *pour revisiter l'histoire en intégrant des personnages de la culture populaire dans les images qui ont construit notre mémoire collective* », l'artiste Agan Harahap a ajouté... le Darth Vader de Star Wars !

Il faudra attendre une question-problème sur les origines de la guerre

(42) Dominique Vidal, « *Il y a plusieurs "secondes guerres mondiales"* », *Manuel d'histoire critique*, pp. 72-73.

(43) Dominique Vidal, *ibidem*, pp. 74-75.

(44) Dominique Vidal, *ibidem*, pp. 76-77.

(45) Dominique Vidal, *ibidem*, pp. 78-79.

(46) Serge Halimi, *ibidem*, pp. 66-67. On notera que cette double page se situe, dans le manuel, avant la Seconde Guerre mondiale.

froide (47) pour que Churchill refasse une apparition comme père de l'expression « *rideau de fer* ».

La guerre se déroule ainsi sans chefs d'Etat ni de gouvernement, Roosevelt ayant, à l'exception de ce photomontage, disparu depuis le New Deal, Mussolini et Hirohito n'étant jamais cités, et... sans généraux. Exit Gamelin, Rommel et Yamamoto ! On peut récuser le culte des « *grands hommes* ». De là à les gommer de l'histoire...

De telles aberrations trouvent leur origine dans un glissement de la didactique vers l'idéologie. Il y a beau temps, en effet, que, sous la pression de l'idéologie pédagogique de la « gauche » qui oppose arbitrairement la « *problématisation* », méthode d'*apprentissage* réputée intelligente, à « *l'encyclopédisme* » c'est-à-dire à la transmission cohérente et ordonnée des *connaissances* et au « *plan à tiroirs* » supposé idiot, cette question a quitté le simple — et légitime — terrain du débat pédagogique. De la convocation des hommes et des faits selon les besoins d'une problématique, on est passé à l'expulsion à peu près systématique des « *trois idoles de la tribu des historiens : l'idole politique, l'idole individuelle et l'idole chronologique* » jadis dénoncées par le sociologue François Simiand (48) puis frappées d'alignement par l'école des *Annales*. Cette évolution, qui a tué l'histoire à

l'école primaire dans les années 1970, rattrape aujourd'hui le lycée. Les institutions et la vie politiques font l'objet d'un véritable évitement, la biographie et le récit événementiel sont pour ainsi dire prohibés, la chronologie devient de plus en plus approximative... On peut mesurer ici les ravages du dévoiement de ce qui fut jadis, *pour la recherche*, une avancée considérable.

Bien sûr, nous dira-t-on, dans le cas de cet « *antimanuel* », ce qui n'est pas cité est supposé connu. Si comme le laisse entendre précisément cette expression, l'ouvrage s'adresse bien à des lycéens et non aux lecteurs du *Monde diplomatique* ou — au mieux — aux seuls enseignants, on voit mal, l'école primaire ne s'étant jamais relevée de la « *pédagogie de l'éveil* » et les programmes de collège enjambant les siècles à marche forcée, à quel moment de leur scolarité les élèves de première et de terminale auraient acquis les savoirs factuels sans lesquels il n'est pas d'analyse critique possible, sans lesquels l'histoire risque de virer au prêchi-prêcha et à l'endoctrinement. Et à y regarder de près, cet « *antimanuel* » nous semble décidément dans l'air du temps et beaucoup moins éloigné de l'esprit des actuels programmes que sa publicité ne veut bien le laisser croire.

Rémy Janneau,
le 11 octobre 2014

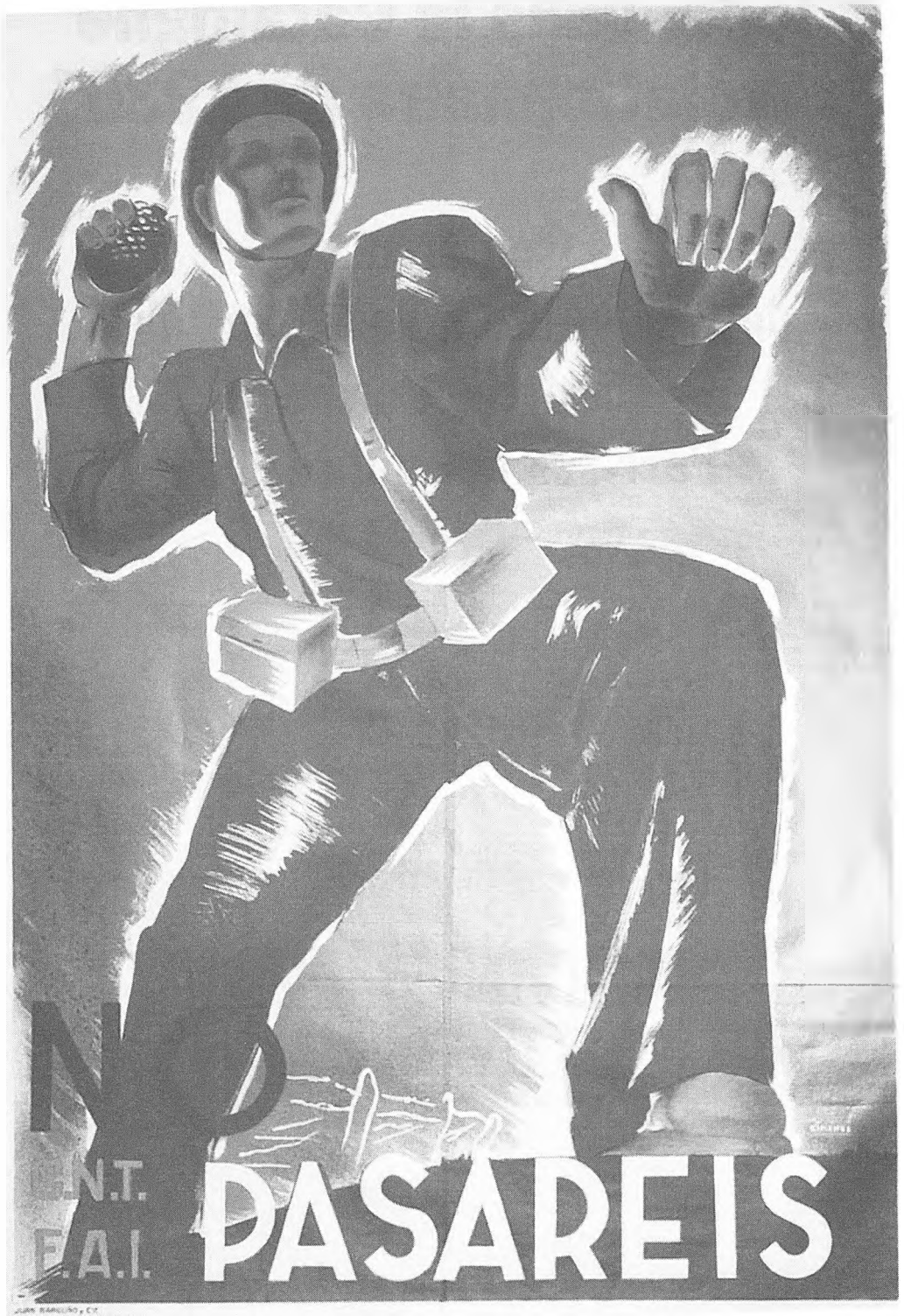
(47) Roger Martelli, « *Qui a provoqué la guerre froide ?* », *ibidem*, pp. 88-89.

(48) François Simiand, « *Méthode historique et science sociale - Revue de synthèse historique* », 1903. Cité par Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia, *Les Courants historiques en France*, Armand Colin, 1999.

“Pouvoir réel et pouvoir légal dans la Catalogne révolutionnaire de 1936”

Conférence
de Josep Antoni Pozo González
au lycée Carnot,
Paris, 22 novembre 2014





“Pouvoir réel et pouvoir légal dans la Catalogne révolutionnaire de 1936”

Conférence
de Josep Antoni Pozo González
au lycée Carnot,
Paris, 22 novembre 2014

Comme vous le savez certainement, la révolution espagnole de 1936 a engendré une très large bibliographie, qui, encore aujourd’hui, continue à grandir. Cependant, malgré toute cette immense production bibliographique, en fait sont peu nombreux les travaux qui abordent spécifiquement la question de la révolution, de ses mécanismes et du processus qui a conduit à sa défaite. Naturellement, il y a une très grande littérature politique sur le sujet, mais, en général, les historiens qui se sont lancés dans cette incursion spécifique ne sont pas très nombreux.

Il faut ajouter de plus que, si nous laissons de côté l’historiographie franquiste qui justifie le soulèvement militaire contre la République, et pour qui la révolution espagnole se réduit à une succession continue de vols, pillages et assassinats, les quelques études qui abordent ce sujet avec une certaine ampleur le font à partir de la présentation de ce qui est arrivé lors de l’été 1936 comme une lutte entre le fascisme et la démocratie. Comme une guerre civile dans laquelle le peuple espagnol n’était intéressé que par la victoire contre

les généraux fascistes pour rétablir l’autorité du gouvernement légitime et rien de plus. Une lutte qui, dans cette perspective, se situerait dans le contexte européen des années 1930, caractérisées par la dynamique fascisme-antifascisme.

Je ne vais pas aborder dans le cadre de cette conférence les causes politiques et historiographiques qui expliquent cette manière de poser la question, parce que cela me prendrait un temps que nous n’avons pas. Disons simplement, même au risque de simplifier à l’excès, que les travaux de très nombreux historiens, dans ces dernières vingt-cinq années, démontrent à partir d’une vision locale une réalité très distincte.

Une réalité qui va bien au-delà de la simple lutte contre les militaires soulevés et qui révèle l’existence d’une authentique révolution sociale, une révolution ouvrière qui a éclaté comme réaction au soulèvement militaire, et qui, en même temps qu’elle le combattait, s’est mise à résoudre les problèmes historiques que traînait la société espagnole depuis de nombreux siècles.

Une authentique révolution ouvrière en réaction au soulèvement militaire

Actuellement, presque personne ne peut discuter sérieusement qu'en juillet 1936, la réaction populaire contre le coup d'Etat mis en œuvre par une partie de l'armée s'est transformée en un puissant mouvement offensif qui s'est dirigé non seulement contre les responsables directs de la conspiration militaire, mais que, de plus, il a mis la mire sur tous les secteurs sociaux considérés coupables d'encourager, soutenir ou couvrir le coup d'Etat. C'est-à-dire que c'est la bourgeoisie qui a été visée, l'oligarchie des grands propriétaires terriens, l'Eglise, en plus naturellement des secteurs politiques qui leur étaient liés et, en général, tous ces individus qui se sont placés pour une raison ou une autre sur le terrain des « puissants », s'y sont impliqués et leur ont manifesté leur appui. D'où il s'ensuit que les mesures adoptées contre les insurgés se sont combinées, de manière presque naturelle et sans qu'il y ait le moindre plan préconçu, avec d'autres de caractère révolutionnaire qui cherchaient à attaquer les bases sociales et économiques du fascisme, « l'extirper », comme on disait dans le langage politique de l'époque. Assurément, on peut trouver contradictoire l'adoption de mesures réalisées au nom de la défense de la République, mais qui, cependant, remettaient en cause les fondements sur lesquels celle-ci s'était constituée. En fait, ce que reflète cette apparente contradiction, c'est que la lutte pour la défense de la République menacée a été utilisée par les masses qui sont descendues dans la rue pour « régler » quelques-unes des questions non résolues pendant la période antérieure.

Il est important de bien prendre en compte cette considération, parce que, autrement, il est impossible de comprendre ce qui est arrivé par la suite : l'assaut donné à la propriété privée dans ses différentes variantes, c'est-à-dire l'occupation d'usines et des grands ateliers, l'occupation de terres, la confiscation de propriétés, le contrôle ouvrier, les collectivisations, etc. Et dans une large mesure aussi l'assaut donné au pouvoir politique, au moins à la base de la pyramide de l'appareil politico-administratif de l'Etat.

Comme on le sait, cette révolution a créé ses propres organes : les comités révolutionnaires qui se sont constitués sur toute la zone restée sous le contrôle théorique du gouvernement de la République ; c'était, d'un côté, l'expression de la méfiance sur le fait que les autorités républicaines — maires, gouverneurs civils, etc. — puissent entreprendre la lutte contre les insurgés jusqu'à ses ultimes conséquences ; d'un autre côté, il faut y voir la volonté des millions d'ouvriers et de paysans de prendre entre leurs mains la direction de la lutte contre le fascisme. Ces comités révolutionnaires, apparus d'abord pour faire face au soulèvement militaire et à la faction civile qui pouvait le soutenir, ont pris en charge dans les premières heures dans les villages et les villes des tâches de contrôle et de surveillance ; dans le même mouvement, ils se mettraient à exécuter ensuite, et jusqu'à leur dissolution, toute une série de fonctions réservées aux autorités légales, qui de ce fait furent reléguées à un rôle secondaire, quand elles ne furent pas directement annulées.

Pouvoir légal et pouvoir réel

De la même manière, je pense qu'il existait des éléments plus que suffisants pour pouvoir affirmer que lors de l'été 1936 se sont configurés dans la zone républicaine, et au milieu d'une révolution sociale, deux pouvoirs clairement définis, d'origine différente et qui représentaient des choses différentes : d'un côté, le pouvoir légal représenté par le gouvernement de la République, par le gouvernement autonome catalan, que les événements révolutionnaires ont profondément secoués au point qu'ils en ont perdu une bonne partie de leurs attributions ; et, de l'autre côté, un pouvoir réel, c'est-à-dire celui qui, dans la plus grande partie des cas, prenait réellement les décisions, pouvoir réel représenté par les différents pouvoirs révolutionnaires locaux. Ces pouvoirs révolutionnaires locaux, même s'ils n'ont pas dirigé leur action contre les pouvoirs légaux de manière directe, en fait, dans la pratique, finiraient par les remplacer, totalement ou partiellement selon les cas. Cette tendance a suivi une règle générale : en particulier au niveau inférieur de l'appareil politico-administratif de l'Etat, c'est-à-dire les municipalités et gouverne-

ments civils, la représentation du pouvoir légal a été remplacée par le pouvoir révolutionnaire ; et cela a été fait lorsque ce pouvoir légal est apparu comme un obstacle pour organiser la lutte contre le fascisme ou bien s'est opposé à l'adoption de mesures révolutionnaires qui pouvaient faciliter cette lutte.

La dualité de pouvoirs a été une réalité que l'on peut difficilement mettre en doute. Il est vrai que certains historiens refusent l'utilisation de l'expression « dualité de pouvoirs » pour définir la situation que nous avons décrite. En général, ils sont d'accord avec ceux qui se refusent à dire qu'a existé une révolution ouvrière, mais en s'appuyant sur des arguments différents. Pour ma part, je peux juste ajouter que j'utilise ce terme parce que je pense qu'il n'en existe pas d'autres qui définissent mieux ce qui s'est passé en Catalogne, en particulier du mois de juillet à octobre 1936.

C'est justement par la combinaison de divers facteurs qu'en Catalogne cette révolution est allée le plus loin et a été le plus près de la prise du pouvoir, et par conséquent de triompher pleinement. Mais c'est également en Catalogne qu'a commencé en premier le processus de liquidation du pouvoir révolutionnaire, et c'est là que la CNT a brisé pour la première fois le dogme anarchiste de non-participation au gouvernement quel qu'il soit, en s'intégrant dans un gouvernement qui proposait comme objectif immédiat d'en finir avec les comités révolutionnaires.

Le Comité central des milices antifascistes (CCMA) de Barcelone

De quelle manière s'est constitué ce pouvoir révolutionnaire et de quelle manière il a été liquidé, c'est cela qui est expliqué en substance dans le livre que nous présentons aujourd'hui. Dans le cadre de cette conférence, je vais essayer de résumer les clés politiques de ce processus, à partir de l'exemple du comité qui, sans nul doute, a eu le plus de renom et de présence politique, c'est-à-dire le Comité central des milices antifascistes créé à Barcelone quelques heures après que les militaires qui s'étaient soulevés eurent été vaincus dans

les rues de la ville et que le chef de la conspiration en Catalogne, le général Goded, eut été arrêté.

Pour quiconque ne serait pas très familiarisé avec l'existence et le développement du Comité central des milices, nous dirons en premier lieu que sa naissance a été le résultat d'un accord entre les organisations qui avait constitué le Front populaire en Catalogne, la CNT et le gouvernement de la Généralité lui-même. Le président de la Généralité lui-même, Lluís Companys, a participé aux réunions qui ont eu lieu avec les différentes organisations pour constituer une sorte de comité de liaison qui puisse rassembler tous ceux qui combattaient le coup d'Etat. Si l'on regarde la presse de l'époque, les informations qui parlent de sa création, on peut même croire qu'il s'agit d'un organisme auxiliaire du gouvernement catalan, constitué pour collaborer avec lui dans des circonstances exceptionnelles. Sans le moindre doute, c'était bien l'intention de Companys et de son parti, la Gauche républicaine de Catalogne (Esquerra Republicana de Catalunya), lorsqu'il a participé à sa création, mais le résultat a été tout à fait différent. Le résultat a été qu'en conséquence de la poussée révolutionnaire des masses, ce comité a évolué très rapidement et s'est transformé en corps différencié du pouvoir légal — malgré tous les liens qu'il pouvait avoir avec ce pouvoir légal et dont il tirait profit.

Ainsi, il s'éloignait progressivement du rôle d'organisme paragouvernemental, qui était la fonction que certains de ses participants voulaient lui réserver, et se confirmait dans les premiers jours comme autorité révolutionnaire ; plus tard, et au milieu des pressions d'origines différentes, il prendrait un chemin qui le conduirait ailleurs.

Les forces politiques en présence dans le CCMA

Pour comprendre le caractère contradictoire de sa constitution et son évolution ultérieure, il faut prendre en considération les circonstances dans lesquelles il s'est créé : l'éclosion des organisations ouvrières à partir des journées de juillet, en particulier de la CNT, a changé totalement le paysage politique. Le gouvernement de la Généralité, constitué fondamentalement par des

représentants de la Gauche républicaine de Catalogne, avait été dépassé par les événements, par rapport auxquels il était en complet décalage à ce moment-là. Ceux qui contrôlaient les rues avec des miliciens armés, ceux qui avaient pris d'assaut les casernes et ceux qui avaient pris possession des ressorts les plus importants de la ville, c'étaient les organisations ouvrières. Le gouvernement de la Généralité leur a été complètement soumis. La CNT se trouvait soudain occupant une place pratiquement hégémonique dont elle ne sut que faire. Moins de deux mois avant, l'organisation avait tenu un congrès confédéral à Saragosse, où elle avait approuvé la devise du « communisme libertaire », la formule idéologique avec laquelle elle se proposait de franchir le passage entre la société capitaliste et la société sans classe. A ce moment où la CNT était pratiquement maîtresse de la ville, de nombreux militants et cadres du syndicat ont considéré qu'était arrivé le moment de rendre réel ce qui avait été approuvé au congrès de Saragosse.

Mais, d'une part, la CNT n'avait aucun programme de conquête du pouvoir, et, d'autre part, parmi ses dirigeants, il n'y avait pas non plus d'unanimité. D'un côté, le groupe formé par Frederica Montseny, Abad de Santillán y Mariano Rodríguez Vázquez, ce dernier secrétaire de la CNT catalane, se sont opposés à toute perspective de prise du pouvoir et ont défendu avec fermeté ce que bientôt on appela la « collaboration antifasciste », c'est-à-dire la collaboration avec les autres organisations afin de maintenir le gouvernement de la Généralité et limiter les objectifs du mouvement qui s'était déclenché après le triomphe contre les militaires soulevés. De l'autre côté, le groupe de Garcia Oliver — avec Aurelio Fernandez et Asens —, qui représentaient la CNT au Comité central des milices, se sont montrés partisans « *d'aller jusqu'au bout* », selon la formule qu'ils ont utilisée ; cependant, ils n'ont pas su élaborer une alternative à la précédente et se sont contentés finalement de lutter pour maintenir l'autonomie de cet organisme, le Comité central des milices, par rapport au gouvernement de la Généralité. Garcia Oliver a défendu l'existence du Comité central des milices comme étant un

pouvoir révolutionnaire autonome par rapport au gouvernement, mais tout en défendant la continuité de ce même gouvernement. Cette position conduisait inévitablement à une impasse à brève échéance, parce que ce n'était pas viable de maintenir une situation selon laquelle ceux qui voulaient gouverner, le gouvernement de la Généralité, ne le pouvaient pas, et ceux qui pouvaient le faire, le Comité central des milices, ne le voulaient pas.

De son côté, le Parti ouvrier d'unification marxiste, le POUM, s'était présenté devant les masses comme un parti révolutionnaire de type bolchevique, et il affirmait que pour que la révolution triomphe, il fallait que la classe ouvrière prenne le pouvoir ; cependant, il a eu une position de doute par rapport au Comité central des milices et au gouvernement de la Généralité lui-même. Bien que cela puisse paraître étrange, ce qui est sûr, c'est que ce parti, qui, à la différence de la CNT, disposait bien d'une préparation théorique par rapport au problème du pouvoir, n'a considéré à aucun moment la possibilité de lancer une quelconque initiative tendant à ce que le Comité central des milices devienne effectivement le seul pouvoir existant en Catalogne. Il défendait l'existence du Comité central des milices comme autorité révolutionnaire et, bien sûr, ils n'ont pas été d'accord pour soumettre cette autorité à celle du gouvernement de la Généralité ; mais la propagande en faveur d'un « gouvernement ouvrier » avec laquelle le journal de ce parti, *La Batalla* (« La Bataille ») a fait de l'agitation pendant tout le mois d'août ressemblait davantage à une formulation propagandiste « classiste » qu'à une proposition de rupture avec l'Etat bourgeois. De toute façon, le mot d'ordre devait être abandonné en septembre, lorsque ce parti, le POUM, décida de participer à la constitution d'un gouvernement « antifasciste ».

D'autres forces présentes au Comité central des milices ont eu un positionnement plus homogène et ont parfaitement perçu les possibilités de développement de cet organisme, et ont essayé d'agir en conséquence. C'est le cas de tous les partis qui devaient constituer le PSUC — le parti stalinien catalan —, qui, bientôt, prit l'initiative de faire en sorte que l'autorité du Comité central des milices n'entre pas en

conflit avec l'existence du gouvernement de la Généralité. Dans cette tâche, ils ont disposé du soutien des partis républicains — Gauche républicaine de Catalogne et Action catalane républicaine, partis qui représentaient la petite et moyenne bourgeoisie nationaliste et républicaine — et de l'Unió de Rabassaires — un syndicat de petits propriétaires agricoles qui avaient eu traditionnellement des rapports fraternels avec la Gauche républicaine de Catalogne. Toutes ces organisations, ensemble avec l'Union générale des travailleurs catalane, l'UGT, dont la direction était passée un mois auparavant aux mains des hommes qui devaient former le PSUC, n'avaient aucun intérêt à approfondir le pouvoir du Comité central des milices, tout au contraire. Elles considéraient que ce n'était nullement le moment de faire une quelconque révolution et que ce qu'il fallait faire, c'était de canaliser les énergies révolutionnaires des masses exclusivement vers la lutte contre le fascisme.

Ainsi, après les premiers moments de sa constitution, se sont établies entre les participants au Comité central des milices des convergences et aussi des divergences. Parmi ceux qui représentaient les organisations ouvrières dans cet organisme, tout le monde a été d'accord pour ne pas faire apparaître le Comité central des milices comme un gouvernement « alternatif » à celui de la Généralité. Ils se retrouvèrent également sur la nécessité de le préserver comme autorité révolutionnaire, même si c'était pour des raisons différentes, c'est-à-dire une autorité qui devait disposer d'une certaine autonomie par rapport au gouvernement, entre autres choses parce qu'ils considéraient ce dernier comme incapable de faire face à la situation. La différence entre eux portait sur le rôle que chacun assignait au Comité central des milices en fonction de la politique dont ils se réclamaient. D'une manière générique : pour les uns, il s'agissait d'un organisme provisoire, nécessaire tant que le gouvernement ne serait pas capable de prendre en charge directement les tâches considérées comme nécessaires ; et, pour d'autres, le Comité central des milices représentait le pouvoir ouvrier à Barcelone, qu'il fallait préserver dans l'attente que soit réglé définitivement le danger fasciste, ou alors de trouver la

formule de participation gouvernementale qui puisse satisfaire tout le monde et exprimer la nouvelle réalité politique. Autrement dit, ce qui, pour les uns, devait être avant toute chose un complément au gouvernement ne pouvait être accepté pour d'autres, c'est-à-dire qu'il devienne un appendice de ce gouvernement même s'il devait coexister avec lui. C'est sur cette alternative que s'est déroulée une grande partie de l'existence du Comité central des milices, entre le 21 juillet et sa dissolution formelle réalisée fin septembre 1936. Si nous devons mettre des sigles à ceux qui étaient derrière l'une ou l'autre des positions, parmi les premiers on trouvait le PSUC, l'UGT, l'ERC, l'ACR et l'UR. Et, parmi les seconds, le secteur libertaire et le POUM.

Mais indépendamment des positionnements des uns et des autres, il est certain que cette dualité, qui répondait à une situation révolutionnaire, ne pouvait se prolonger indéfiniment dans le temps. Les pressions pour en finir avec le pouvoir révolutionnaire à Barcelone, et par extension dans toute la Catalogne, se sont fait vite sentir. Par exemple, le gouvernement de la République refusait systématiquement ou opposait mille difficultés à la possibilité de donner des devises avec lesquelles acheter des armes à l'étranger pour approvisionner les colonnes catalanes qui luttaient sur le front d'Aragon, avec l'argument qu'il ne voulait pas financer une révolution sociale. Le refus fut toujours accompagné d'une condition de nature à faciliter l'aide qui était demandée : que le gouvernement de la Généralité récupère pleinement le contrôle de la situation et que le Comité central des milices se dissolve. Mais le président de la Généralité, Lluís Companys, ainsi que les partisans du rétablissement le plus rapidement possible de l'autorité du pouvoir légal, tous savaient que la seule manière d'en finir avec le Comité central des milices était de faire participer la CNT au gouvernement de la Généralité. Cependant, cela n'était pas facile. D'un côté, la CNT devait rompre avec le dogme anarchiste de la non-participation gouvernementale ; et, d'un autre côté, pour la raison que dans le camp du pouvoir légal il y avait des gens — comme par exemple le président de la République lui-même, Manuel Azaña —

qui n'étaient pas partisans de permettre ou de rendre plus facile le fait que la CNT participe au gouvernement.

La CNT participe au gouvernement de la Généralité

En tout cas, pendant le mois d'août 1936, dans les cercles dirigeants de la CNT s'est engagé un débat, plus ou moins occulte, sur la possibilité de participer au gouvernement de la République. En fait, ce débat avait commencé au comité national de la CNT fin juillet, lorsque cet organisme a dû prendre position devant l'invitation du gouvernement Giral à participer à des commissions gouvernementales qui devaient servir d'assesseurs aux ministres. Comme on le sait, le débat qui s'est poursuivi pendant les semaines qui ont suivi a été très violent et plein de subterfuges, particulièrement de la part de ceux qui, apparemment, s'opposaient à cette éventualité — par exemple les dirigeants de la CNT catalane —, mais ensuite, paradoxalement, finirent par être les premiers à franchir le Rubicon de la participation gouvernementale.

Nous avons essayé d'expliquer dans notre livre de manière extrêmement détaillée les phases et le processus qui ont conduit la CNT à adopter le tournant vers la participation gouvernementale. Nous ne répéterons pas ici ce que nous avons écrit. Simplement, nous voulons faire un commentaire sur le fait que les dirigeants de la CNT catalane, après s'être opposés à diverses occasions à ce que la CNT puisse participer au gouvernement de la République comme le proposaient d'autres unions régionales du syndicat, ont pris l'initiative de participer au gouvernement catalan, à la surprise de tous leurs camarades du reste de l'organisation confédérale, et bien avant que ces derniers finissent par en faire autant dans le gouvernement de Madrid début novembre. Au-delà des critiques que les dirigeants cénétistes d'autres unions régionales ont adressées à leurs camarades catalans pour leur double langage, je pense que la raison qui explique cette attitude doit être considérée sous trois aspects : le premier fait référence à l'appréciation que les cénétistes catalans avaient du gouvernement de la Généralité, qu'ils considéraient plus

« progressiste » ou plus influençable que celui de la République ; le deuxième aspect est qu'ils étaient sûrs qu'à la différence de ce qui se passait dans d'autres parties de l'Espagne, la force de la CNT en Catalogne était une garantie plus que suffisante pour éviter tout danger que pouvait présenter la participation au gouvernement ; et le troisième aspect est que l'existence du Comité central des milices était devenu un problème pour les dirigeants, une pression qu'ils n'étaient pas disposés à supporter et à laquelle ils ont répondu par la dissolution de cet organisme dans le but d'obtenir un meilleur traitement.

Dissolution du CCMA avec l'accord de la CNT et du POUM

Sans le moindre doute, le fait qui a fini par accélérer les choses en Catalogne a été la constitution à Madrid début septembre du premier gouvernement d'unité antifasciste présidé par le leader de l'aile gauche du PSOE et dirigeant de l'UGT, Largo Caballero, dans lequel participait également le Parti communiste espagnol aux côtés des partis républicains bourgeois. Le 10 septembre a été prise la décision de dissoudre le Comité central des milices antifascistes et ont commencé les conversations pour constituer un nouveau gouvernement de la Généralité qui devrait intégrer toutes les forces représentées dans l'organisme à dissoudre. Ce fut le début de la liquidation du pouvoir révolutionnaire, qui, après l'intégration de la CNT dans le deuxième gouvernement Largo Caballero au mois de novembre, finirait par s'étendre à d'autres « gouvernements » révolutionnaires comme le Comité exécutif populaire de Valence ou bien le Comité central des milices d'Almería.

Et comme nous nous approchons de la fin, je pense qu'il convient de signaler deux précisions par rapport à la dissolution du Comité central des milices antifascistes de Catalogne. La première est en rapport avec ce qu'a soutenu toujours l'historiographie anarchiste, qui a justifié la participation de la CNT à différents gouvernements. A savoir que le Comité central des milices a été dissous après que se fut constitué un gouvernement qui, se-

lon les termes de García Oliver, « *représentait tout le monde* ». Les procès-verbaux du Comité central des milices que nous reproduisons dans le livre démontrent que ce fut exactement le contraire : le gouvernement de la Généralité ne s’est constitué qu’après que les participants au Comité central des milices eurent décidé de s’auto-dissoudre. Et la deuxième précision qu’on peut déduire clairement de la lecture des procès-verbaux que nous reproduisons dans le livre est que les partis et organisations représentés au Comité central des milices ont adopté la décision de se dissoudre à l’unanimité.

Cette circonstance touche particulièrement le POUM, parti qui a toujours soutenu qu’il avait défendu la continuité du Comité central des milices, mais qu’il s’est retrouvé tout seul. Cette affirmation, bien évidemment, ne concorde pas avec ce qui est retracé dans les procès-verbaux dans lesquels a été discuté et approuvé sa dissolution. Et pas davantage non plus avec le silence que son organe de presse, *La Batalla*, a gardé par rapport à cela.

En réalité, dans le cas du POUM et dans celui de la CNT, il y a eu un point de convergence avec les raisons pour lesquelles ils n’ont pas donné d’importance à la dissolution du Comité central des milices et qu’ils n’ont vu aucun danger de régression du point de vue de la révolution dont ils se réclamaient. Pour eux, il n’était pas décisif de dissoudre cet organisme et d’aller faire partie d’un gouvernement dans lequel les organisations ouvrières avaient un poids majoritaire. Ils croyaient fermement qu’ils pourraient continuer à mener un travail révolutionnaire à partir d’une position privilégiée. Cependant, comme on le sait, le temps ne leur a pas donné raison, ni à eux ni à tous ceux qui, dans l’Espagne républicaine, ont cru — comme Largo Caballero — que la reconstruction de l’État républicain et le rétablissement de la légalité antérieure au 19 juillet étaient une condition indispensable pour gagner la guerre.

Le gouvernement catalan d’unité antifasciste, constitué fin septembre 1936 avec la participation de toutes les organisations ouvrières, particulièrement de la CNT et du POUM, s’est inscrit dans la logique de la reconstruction de la légalité républicaine contre les réalisations révolutionnaires.

Précisément, les premières mesures qu’a prises ce gouvernement ont été de dissoudre tous les comités révolutionnaires et de réorganiser les gouvernements (les conseils) municipaux sur la base de la formule « antifasciste ». Et même si Andreu Nin, secrétaire général du POUM, qui a fait partie de ce gouvernement comme conseiller à la Justice, c’est-à-dire ministre, ainsi que les dirigeants de la CNT ont essayé de minimiser l’importance de cette décision avec l’argument que le travail révolutionnaire continuerait de la même manière à partir de ce moment depuis les municipalités, ce qui est certain, c’est que ce n’était pas la même chose. La logique de la recomposition de l’État et de la légalité républicaine, en opposition à la légitimité révolutionnaire, a fini par s’imposer. Le POUM lui-même a été la première victime de cette logique lorsqu’il fut chassé du gouvernement de la Généralité fin 1936, deux mois et demi à peine après s’être engagé dans la participation d’un gouvernement qui a liquidé le pouvoir révolutionnaire en Catalogne.

Et pour finir vraiment, je voudrais dire que quelques auteurs anarchistes ont essayé de répondre aux critiques qui leur étaient adressées sur la participation de la CNT à des gouvernements qui ont liquidé les acquis révolutionnaires avec l’argument en forme de circonstance atténuante que l’organisation ne disposait pas de programme de conquête du pouvoir. L’un d’entre eux fut Helmut Rüdiger, représentant de l’Association internationale des travailleurs à Barcelone, qui répondait ceci aux anarchistes qui critiquaient la démarche de la CNT : « *Si la CNT avait eu un programme de gouvernement, d’exercice du pouvoir (...), la CNT n’aurait pas été la CNT, mais un parti bolchevique.* » Écartons la remarque qu’en de nombreux endroits, les organisations locales de la CNT, sans avoir aucun programme de gouvernement ni d’exercice du pouvoir, ont impulsé des gouvernements révolutionnaires locaux et y ont participé. Et considérons simplement ce que Rüdiger lui-même suggère indirectement : que les comités révolutionnaires apparus dans l’Espagne républicaine, comparables aux soviets russes de 1917 et aux conseils allemands de 1918-1919, ont été liquidés parce qu’il n’y eut aucun parti qui,

Petits fragments d'histoire contemporaine

I) Les Etats-Unis et l'Europe de l'Est

Le Kremlin envisage depuis plusieurs années de « construire le gazoduc South Stream conçu pour contourner l'Ukraine et acheminer le gaz russe via la mer Noire jusqu'en Bulgarie, porte d'entrée de l'Union européenne. Evaluée à 16 milliards d'euros, la construction de ce tube stratégique avait été annoncée en 2012 par Gazprom, pour une capacité de 63 milliards de mètres cubes par an, soit l'équivalent des achats de gaz de l'Union européenne transitant par l'Ukraine. »

Les sénateurs américains à Sofia :

« Le 10 juin, le projet a connu un coup d'arrêt, la Bulgarie ayant suspendu sous les pressions conjuguées de Bruxelles et de Washington la construction du tronçon de gazoduc sur son territoire. Le Premier ministre bulgare, Plamen Orecharski, avait annoncé en personne la suspension de la partie bulgare du projet, flanqué de trois sénateurs américains qu'il venait de recevoir, dont le républicain John McCain » (souligné par nous) »

(Le Monde, 18 juin 2014)

II) Les révolutions de février et octobre 1917... une affaire d'ivrognes, selon l'un des principaux journaux "démocrates" d'Ukraine

L'édition belge du *Courrier international* (20 juin 2014) publie un article sur la révolution d'octobre 1917 extrait du journal ukrainien *Oukrainsky Tyjden*, qui qualifie, par ailleurs, le dirigeant national-fasciste Stepan Bandera de « résistant anti-nazi ».

On y lit : « *Les adversaires des bolcheviks, considérant les événements de 1917, le disaient : "Les rouges ont pris le pouvoir grâce à des matelots ivres." Et ils avaient raison ; ce sont les violences commises par des militaires sous l'emprise de la boisson qui ont entraîné la chute du régime tsariste et ouvert la voie à la dictature rouge. (...) Il n'est plus tabou aujourd'hui de dire que les deux révolutions de 1917 ont été portées par une vague d'alcoolisme et d'émeutes que les politiciens ont exploitée à leurs fins.* » Quels politiciens ? « *Les agitateurs bolcheviques et anarchistes.* »

Oukrainsky Tyjden, organe progouvernemental ukrainien, est l'un des journaux les plus fréquemment traduits par et dans le *Courrier international*. On remarquera que les lignes ci-dessus condamnent à la fois les révolutions de Février et d'Octobre et regrettent vivement la chute du régime tsariste. On ne saurait être plus clair sur la continuité dans laquelle se situent ces gens-là...

III) L'Allemagne et l'Europe de l'Est

Jean-Marie Chauvier nous a communiqué un texte d'un certain Vladimir Caller sur la politique de l'Allemagne en Europe de l'Est, dont nous publions à titre d'information les principaux extraits.

“L'Ukraine et le savoir-faire de la diplomatie allemande”

« Ce 31 janvier passé, dans le cadre de la conférence de l'OSCE (l'Organisation pour la sécurité et coopération en Europe), le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier (FWS), déclarait au quotidien *Die Deutsche Zeitung* : “L'Allemagne est trop

grande pour se contenter de commenter les affaires du monde.” Venant précisément de ce ministre-là, ces paroles prennent un relief particulier.

Bien plus prudent que son prédécesseur, Guido Westerwelle, qui s’était permis d’aller à la place Maïdan pour haranguer les manifestants (...), l’actuel ministre des Affaires étrangères s’est plutôt distingué par une extrême discrétion, en particulier sur son rôle dans les services secrets de son pays pendant les guerres yougoslaves. En fait, sa carrière dans les services spéciaux et la diplomatie commença en 1998 lorsqu’il fut nommé coordinateur des organes d’intelligence de la chancellerie jusqu’à en devenir le chef en 1999 ayant à sa charge le BND, le service d’intelligence fédéral. A ce titre, il a été le responsable, côté allemand, des programmes germano-américains de l’ainsi nommée “guerre contre le terrorisme”. Depuis lors FWS n’a pas cessé d’être une pièce maîtresse dans le façonnage de la politique extérieure de Berlin, y compris dans son volet économique. (...)

Ce furent ses performances lors des guerres yougoslaves qui ont contribué à l’accroissement de l’influence allemande dans le sud-est européen et qui lui ont donné le rôle qui est le sien aujourd’hui. C’est sous sa gestion de la chancellerie allemande que la BND a non seulement cessé de considérer l’UCK (Armée de libération de Kosovo) comme une organisation terroriste, mais s’est engagée à la soutenir sans réserve, sur le plan matériel, technologique et de propagande dans sa guerre contre le gouvernement de Milosevic. La guerre finie avec la victoire de l’UCK et de l’OTAN, la Yougoslavie démembrée, l’activisme balkanique de la BND est resté toujours actif sous l’impulsion de FWS (...). Dans le cadre de ladite “guerre contre le terrorisme”, sa collaboration sans faille avec les services américains, accusés, entre autres, de pratiques illégales comme la séquestration et même de tortures, a soulevé de sérieux questionnements.

Doté d’une ambition très marquée, le ministre n’a pas hésité à écrire en 2009 une lettre ouverte au président Obama (1) lui disant : “*Ensemble, nous pouvons façonner le monde du XXI^e siècle.*” Plus localement, cette motivation fut confirmée par une déclaration conjointe de la CDU et du SPD,

inspirée notamment par lui, et selon laquelle “*l’Allemagne se devait de participer activement dans la configuration de l’ordre international*”, et, en plus, de rester prête “*à tout genre d’interventions partout dans le monde*”, y compris bien entendu dans ses versions armées “*associant les apports civils et militaires de l’Union européenne*”, en invoquant, comme ce fut le cas en Yougoslavie et ailleurs, des motivations humanitaires (2) (...).

Les événements en Ukraine tombent donc à pic pour nourrir l’activisme de l’actuel ministre ; en association avec son collègue polonais, Radoslaw Sikorski, il a contribué à faire basculer le pouvoir à Kiev. Non sans raison, ce dernier avait déclaré à Berlin en 2011 : “*Je redoute moins la puissance allemande que l’inaction allemande.*” Le ministre polonais n’a rien à craindre, RWS s’occupe déjà des dossiers de la Moldavie et de la Géorgie. Et Sikorski, lui, est pressenti comme futur candidat au poste de secrétaire général de l’OTAN en remplacement d’Anders Fogh Rasmussen. Renouveau donc de la diplomatie allemande (...). L’Allemagne vient de s’engager à intervenir au Mali et une brigade franco-allemande sera constituée à cet effet. FWS “*va montrer sa différence*”, disait à ce propos *Le Monde* le 23 janvier 2014. Tandis que Rasmussen déclarait au même journal, quelques jours plus tard, en parlant de l’intervention armée française : “*Ce qui se produit en Afrique pourrait arriver en Europe*” (3). A son tour, comme faisant écho, interrogée par la radio France Inter le 19 février sur l’éventualité d’une opération militaire en Ukraine, l’ambassadeur allemand en France, Suzanne Wasum-Rainer, ne semblait pas choquée par la question et répondait : “*La diplomatie est plus efficace ; l’utilisation des moyens militaires est une mesure de dernier recours.*” Pas très excessif donc peut-être de songer à l’Ukraine d’aujourd’hui en pensant à la Yougoslavie d’hier et très probablement à la Biélorussie de demain. Et autant de raisons pour bien méditer sur la phrase du ministre. »

(1) Frank-Walter Steinmeier : « *En étroite coopération* », www.spiegel, 12 janvier 2009.

(2) Accord de coalition « *Assurons l’avenir de l’Allemagne* », entre la CDU-CSU-SPD, de novembre 2013.

(3) *Le Figaro*, 29 janvier 2014.

Notes de lecture

Une guerre sans cause

Les Somnambules, de Christopher Clark (Flammarion, 2013).

Parmi les dizaines d'ouvrages que les éditeurs font paraître à l'occasion du « centenaire de la guerre de 14 », certains méritent d'être distingués, parce qu'ils ne se contentent pas de répéter, voire de ressasser, ce qui devrait faire consensus pour célébrer les différentes variantes de « l'Union sacrée », mais parce qu'ils apportent la matière documentaire qui permet d'aller au cœur des processus de décision qui ont abouti au déclenchement de la Première Guerre mondiale.

Il en est ainsi du livre de Christopher Clark, historien australien qui enseigne à l'Université de Cambridge, publié en français à la fin de l'année dernière, après avoir connu un grand succès en Angleterre et en Allemagne.

L'auteur précise d'emblée l'objectif de son livre : « *Son propos est moins d'expliquer pourquoi la guerre a éclaté que comment on en est arrivé là.* »

Il ne s'agit donc pas de revenir sur les « causes » de la guerre : impérialisme, alliances, intérêts financiers, nationalismes — que l'auteur n'ignore pas pour autant, ni sur « l'opinion publique » et les oppositions à la guerre qui ne sont qu'à peine évoquées.

Le livre se concentre uniquement et volontairement sur la « chaîne de décisions » qui implique « *les principaux décideurs — rois, empereurs, ministres des Affaires étrangères, ambassadeurs, commandants militaires (...) et fonctionnaires subalternes qui marchèrent vers le danger à pas calculés* ». A partir

d'un travail colossal de dépouillement des archives de tous les pays belligérants, de l'examen des Mémoires, des témoignages, des notes diplomatiques — parfois inédites —, l'auteur plonge le lecteur au milieu des intrigues, des hésitations, des bravades, des préjugés, des lâchetés, des mensonges et de l'aveuglement final de tous ces « *somnambules qui marchent sans savoir où ils vont, (qui) se sont laissés piéger par leurs petites ambitions et c'est de la rencontre malheureuse de celles-ci qu'est née la conflagration* ».

Au passage, démonstration à l'appui, Christopher Clark rééquilibre la version unilatérale du traité de Versailles faisant de l'Allemagne l'unique « responsable de la guerre ». Même si la « culpabilité » d'un Guillaume II velléitaire, délirant, mais aussi hésitant et « trouillard », est largement soulignée, les responsabilités du tsar Nicolas II et de son entourage, du gouvernement français, de l'état-major autrichien, des nationalistes serbes et de l'hypocrite diplomatie britannique sont tout autant rappelées dans le moindre détail.

Même si les circonstances extérieures, sociales, politiques échappent à notre volonté individuelle ou collective et s'imposent à nous, ce livre vient rappeler qu'au bout du bout, ce sont les hommes qui font l'histoire. Et ce sont *des* hommes — un petit nombre — qui sont authentiquement responsables de la barbarie et de la mort de vingt millions de leurs semblables.

On peut regretter que l'auteur se laisse aller parfois à des allusions contemporaines (comme la crise de l'euro en 2010-

2011), même si c'est pour dénoncer le « somnambulisme » des « décideurs » d'aujourd'hui, mais ce livre a également un autre grand mérite : à l'encontre de bien d'autres qui rendent les peuples eux-mêmes responsables — par « bellicisme » — de cette épouvantable guerre, Christopher Clark conclut : « *Les réactions de la population à la nouvelle que la guerre a éclaté démentent l'affirmation, si souvent répétée par les hommes d'Etat, que l'opinion publique a forcé la main des décideurs. (...) Il y a*

bien eu quelques expressions d'enthousiasme chauvin pour le combat à venir mais elles restent exceptionnelles. Que partout en Europe les hommes se soient saisis de l'occasion d'aller vaincre un ennemi détesté, c'est un mythe qui a été entièrement détruit. Partout, pour la quasi-totalité de la population, la nouvelle de la mobilisation est un choc profond, un coup de tonnerre dans un ciel sans nuage. »

Maurice Martin

Pour mieux comprendre la prochaine crise

Marc Roche : *Les Banksters, voyage chez mes amis capitalistes*, 236 pages, Paris, Albin Michel, 18 euros

Marc Roche présente un premier intérêt : à la différence des Nicolas Baverez, des Elie Cohen ou des Patrick Artus qui ne voient jamais rien venir mais continuent inlassablement à étaler des certitudes inlassablement démenties par les faits, il souligne d'emblée qu'il n'a, lui, pas vu venir grand-chose lors de la crise de 2008 : « *J'avais tous les éléments de l'intrigue sous les yeux. Même si je n'ai pas été complètement aveugle, je dois confesser que j'ai raté beaucoup de signes annonciateurs de la crise. Je n'ai pas été le seul.* » (C'est le moins que l'on puisse dire : l'actuelle directrice du FMI, Christine Lagarde, au plus fort de la crise, annonçait tranquillement qu'elle était finie.) « *Mais, ajoute-t-il, ce n'est pas une consolation.* » Certes, mais c'est une garantie de sérieux pour la suite, puisqu'il tente d'expliquer pourquoi il n'a à peu près rien vu venir et va essayer de faire mieux...

Cet aveuglement le dépote tant qu'il revient sur cet aveu dépourvu d'artifices un peu plus loin : « *De par mon travail*

dans la City et en raison de mes nombreuses accointances dans les métiers de la finance, ma vision de l'économie était une version édulcorée, assainie, lisse. Je n'ai rien vu venir alors que j'étais un spécialiste (...). Je n'ai pas prêté la moindre attention à l'effet des taux d'intérêt bas sur l'endettement des ménages comme sur les Etats. J'étais bien sûr en bonne compagnie. Gouvernements, banques centrales, régulateurs ou économistes avaient été aussi aveuglés que moi. Mais il n'empêche, je n'ai pas été plus clairvoyant. »

Deuxième mérite : son ouvrage ne se présente pas comme une analyse systématique du système bancaire mondial ; il est construit comme une chronique pittoresque alternant les récits, les anecdotes parfois plaisantes, le plus souvent accablantes, les reportages, les portraits, les commentaires. Le plus significatif est peut-être, dirait Arletty, l'atmosphère... ou plutôt la reconstitution de l'atmosphère de lourd secret dans lequel se meuvent les grands manitous de la spéculation financière la plus débridée, assurés d'échapper à toute sanction réelle quoi qu'ils fassent et quoi qu'il arrive.

Impunité

Dans un chapitre intitulé « *Impunité* », Marc Roche note en effet : « *Le constat est édifiant : les premiers responsables de la crise n'ont pas seulement survécu, ils ont prospéré partout.* » La liste qu'il en donne, pages 82 et 83, est effectivement édifiante, pour reprendre son mot : « *Quelle impression suscite ce bref tableau ? Un haut le cœur* », répond-il à sa propre question.

Pourquoi cette impunité ? « *La plupart des gestionnaires de patrimoine, des banquiers d'affaires, comme au demeurant des administrateurs censés les superviser proviennent du même vivier (...). Le népotisme est de rigueur au sein des hiérarchies comme des conseils de surveillance.* » Certes, les contrôleurs et les contrôlés appartiennent au même monde et ont très souvent des intérêts communs beaucoup plus forts que toutes les règles, mais cette explication suffit-elle ?

Cette impunité leur permet en tout cas de continuer... et de perpétuer, voire d'accroître les risques de crise financière. Ainsi les dirigeants de JP Morgan ont « *au cours des quatre premiers mois de 2012 enfreint plus de trois cents fois les procédures réglementaires* » destinées théoriquement à réglementer leur activité ; l'ivresse spéculative déchaînée par l'équipe londonienne de la banque crée une bulle qui explose en avril 2012. Pourtant, souligne Marc Roche, « *en mai 2012, un rapport pathétique, proche du ridicule, publié par le propre contrôleur de la maison, avait toutefois blanchi le clan des Londoniens de toute responsabilité dans cette débâcle* ». Le P-DG, Jamie Dimon, qui a couvert toutes les manipulations, refuse bien entendu de démissionner. « *La réticence à faire repentance fait partie des gènes de ce prototype des Maîtres de l'univers.* »

Certes, certes, mais cette certitude arrogante comme l'impunité dont ces hommes bénéficient ne reflètent-elles pas plus profondément une réalité incontournable : le capitalisme contemporain, de plus en plus déconnecté de la production de marchandises, est de plus en plus spéculatif ; les grands maîtres de la

spéculation financière en sont donc à la fois l'incarnation et le symbole vivant, car ils sont les maîtres de ce jeu, même si ce jeu peut échapper à leur contrôle ; dès lors ils se situent de facto au-dessus des institutions, des gouvernements, des Etats. Tout le monde le sait, le secrétaire au Trésor américain est toujours un ancien de la banque, en général de Goldman Sachs, comme l'actuel président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, et bien d'autres ici et là. La longue liste de leur présence à de nombreux postes clé (beaucoup plus décisifs que les postes de ministres) traîne un peu partout.

C'est pourquoi il est difficile de partager l'avis de Marc Roche lorsqu'il affirme : « *Il n'y a aucune raison qu'un professionnel de la finance gagne bien plus qu'un industriel.* » Il y a une raison : l'industriel fabrique des marchandises qui ont un coût et un prix, le financier fabrique à jet continu des masses de capitaux fictifs et des bulles financières qui constituent le cœur du capitalisme contemporain.

Soulignant l'importance du « *budget total des lobbies financiers auprès des institutions européennes* », il conclut avec un sens parfait de l'euphémisme : « *Les gouvernements rechignent à braver les seigneurs de la finance.* » Plus grave encore, il affirme : « *A la suite de la crise de 2008, les pachydermes de la finance, sortis de l'hécatombe, ont accentué leur pouvoir et donc, d'une certaine façon, la fragilité du système. Aux Etats-Unis, le bilan des quatre premières banques — JP Morgan, Bank of America, Citigroup et Goldman Sachs, représente plus de la moitié du PNB américain et plus de trois fois celui de la France.* » Il est donc révolu le temps où la grande majorité du PNB américain était constitué par la production industrielle (y compris celle d'armement dont la valeur d'usage est éminemment discutable !).

Des lendemains qui déchantent

Après avoir renfloué les banques défailtantes en faisant payer le prix de l'opération aux populations victimes de leurs jeux financiers, les gouvernements

ont mis en place une réglementation destinée à prévenir, à les en croire, la répétition du précédent tsunami. L'efficacité tapageusement proclamée est très discutable.

« *Les produits dérivés, bien que mieux régulés, restent une épée de Damoclès au-dessus de l'économie mondiale. Ces marchés sont nés et se sont développés pour limiter les risques. En réalité, le système financier s'en est emparé pour créer des risques plus importants encore.* » Le mécanisme se répète donc en changeant de forme à chaque fois. Il précise : « *C'est peut-être la mère de toutes les bombes.* »

L'une des institutions chargées de faire régner l'ordre dans cet univers chaotique est constituée par un réseau de chambres de compensation, « *clé de la mondialisation financière* », écrit Marc Roche, qui, malgré son optimisme, juge le résultat à peu près nul : « *Une menace systémique a été remplacée par une autre. En vérité, les chambres de compensation peuvent avoir des effets sur la stabilité financière* », déjà instable. Et « *en cas de défaillance, ces géantes gares de triage électronique devront être secourues par le contribuable pour éviter l'effet domino* ». On va donc nous faire une nouvelle fois les poches, mais avec un coût sans doute encore plus élevé.

C'est ce qu'il appelle une des nombreuses « *bombes à retardement* » laissées par la crise de 2008 ou créées par les mécanismes prétendument destinés à en prévenir la répétition.

Voguer sur un volcan

Dans son préambule, Marc Roche note : « *Sur le fond, très peu de choses ont*

changé. Nous continuons de voguer sur un volcan qui peut à nouveau entrer en éruption malgré les garde-fous. »

Après 225 pages de voyage éclairant et instructif à l'intérieur du monde de la banque, Marc Roche laisse de côté l'image contestable de la navigation sur un volcan prêt à cracher sa lave pour constater plus prosaïquement : « *Le spectre de la crise est toujours présent. Les bulles financières potentielles prêtes à éclater à tout moment en cas de retournement de tendance sont légion.* »

Certes, il imagine dix commandements ou principes « *qui pourraient permettre d'écarter le spectre d'une nouvelle crise financière* ».

Ce petit article ne saurait discuter ni de leur validité éventuelle ni de leur portée possible, d'autant que je n'en ai guère la compétence ! Mais une chose est certaine : si d'aventure elles étaient efficaces, les rois de la finance n'en voudraient pas, et le personnel politique, de droite comme de gauche, ne serait ni désireux ni capable de les leur imposer. C'est en effet la nature même du capitalisme contemporain qui est en jeu. Rien n'est plus éclairant de ce point de vue que la transformation de l'Angleterre ; le cœur économique de ce pays où l'industrie capitaliste est née, dont Thatcher a liquidé les mines et leurs mineurs il y a trente ans, est aujourd'hui constitué par la City, ses banquiers, ses traders, ses pseudo-régulateurs. Marc Roche décrit avec beaucoup de verve l'activité de tous ces personnages qui tenteront à nouveau demain de faire payer au bas — et moins bas — peuple les faux frais élevés de leurs cabrioles financières.

Jean-Jacques Marie

CHRONIQUE DES FALSIFICATIONS

Un fou “FuRRieux”

Tous les fous ne sont pas à Charenton. Il n’y a d’ailleurs, paraît-il, plus d’hôpital psychiatrique à Charenton. Dommage... On pourrait y envoyer quelques clients. L’universitaire américain Grover Furr par exemple.

Khrouchtchev, comploteur trotsko-boukharinien ?

Vient de paraître, préfacée par l’ineffable Domenico Losurdo, l’édition française d’un ouvrage de l’américain Grover Furr publié en 2010 en Russie sous le titre *Les Ombres du Vingtième Congrès ou la vilénie antistalinienne*, puis en français, en 2014, sous le titre *Khrouchtchev a menti*, par les éditions Delga. Furr dénonce le rapport comme une « *tromperie complète* » et prétend : « *Pas une seule déclaration des “révélations” de Khrouchtchev sur Staline ou sur Beria ne s’est avérée exacte* » (p. 10). Pour Furr, Khrouchtchev était un vieil ennemi clandestin de Staline, un membre secret du fantasmagorique complot des trotskystes et des droitiers, fabriqué par Staline, un partisan nostalgique de Boukharine.

Il affirme sans rire : « *L’hypothèse (sic !) que Khrouchtchev peut (resic !) avoir été un membre d’une branche secrète de la très ramifiée “conspiration trotskiste-droitière” est renforcée par le fait qu’il a certainement (resic !) été impliqué dans un certain nombre d’autres complots* », dont Furr établit une liste hautement fantaisiste !

Ainsi, la présence inconnue mais déclarée « *certaine* » de Khrouchtchev dans des complots dont on ne sait rien mais où sa participation est présentée comme un « *fait* » confirmerait l’hypothèse de sa participation ignorée de tous puisque « *secrète* » à l’une des « *nombreuses branches* » indistinctes d’autres complots imaginaires éventuels.

Superbe raisonnement : une hypothèse aventureuse confirme une autre hypothèse qui l’est encore plus. Et voilà pourquoi

votre fille est muette et pourquoi Khrouchtchev est un menteur. Ce serait amusant si cette logorrhée stalinolâtre ne s’étendant sur plus de 400 pages au cours desquelles, par exemple, Furr prend pour argent comptant les aveux extorqués aux accusés des procès de Moscou et même au chef du NKVD, Iejov, une fois celui-ci démis puis arrêté. Et avec un humour totalement involontaire mais typiquement stalinien, Furr affirme tranquillement que Iejvo a organisé les « *atrocités massives* » dont il s’est rendu coupable pendant deux ans « *pour couvrir sa propre implication dans le complot droitier et d’espionnage militaire au profit de l’Allemagne ainsi que dans un complot visant à assassiner Staline ou (sic !) un autre membre du Politburo et de s’emparer du pouvoir par un coup d’Etat* » (p. 65). Furr semble avoir oublié un petit détail... C’est ce même Iejov qui a organisé les deuxième et troisième procès de Moscou qui ravissent tant Furr. Mais si ses atrocités massives avaient comme objectif de couvrir sa propre implication dans « *le complot droitier* » (?), les aveux qu’il extorquait devaient servir à cette couverture... aie, aie, aie.

Khrouchtchev, Trotsky, même combat ?

Pire encore, selon ce fou Furrieux, pour l’essentiel, la dénonciation par Khrouchtchev de Staline dans « *le “rapport secret” fait écho à la diabolisation antérieure de Staline par Trotsky (...). Le rapport Khrouchtchev relança la caricature de Staline par Trotsky (...). Le “rapport secret” constituait une réhabilitation inavouée de Trotsky* » (p. 235). Or, Furr le jure, « *il y a des éléments considérables pour soutenir les allégations soviétiques des années 30 que Trotsky était impliqué avec d’autres oppositions en URSS pour renverser le gouvernement de Staline et même qu’il était en contact avec les militaires allemands et japonais. Il y a aussi des preuves que des groupes clandestins trotskistes à la fois en dehors et en dedans*

du Parti ont été impliqués dans le sabotage et l'espionnage en URSS et dans la propagation de fausses accusations de trahison contre les autres. » Et il ajoute : « Il y a beaucoup de preuves documentaires qui indiquent que Trotsky et ses partisans ont été impliqués dans des complots antisoviétiques, y compris avec les nazis » (p. 40).

Il est amusant que la « preuve documentaire » avancée par Furr soit le soulèvement en mai 1937... des ouvriers anarchistes de la CNT et poumistes de Barcelone contre l'étranglement de la révolution par les staliniens...

Ah ! la jolie déportation !

Ce Furr, par ailleurs, juge fort humaine la déportation massive des peuples du Caucase en 1943-1944. Et il s'étale sur le sujet sans pudeur : « *Scinder un petit groupe national soudé par une langue, une histoire unique et une culture, c'est en fait le détruire. Dans le cas de la Tchétchénie-Ingouchie et des Tatares de Crimée, la collaboration avec les nazis a été massive, impliquant la plus grande part de la population. Essayer d'isoler et de punir "seulement les coupables" aurait conduit à diviser la Nation et l'aurait probablement détruite dans son ensemble. Au lieu de cela, le groupe national a été maintenu et sa population a augmenté (...). La collaboration nazie de ces groupes était si massive que punir les personnes concernées aurait mis en danger la survie de ces groupes. Il aurait fallu priver ces groupes des jeunes gens par l'emprisonnement et l'exécution, ne laissant que très peu de jeunes hommes pour les jeunes femmes à marier. La déportation a gardé ces groupes intacts. Les déportations se sont déroulées presque entièrement sans victimes » (presque... car nul n'est parfait, même Staline ! Pourtant, en moyenne, un quart des déportés sont morts pendant un transfert de plusieurs semaines) (...). Ainsi leurs cultures, leur langue et en fait leur existence en tant que peuples ont été sauvegardées. » Ne pas les déporter, conclut Grover Furr « aurait conduit à (...) la destruction de ces groupes ethniques comme "peuples", bref à un génocide » (pp. 111-112).*

On peut s'étonner qu'un éditeur publie ce document accablant sur la santé mentale

de son auteur, mais, c'est bien connu, le papier supporte vraiment tout.

On se prend à rêver que Furr aille tenir un pareil discours devant les descendants des Kalmouks, des Karatchaïs, des Tchétchènes, des Ingouches, des Tatares de Crimée, des Balkars, des Allemands soviétiques de la Volga et d'ailleurs, et autres peuples déportés. Il y a gros à parier que sa vie ne tiendrait alors qu'à un (bref) fil...

Losurdo et les beautés du Goulag...

L'ouvrage immortel de cet universitaire américain est précédé d'une préface de l'universitaire italien Domenico Losurdo. Ce dernier a acquis une modeste célébrité en prenant la défense de Staline dans un ouvrage sous-titré : *Histoire et critique d'une légende noire*. On y apprenait que le Goulag répondait, entre autres, à « une préoccupation pédagogique ». Losurdo s'extasiait sur l'apport du détenu à la construction du socialisme : « *Le détenu du Goulag est "un camarade" potentiel obligé de participer dans des conditions particulièrement dures à l'effort productif de tout le pays.* » Particulièrement dures, certes, mais le mot « camarade », même très potentiel, n'a pas de prix ! Et Losurdo s'extasiait plus encore sur l'exquise politesse qui régissait les rapports entre gardiens et détenus : « *Jusqu'en 1937, les gardes appelaient le prisonnier "camarade".* » Donc le garde qui tirait sur le détenu qui commettait la maladresse de faire un grand pas de trop à gauche ou à droite de la colonne, abattait — sans doute avec tristesse — un camarade, ce qui ne pouvait que consoler la victime. Losurdo ajoute : « *Et d'ailleurs, la réclusion dans le camp de concentration n'exclut pas la possibilité de promotion sociale* » (Staline, éditions Aden, pp. 30, 57 et 215). Le Goulag, école de courtoisie et de formation permanente qui en fait un ascenseur social... quel paradis perdu ! Et quel humaniste ce Staline...

L'universitaire italien complète admirablement l'universitaire américain (dont le livre a été publié en Russie) ! Pauvre *alma mater*.

Jean-Jacques Marie

